SOCIALISME OU BARBARIE

A PARAITRE AUX PROCHAINS NUMEROS

Le Fordisme

●

A propos des derniers écrits de Trotsky

●

L'évolution de l'Impérialisme depuis Lénine

●

Le travaillisme britannique

●

Bureaucratie et question coloniale

100 FRANCS

Le Gérant : G. ROUSSEAU

SOCIALISME OU BARBARIE

Organe de Critique et d'Orientation Révolutionnaire

PARAIT TOUS LES DEUX MOIS

SOMMAIRE

Voyage en Yougoslavie, par Raymond BOURT.

Le Stalinisme en Allemagne orientale, par Hugo BELL (fin).

DOCUMENTS :

L'Ouvrier Américain, par RIA STONE.

NOTES :

La situation internationale. — Les organisations « ouvrières » et la guerre de Corée. — Nationalisation et Productivité.

■

2e Année - Janvier-Février N° 8

SOCIALISME OU BARBARIE

Paraît tous les deux mois

■

Comité de Rédaction :

P. CHAULIEU

Ph. GUILLAUME — C. MONTAL — J. SEUREL (Fabri)

Gérant : G. ROUSSEAU

■

Ecrire à M. Simon FABRE, 13, rue Jules-Simon — PARIS (15e)

« SOCIALISME OU BARBARIE »

Règlements par mandat : C.C.P. Simon FABRE 5829-04 Paris

■

LE NUMERO ..... **100 francs**

ABONNEMENT UN AN (six numéros) .... **500 francs**

VOYAGE EN YOUGOSLAVIE

2.500 jeunes venus de différents pays d'Europe occidentale, dont 1.500 de France, sont allés passer leurs vacances en Yougoslavie. Ils étaient invités par la Jeunesse Populaire Yougoslave à venir travailler sur le chantier de construction de la cité universitaire de Zagreb. En outre, ils étaient invités à chercher la vérité sur le régime titiste en regard des accusations du Kominform, par un voyage dans les principales villes du pays.

Il était déjà tout à fait faux de croire, même avant d'y avoir été, que l'on pouvait lors d'un séjour touristique agrémenté de visites d'usines, découvrir le contenu réel du régime yougoslave. Les conditions du séjour et l'attitude des organisateurs « trotskystes » des brigades diminuèrent encore les chances que l'on pouvait avoir de faire une expérience un peu sérieuse. La recherche de la vérité sur la Yougoslavie fut déformée dès le début par ceux-même qui prétendaient la chercher. Ils entendaient par recherche de la vérité, une vérification des accusations staliniennes. Ils étaient prêts à conclure du caractère mensonger de ces accusations, à l'honnêteté des dirigeants yougoslaves. Etrange logique. Ils situaient le problème de l'analyse du régime yougoslave en dehors de tout critère de classe.

Si cette méthode devait déformer le fond de l'enquête, celle-ci le fut encore bien davantage par les conditions pratiques dans lesquelles elle fut menée. A savoir, s'informer sur un régime en s'adressant presqu'uniquement à ses dirigeants, prendre leurs déclarations pour argent comptant et n'accorder aucun crédit aux informations provenant des ouvriers auxquels nous nous adressions. C'est ce que s'efforcèrent de réaliser d'un commun accord nos guides yougoslaves et les dirigeants trotskystes des brigades. Les militants trotskystes qui étaient partis convaincus que le régime yougoslave était véritablement la dictature du prolétariat ne pouvaient rien apprendre et leur enquête se limita à trouver des arguments pour défendre le régime bureaucratique yougoslave en essayant de l'habiller de leurs illusions. Et cela, le plus souvent, malgré les propagandistes de service à qui nous avions à faire. Plus royalistes que le roi, les trotskystes voulaient à tout prix ne pas voir ce qui évidemment les choquait. Alors que les yougoslaves raisonnaient en bons bureaucrates qu'ils sont, les trotskystes voulaient à tout prix les faire penser en révolutionnaires. Comment peut-on être encore stalinien après toutes les trahisons du stalinisme, pensent ingénument les trotskystes ? Tout simplement de la même façon que vous êtes titistes, camarades. En fait, l'attitude des dirigeants trotskystes n'a pas été seulement un comble d'imbécilité, mais une attitude ouvertement contre-révolutionnaire et bureaucratique. Leur servilité vis-à-vis des yougoslaves a été parfois même écœurante. « Comment osez-vous traiter ainsi des gens qui nous ont si bien reçu ? », nous ont-ils dit une fois que certains anarchistes et moi, critiquions publiquement certains faits.

Le résultat de ce voyage a été le contraire de ce qu'ils espéraient. La majorité de ceux qui sont revenus de Yougoslavie ont été dégouttés et de la « révolution yougoslave », et des trotskystes, mais ceux-ci n'en n'ont pas moins constitué un comité des brigades dont ils ont gardé la direction et qui s'en va chantant partout que les travailleurs français qui ont été en Yougoslavie, ont apprécié la révolution bureaucratique. Ces méthodes nous rappellent quelque chose. Sans doute les militants trotskystes ne sont pas prêts à être les Aragon et les Wurmser de la Yougoslavie. Mais ils ne sont pas loin d'être une nouvelle espèce politique assez rare que l'on pourait appeler l'espèce crypto-titiste... de gauche pour leur faire plaisir.

La liberté la plus entière nous fut laissée de nous balader dans les villes où nous passions. On ne nous refusa jamais, ou presque, de nous laisser voir telle ou telle chose dans les limites des possibilités de temps, d'organisation et d'autorisation. Après avoir passé dix jours à Zagreb et avoir communiqué dès notre arrivée, notre intention de visiter le camp de concentration situé à proximité de la ville, ce ne fut qu'arrivés à Sarayevo, soit à trente heures de train de là, que l'on nous apprit que si nous voulions visiter un camp, il fallait retourner à Zagreb. On nous avait même promis de visiter le camp de Jablanitza, or, quand nous arrivâmes à cet endroit, il n'y avait plus de camp. La plupart des jeunes n'avaient pas d'idées préconçues sur le régime yougoslave, mais pour les militants révolutionnaires, le problème ne pouvait pas se limiter à une enquête journalistique, ni se poser en dehors d'une conception d'ensemble du problème social et politique à l'échelle mondiale. Nous ne pensions pas que la vue de maisons en construction, l'existence de fermes coopératives (?), la concentration des moyens de production dans les mains de l'Etat et la planification pouvaient conférer au régime un contenu socialiste.

Ce n'est qu'en confrontant nos conceptions sur le Socialisme, l'expérience de l'évolution de la Russie, les données générales que nous avions sur le régime yougoslave, à la réalité vivante, que nous avons pu nous faire une idée la plus claire possible de ce régime. Nous avons cherché derrière les affirmations officielles, mais les résultats de notre enquête sont restés incomplets. Les yougoslaves ne s'attendaient pas à une étude de ce genre, jusqu'à présent, ils avaient à faire à des bornés ou à des inconscients, à des convaincus d'avance ou à des petits bourgeois à qui il suffisait de montrer des chantiers de construction ou de pompeuses statistiques n'ayant aucune signification. Nous avons demandé des statistiques sérieuses et non des discours, alors nous n'avons rien obtenu. Nous attendons encore les barèmes sur le rationnement, les prix d'achat des produits agricoles aux paysans, les indices de production, l'importance des dépenses d'armement, la part des différentes couches sociales dans le revenu

national (très important pour juger de l'importance des privilèges bureaucratiques).

Nous avons pu constater l'existence d'hôtels, de restaurants, de produits inaccessibles aux travailleurs, nous avons vu des gens bien vêtus et bien nourris, mais nous n'avons jamais pu savoir officiellement d'où ces gens tiraient leurs revenus et leurs avantages.

Le bureau des statistiques, qui est avec l'armée et la police, une des trois institutions secrètes du régime, d'après Kardelj, lui-même, a gardé ses secrets pour nous comme pour le peuple yougoslave, alors que c'est une chose essentielle pour un régime prolétarien de les faire connaître clairement à tous.

Sans doute, le régime yougoslave n'a pas l'organisation rigoureuse du régime stalinien, mais il possède cependant tous les traits fondamentaux du régime bureaucratique.

Formation de la brigade et départ.

C'est dans le courant du mois d'avril que des militants du P.C.I. (trotskistes) ont constitué chez Renault une brigade de travail pour la Yougoslavie. Cent quatre-vingt jeunes s'inscrivirent tant à l'usine qu'à l'extérieur. Au moment du départ, il ne restait plus que 90 participants, les uns ayant abandonné sous la pression des staliniens, les autres apeurés par les événements et le reste pour des motifs personnels. Nous sommes partis le 27 juillet de Paris et le 29 au matin nous avons franchi la frontière yougoslave. Il fallut beaucoup de temps pour la vérification de papiers, et ensuite nous partîmes en direction de Lubjana et Zagreb. Dès que le jour se lève, nous sommes étonnés de voir des femmes et même des enfants travaillant sur les voies à décharger les briques ou du bois. Etonnés aussi par le morcellement des cultures. Bientôt arrive Mao, étudiant en journalisme et diplomatie; il se promène dans le wagon et vante le régime, parle des bourses pour les étudiants variant entre 2.000 et 3.500 dinars par mois, parle de la nourriture et du marché libre pour reprendre aux anciens riches leur dernier sou. Arrive Vili Zoupencic, immédiatement très entouré par les militants trotskystes qui le harcèlent de questions et le flattent. Une femme nous dit les difficultés de la

vie, mais affirme avoir un espoir d'amélioration après le premier plan; elle nous donne différents prix en vigueur, dont le vin, de 150 à 200 dinars le litre.

Arrivés à Lubjana, nous voyons les premiers officiers dans la gare; au buffet, rien à boire, que de la tisane à 6 dinars la tasse; les gens mangent une soupe de haricots et de pain noir.

Nous voilà enfin à Zagreb : beaucoup de monde dans la gare; dehors, des camions nous attendent. Quelques jeunes dansent le « kolo » pour nous. Nous partons en chantant avec drapeaux et banderolles; indifférence totale de la population qui ne se retourne même pas, habituée semble-t-il à ce genre de spectacle. A notre arrivée au camp de Dubrava, la fanfare souffle dans ses cuivres, les jeunes dansent pour nous, alors que, fatigués, nous attendons avec impatience le moment de nous laver, de manger, de nous reposer.

Le camp de Dubrava sert pour cette forme particulière de mobilisation des masses qu'est le « travail volontaire ». Comparé à tous les camps que nous avons vu par la suite, celui où nous étions était privilégié. Il l'était aussi par rapport à la population de Zagreb qui vivait très mal. A Dubrava, nous avions des lits, les uns simples, les autres doubles, garnis de matelas, de draps et de couvertures, alors que dans un camp de Belgrade et dans celui de l'usine de laminage, les lits n'étaient plus que de simples bas-flancs où les jeunes s'entassaient sur des paillasses, sans draps, avec des loques pour couverture. Il faut dire qu'à l'occasion de notre visite au camp de l'usine de laminage nous fûmes invités à voir deux ou trois baraques spécialement nettoyées pour notre venue, avec des lits pourvus de belles couvertures blanches, alors que le reste du camp se trouvait dans un état sordide. A Dubrava, nous avions de grandes cuisines bien aménagées; nous mangions dans un grand réfectoire coquet par petites tables; nous étions servis et, si la nourriture laissait à désirer pour nous étrangers, nous avions tout de même un repas. Dans les autres camps, la cuisine est faite dans de petites baraques, les jeunes viennent avec une écuelle de fer ou de terre chercher leur ration de soupe plus ou moins épaisse, ainsi qu'un morceau de pain. C'est là leur seul repas. Ils n'ont pas de réfectoire, emportent leur écuelle et mangent dans un coin. Nous, les étrangers,

touchions quinze cigarettes par jour, alors que les étudiants n'en touchaient que cinq. Les autres semblaient ne pas en toucher du tout.

Il y a dans la vie yougoslave un principe sacré qui équivaut au slogan de la bourgeoisie naissante disant : « La possibilité est donnée à chacun de devenir riche. » En Yougoslavie, c'est la « hiérarchie » qui est la base de tout et chacun peut, par son travail et son dévouement, « s'élever dans la hiérarchie » et la hiérarchie est partout. Nous étions le camp du plus haut degré de la hiérarchie du « travail volontaire » car nous étions une arme de propagande utile pour le recrutement et le dynamisme des camps. En effet, juridiquement, personne n'est forcé de venir travailler dans les camps de jeunes, mais :

1° il y a la propagande, et nous avions notre place dans celle-ci;

2° il y a la possibilité pour les jeunes demeurant dans de lointains villages de venir voir la ville; la soupe aussi mauvaise soit-elle est souvent meilleure que chez soi où parfois il n'y en a pas du tout; il y a la paire de bleus de travail que l'on pourra emporter et, bien qu'elle soit de mauvaise qualité, elle servira d'habit de dimanche pour celui qui n'a rien d'autre. Mais, à côté de ces « avantages matériels », il y a la pression psychologique plus ou moins directe; cela touche plus particulièrement les étudiants qui dépendent de l'Etat pour leurs études et leur bourse. Des étudiants nous racontaient que, s'ils ne venaient pas en brigade, on diminuait leur bourse, leurs tickets d'alimentation, ils étaient mal notés aux examens et pouvaient se voir obliger de renouveler les classes ou bien étaient même éliminés des études. Très curieux aussi est la hiérarchie du travail et les récompenses dans les brigades mêmes. D'abord, il y eut la brigade Renault, à qui l'on accorda tout ce qu'elle voulut et qui fit même modifier le régime de la durée du travail des brigades de trois semaines. Jusque là, les brigades de trois semaines travaillaient dix à douze jours et se promenaient une semaine. A partir de la brigade Renault, l'on travailla une semaine et on visita pendant deux semaines. Ensuite, il y eut les brigades étrangères; en général, elles avaient droit à un séjour visite, surtout sur la côte dalmate; puis les brigades des Yougoslaves de l'étranger, Triestins surtout, auxquelles on donna quelques avantages pour les inciter à venir vivre dans

la « Patrie socialiste ». Alors venaient les brigades d'étudiants, les brigades d'ouvriers et employés d'usines et, tout à la fin, les brigades de paysans bosniens et macédoniens. On peut être affecté à un bon ou à un mauvais camp, car il y en a partout et l'on peut dire que plusieurs centaines de milliers de jeunes ont été utilisés à de grands travaux, par ce seul moyen. Différentes sortes d'émulation sont utilisées en commençant par la plus élémentaire : l'enthousiasme du jeune à construire quelque chose. Il y a les médailles d'Oudarnick, les fanions, les drapeaux, les galons, les réceptions chez les chefs bien-aimés, les auditions à la radio, etc... Les camps ont donc de multiples buts; d'abord, fournir une main-d'œuvre à bon marché; ensuite réaliser la première étape de la militarisation de la jeunesse et faire, en général, son éducation politique. Pour les jeunes paysans, c'est le moyen de les attirer vers la ville.

Il faut dire, en conclusion de ce chapitre, que les jeunes étrangers qui venaient en brigade servaient à d'autres buts. Ils étaient une arme de propagande pour les besoins internes. (*Voyez,* disaient les dirigeants, *les jeunes de tous les pays viennent travailler à la construction de notre socialisme*) et externes (*vous direz la vérité sur notre construction du socialisme, sur notre peuple courageux qui travaille volontairement pour son pays*). De là viennent nos privilèges car le régime bureaucratique soigne particulièrement sa propagande. Nous n'étions donc pas une main-d'œuvre à bon marché, bien au contraire, nous coûtions très cher. C'est avec la sueur des ouvriers yougoslaves que l'on nous a reçu si brillamment. Que l'on ne se méprenne pas ! Nous pensons qu'il y a du bon dans une période de difficultés à ce que les jeunes participent à l'édification du socialisme, même pendant la période de leurs vacances. Mais en Yougoslavie, le travail « volontaire » n'est en fait qu'une forme de surexploitation car, à côté de ce que l'on exige des jeunes, des femmes, des hommes en général, existe une couche de parasites privilégiés.

Premier contact avec la population.

Au cours de nos visites dans la ville de Zagreb, nous avons eu mille occasions de parler avec des travailleurs et des ménagères sur leur travail et leurs conditions de vie; nous avons

toujours rencontré chez nos interlocuteurs une grande peur de parler, même dans les très simples conversations que nous avons eues sur les difficultés de vie, de ravitaillement et de travail. Un ouvrier nous parle des salaires; deux miliciens s'approchent; l'ouvrier se sauve sans excuses, sans rien. Dans le tram, un ménage nous raconte sa vie; lui gagne 3.000 dinars par mois, elle ne travaille pas; ils ont approximativement 100 dinars, par jour pour faire vivre deux personnes. Le loyer mensuel coûte 300 dinars, un kilo de pain noir coûte 7 dinars (avec les tickets, ils ont le droit d'en acheter 650 grammes par jour), un kilo de pommes de terre coûte 30 à 35 dinars, un litre de bière 35 dinars, un œuf de 16 à 20 dinars. Lui a droit à un kilo de viande par mois, elle à 200 grammes. Avec ticket, la viande coûte aux environs de 50 dinars le kilo; sans ticket, de 2 à 300 dinars; le kilo de fruits, en général de mauvaise qualité, varie entre 50 et 100 dinars le kilo. Jusqu'aux pommes vertes, véreuses, ramassées sous l'arbre, que l'on vend à 30 dinars le kilo. Les produits laitiers sont libres : le beurre coûte 600 dinars le kilo, le fromage de 400 à 600 dinars le kilo. Il y a des titres de rationnement seulement pour le pain, la graisse, la viande, le sucre et l'habillement — le chocolat, en petite quantité pour les enfants. En dehors des quelques produits contingentés et taxés à un prix relativement abordable, le reste : légumes, fruits et autres, sont libres et non taxés, à des prix très élevés soit au marché où les paysans viennent apporter leurs produits, soit dans les coopératives de consommation où les prix sont sensiblement les mêmes. Les objets de première nécessité : peignes, casseroles, assiettes, sont de mauvaise qualité et à des prix inabordables. Il y a des Magasins d'Etat de luxe, où l'on vend soit des produits d'occasion dont les ex-bourgeois se défont pour pouvoir vivre, soit des produits de très bonne qualité : tissus de lin, gants fourrés, verreries, meubles, que seuls les nouveaux riches peuvent se payer.

A partir du lundi matin, nous travaillons sur le chantier, d'abord au terrassement, ensuite à porter des briques ou à faire le mortier. Les constructions sont des plus rudimentaires, non seulement comme conception, mais aussi comme exécution. Ce sont des bâtiments en brique, hauts d'un étage, dans lesquels pourront loger une cinquantaine d'étudiants. Sur le chantier, nous discutons avec des étudiants et des ouvriers maçons. Ils nous disent que les privilégiés du régime ne sont pas les

techniciens qui ont des salaires plus élevés que les ouvriers (en général 2 ou 3 fois), mais les bureaucrates de l'appareil d'Etat : responsables syndicaux, administrateurs, responsables du parti, du front populaire, de la J.P.Y., des organismes de propagande, journalistes, artistes, les officiers de carrière de l'armée et de la police. Nous avons aussi des précisions sur le travail volontaire des adultes. Nous avions été étonnés de voir dans les entrées des grandes maisons ouvrières, la liste des habitants de l'immeuble dont les noms étaient suivis de traits plus ou moins longs. En discutant avec des ouvriers, nous leur avons demandé ce que cela signifiait. La réponse fut : c'est le tableau public du « travail volontaire » des membres du front populaire. Tout le monde fait parti du front populaire qui, sans être obligatoire, est en fait une nécessité vitale, car celui qui n'y appartient pas risque de se voir retirer ses cartes d'alimentation, les allocations familiales, les distributions de bois et de charbon pour l'hiver. Les travailleurs sont donc obligatoirement mobilisés par ces organisations de masse qui, en plus du bourrage de crâne politique, exigent des heures de travail volontaire pour des constructions pour lesquelles l'Etat ne juge pas nécessaire d'octroyer des crédits suffisants.

Visites d'usines.

Nous avons visité pendant notre séjour à Zagreb l'usine Rade Konchar et, lors de notre passage à Belgrade, l'usine Ivo Lola Riba. L'usine de Zagreb est une ancienne construction du trust allemand Siemens et elle fut construite juste avant la guerre. Notre premier contact dans l'usine se fait avec un des miliciens qui la gardent. Les trotskystes qui étaient allés en Yougoslavie à l'occasion du premier mai, avaient rapporté que les hommes habillés en soldats qui gardaient les usines étaient des ouvriers. Nous interrogeons officiellement, par l'intermédiaire d'un interprète yougoslave, notre milicien.

— *Que fais-tu là, camarade ?*
— *Je garde la Propriété socialiste contre le vol et le sabotage.*
— *Combien gagnes-tu ?*
— 3.200 *dinars par mois.*
— *Combien d'heures de travail ?*

— 12 *heures de présence, deux quarts de 4 heures et 4 heures de repos.*

— *Combien touches-tu de viande ?*

— 4 *kilos par mois* (les ouvriers de force — Oudarnick — ne touchent que 1 kg. 800 de viande par mois).

— *Et depuis quand fais-tu ce métier ?*

— *Depuis* 1946.

Sur ce nous continuons notre visite sans commentaires. Rade Konchar est une usine de gros matériel électrique; elle emploie 3.200 ouvriers, 800 employés, techniciens et cadres. Au moment où nous visitons, soit l'époque des vacances, soit l'heure font qu'il n'y a pas beaucoup d'animation dans les vastes ateliers. Nous avons tout de même pas mal de discussions avec les ouvriers, en allemand et en italien. Au premier abord, ils se méfient et se taisent, ou deviennent évasifs dès que le groupe des auditeurs devient trop important. Ils nous parlent des salaires : 9 catégories, le salaire le plus bas constaté a été de 2.004 dinars, le plus haut de 10.000; la moyenne des ouvriers qualifiés gagne entre 4 et 6.000 dinars, les autres autour de 3.000. Les cadences semblent normales pour nous, sauf sur les presses à découper où des femmes travaillent et où l'on constate qu'il n'existe aucun système de sécurité; lorsque nous posons la question, la personne qui nous accompagne ne semble pas savoir qu'il peut y avoir des systèmes de sécurité. Par la suite, on nous explique que l'on a pas encore réussi à installer des protecteurs.

Le directeur gagne 9.000 dinars. Il a une voiture à sa disposition et une prime de bon fonctionnement qui ne peut dépasser 90 % de son salaire. Nous avons appris par des ouvriers avec lesquels nous discutions, que certains directeurs pour améliorer leur revenu, prenaient du travail à façon pour des paysans libres, le faisaient faire par un ouvrier auquel ils demandaient son prix et ensuite prenaient un bénéfice. Ce petit fait relativement secondaire dans le système d'exploitation bureaucratique, montre néanmoins que la « propriété » des moyens de production échappe aux travailleurs et qu'elle appartient bien aux bureaucrates.

Nous savions qu'il existait dans chaque usine des cantines « Mensa » qui, paraît-il, étaient très avantageuses pour les ouvriers; nous avons cependant constaté dans les deux usines

visitées que seulement un quart des ouvriers mangeaient à ces cantines. A Rade Konchar, la cantine coûte 1.300 dinars par mois. Des ouvriers qui mangeaient dans les ateliers avec un casse-croûte, nous répondent que la cantine n'est pas à leur goût, qu'en fait ça ne vaut pas les 1.300 dinars et, lorsque nous interrogeons un ouvrier à la sortie de la cantine sur le menu, il nous dit : « Cela va beaucoup mieux depuis les visites. » A noter que ce jour-là le repas du soir se composait d'un plat unique, haricots et une ou deux tranches de saucisson.

Les ouvriers sont munis d'un livret de travail; ils sont liés à l'usine par un contrat qu'ils ne peuvent rompre sans se voir retirer les cartes d'alimentation, le logement (qui dépend souvent de l'usine), ainsi que les avantages des vacances (chaque jour d'absence non justifié est soustrait à la totalité des 14 jours de vacances annuelles). Tous les ouvriers sont syndiqués à l'unique syndicat d'Etat, dont le rôle n'est pas de revendiquer mais de s'occuper de la bonne marche de l'entreprise, de la discipline dans le travail et de la « juste différenciation » des salaires. L'ouvrier est responsable de son outillage individuel; il doit le payer en cas de perte ou de détérioration.

Les ouvriers interrogés sur la question des « Conseils d'Usines », ne semblaient pas du tout au courant et se contentaient de répondre laconiquement avec un haussement d'épaules : « Nous verrons bien... »

La cotisation syndicale est de 1 %. Il ne suffit pas aux dirigeants d'accorder des privilèges de salaire à une petite catégorie de travailleurs (3 ou 4 %), mais il faut en plus qu'ils utilisent l'argent des syndicats pour accentuer les différences à l'intérieur même de la classe ouvrière.

En effet, dix pour cent des cotisations syndicales sont affectées aux vacances gratuites pour ceux qui gagnent trois ou quatre fois plus que les autres (les innovateurs et les oudarniks). En faisant un rapide calcul, on s'aperçoit du bluff des congés payés gratuits, 1 % du salaire représente la valeur de trois jours de travail annuels; sur ces trois jours, 10 % servent à payer ces vacances gratuites, soit près de trois heures par an prélevées à tous les travailleurs pour les donner aux « meilleurs ». L'oudarnick peut, de plus, obtenir jusqu'à un mois de congé payé. Lorsqu'on sait maintenant que les mai-

sons de repos pour les travailleurs ont reçu pendant l'année 1949 42.000 personnes (travailleurs et leur famille) et qu'en 1950 le chiffre devait être porté à 46.000, on comprendra facilement que la possibilité d'aller en vacances n'est réservée qu'à une toute petite minorité de travailleurs.

Sans vouloir analyser le problème des comités ouvriers de gestion d'usines que nous traiterons, vu son importance, dans un prochain article, nous pouvons dire que c'est aussi parmi les « meilleurs » que seront choisis les représentants aux comités de direction des usines et que ceux-ci conserveront dans leurs nouvelles fonctions leur ancien salaire. Ce principe est appliqué dans toutes les fonctions où les ouvriers méritants peuvent accéder. Quand on sait que des ouvriers « supérieurement initiateurs » peuvent gagner de 18 à 20.000 dinars, il serait sans doute curieux de savoir si, dans des organes de direction économique ou politique, il pourrait y avoir des dirigeants qualifiés gagnant moins que d'autres. Les mensonges sur les bas salaires des directeurs d'usines, de conseils économiques ou d'organes politiques sont donc réfutés d'eux-mêmes.

Les coopératives paysannes.

Visite à la Zadrouga (ferme collective) nommée « Tito », à proximité de Zagreb. La superficie de la Zadrouga est de 90 ha, sa population est de 62 personnes, dont 37 personnes actives, 8 enfants, 4 vieillards et 4 jeunes qui sont à l'armée.

Le Conseil de la Zadrouga est composée de 7 membres, dont 5 inscrits au parti. L'assemblée générale des travailleurs a lieu tous les six mois. Cette ferme se consacre à l'élevage du porc dont le kilo est vendu à l'Etat 19 dinars sur pied, plus 19 coupons utilisés pour l'achat de produits industriels au prix taxé (pour acheter un costume de basse qualité, il faut 2.000 dinars et 2.000 coupons). La Zadrouga se nommant « Tito », il est fort probable qu'elle soit la plus belle parmi les 12 de la région. Nous avons vu de jolies petites maisons bien conçues et bien construites, mais pas encore terminées.

Voyons maintenant comment est appliqué dans ces coopératives agricoles le sacro-saint principe de la hiérarchie et de la « juste différenciation » des salaires. La valeur comptable d'une journée de travail est fixée à 147 dinars pour 10 heures.

Selon la capacité du travailleur, une journée de travail effectif vaut une, une et demie, deux, deux et demie journées de travail comptable. Le minimum touché par un membre a été de 150 journées comptables, soit 22.050 dinars pour l'année; le maximum touché par un membre a été de 450 journées comptables, soit 66.150 dinars pour l'année. Le secrétaire de la Zadrouga était très fier de nous citer une famille de cinq membres ayant gagné 300.000 dinars dans son année. Il faudrait donc que chacun des membres de cette famille ait gagné le maximum ou bien qu'elle jouisse d'une rente importante sur la terre, ce qui laisserait supposer : 1° que cette famille était de celles qui possédaient le plus de terre à l'origine; 2° dans le cas où la rente serait minime, comme on nous l'a prétendu, qu'elle conserve une influence telle dans la direction de la Zadrouga que chacun de ses membres a un travail « bien rémunérateur ». Un pour cent des revenus est consacré au Front social et un pour cent au Front culturel, ces chiffres n'ayant strictement aucune valeur car on ne nous a pas donné exactement l'usage de ces fonds. On ne peut comprendre de toute façon que le un pour cent versé au Front social couvre les frais de maladie ou secours divers, car il serait bien entendu tout à fait insuffisant.

Les trotskystes avaient prétendu que les comités populaires étaient semblables aux organisations soviétiques, c'est-à-dire des organes politiques de masse liés directement à la vie économique du pays. Notre première question fut :

— *Sur quelle base sont élus les représentants au Comité populaire ?*

Réponse :

— *Sur une base territoriale. La ville est partagée en* 165 *secteurs géographiques qui élisent une assemblée de* 165 *membres et c'est celle-ci qui élit les* 23 *membres permanents du Comité populaire. Leur salaire varie entre* 6 *et* 9.000 *dinars par mois.*

Visite au Comité populaire de Zagreb.

Les trotskystes attachaient une grande importance à l'existence d'une « milice populaire »; en effet, le titre est prometteur, mais qu'en est-il exactement ? La milice est-elle un organe

permanent ou une fonction exercée par roulement par les travailleurs ? Nous posons la question :

— *Comment se fait le choix des miliciens ?*

Réponse :

— *Il n'y a pas de critère spécial.*
— *Salaire d'un milicien ?*

On nous répond :

— *Comme une employé normal.*

Il ressort donc de tout ceci que cette fameuse milice populaire n'est qu'une police locale, organe permanent séparé du prolétariat et chargé de maintenir l'ordre.

— *Quels sont les rapports entre le Comité populaire et l'armée ?*

— *Le Comité populaire n'a pas une action directe sur l'armée, mais c'est le peuple armé qui est mené par les gens du peuple...* (genre typique des réponses qui nous furent données et qui ne signifient absolument rien).

Les officiers de l'armée et de la police sont des militaires de carrière nommés par le commandement de l'armée ou par le ministère de l'Intérieur. Leur salaire et leurs privilèges sous forme d'avantages en nature sont énormes; il suffit de les voir dans leurs uniformes flambants et chamarrés d'or, se promener dans la ville avec leur femme et leurs enfants bien vêtus et bien nourris, alors que le reste de la population et les simples soldats sont vêtus misérablement et se nourrissent de pain et de soupe. Les Comités populaires sont donc purement et simplement des organes municipaux tels qu'ils existent dans n'importe quelle « démocratie » bourgeoise et, s'il existe un contact plus étroit entre cet organisme et les masses, il n'exprime pas la possibilité pour celles-ci de le contrôler mais, bien au contraire, la domination sur tous les plans du Comité populaire pour embrigader et mobiliser les masses pour les travaux « volontaires » et l'« éducation idéologique ».

Inutile de préciser que les élections se font dans un climat « démocratique » très spécial. D'abord, les libertés élémentaires de la presse, d'association, de la parole n'existent pratiquement pas en fonction du principe que tout le peuple est dans le Front populaire et que tous les autres courants se

sont discrédités pendant la guerre. Sur ce plan, il y a deux sortes de courants :

Primo, les anciens partis bourgeois. Avec ceux-ci, Tito n'a pas hésité à collaborer après la libération du territoire, et la plus grande partie de leurs membres sont devenus des fidèles défenseurs du régime. Mais ces gens-là ne nous intéressent que fort peu; la liberté en régime socialiste, ce n'est pas la liberté pour les vestiges du régime d'exploitation détruit, mais c'est la liberté pour tous les courants prolétariens d'intervenir dans la vie politique et économique en apportant leur conception sur la construction de la Société socialiste, sans parler du droit de fraction dans le parti lui-même qui doit permettre une vie politique intense. Avec le mépris que les bureaucrates ont de la vérité, c'est sans rire qu'à la question de savoir si les tendances politiques ont le droit d'exister dans le P.C.Y., l'on nous répondit :

— *Le P.C.Y. est formé sur les principes du marxisme-léninisme. Les fractions n'y sont pas admises.*

La liberté refusée à ses propres membres n'est pas, bien entendu, donnée au reste du prolétariat qui doit obéir à la baguette du maréchal et à tous son orchestre de sous-maréchaux.

Les élections sont donc organisées comme seuls savent les organiser les régimes de dictature féroce, en faisant nommer en petit comité les candidats, en les faisant ratifier dans des assemblées « enthousiastes » pour ensuite régler soit par influence, soit par trucage, un pourcentage décidé à l'avance.

Visite au C. C. des Syndicats de la République de Croatie.

Voici, choisies parmi les multiples questions que nous avons posées aux bureaucrates syndicaux, quelques-unes qui révèlent la phraséologie employée par ceux-ci quand ils doivent répondre à des questions précises :

QUESTION. — *Rapports du syndicat avec l'Etat et le P.C.Y. ?*

RÉPONSE. — *Le syndicat yougoslave est une organisation de masse qui groupe les travailleurs volontaires. Le P.C.Y. guide le syndicat...*

QUESTION. — *Le syndicat peut-il présenter une liste de candidats à l'assemblée populaire ?*

RÉPONSE. — *Tous les membres du syndicat sont membres du Front populaire, lequel peut seul présenter des listes.*

QUESTION. — *Les syndicats ont un rôle différent que dans les sociétés capitalistes ? Il se peut que le syndicat ait des divergences sur la façon de construire le Socialisme. Comment cela se passe-t-il ?*

RÉPONSE. — *Notre parti a son programme, notre syndicat et le Front populaire aussi, MAIS TOUS LES PROGRAMMES SONT IDENTIQUES. Notre parti a comme programme l'édification du Socialisme au travers du plan quinquennal Le syndicat doit appliquer ce programme.*

QUESTION. — *Le syndicat peut-il poser des revendications de salaires ?*

RÉPONSE. — *L'usine n'a pas la responsabilité matérielle des travailleurs. Aucun homme ne doit prendre des obligations qu'il ne peut appliquer.*

Réponse jésuitique entre toutes car personne n'avait demandé que la revendication soit *seulement* portée à l'échelle de l'usine.

La valeur même de la question est douteuse car, quand on sait que le syndicat a le même programme et les mêmes principes que le parti, il se trouve que sans aucun doute, avec l'appui total de la bureaucratie syndicale et politique, il n'existe aucune possibilité pour les travailleurs de protester contre le système de la rémunération du travail tel qu'il existe en Yougoslavie comme nous allons le voir.

QUESTION. — *Comment se fait la répartition des revenus de l'usine ?*

RÉPONSE. — *Il y a une échelle de pourcentage pour chaque branche d'industrie; la plus grande part revient à l'Etat. Nous ne connaissons pas le pourcentage pour les ouvriers.* (C'est, en effet, le moindre de leurs soucis).

QUESTIOEN. — *Y a-t-il une différence entre le système Oudarnick et le système Stakanov ?*

Succulente réponse :

— *Le système stakanoviste en Russie s'appuie sur la science de Marx-Engels; chez nous, le système Oudarnick s'appuie aussi sur la science de Marx-Engels.*

QUESTION. — *Mais c'est un système d'inégalité. Comment pouvez-vous justifier cette exploitation criminelle ?*

RÉPONSE. — *Notre pays est socialiste, donc les travailleurs sont intéressés à la production; chaque homme qui produit plus, reçoit davantage.*

QUESTION. — *Si plusieurs travailleurs font plus que la norme,* 120 % *par exemple, est-ce que les* 120 % *ne se transforment pas en* 100 *pour tout le monde ?*

RÉPONSE. — *Chaque travailleur qui dépasse la norme touche* 50 % *en plus, mais si la plupart des travailleurs font plus que la norme, on fait la révision des normes.* (Sans commentaires !).

QUESTION. — *Les Oudarnicks ont-ils des avantages particuliers ?*

RÉPONSE. — *Vacances plus longues :* 20 *à* 30 *jours; des tickets supplémentaires de nourriture tous les mois, des primes (facultatives),* 30 *points de textiles de plus par an, priorité dans les coopératives et les cinémas* (sic), *droit aux maisons de repos où ils ne paient pas et enfin priorité pour les meilleurs logements.*

QUESTION. — *Quel est l'éventail hiérarchique ?*

RÉPONSE. — *Le salaire le plus bas est* 3.000 *dinars par mois, le plus haut peut aller jusqu'à* 12.000, 20.000 *et même* 30.000 *pour les Oudarnicks célèbres.*

QUESTION. — *Existe-t-il un minimum vital et de combien ?*

RÉPONSE. — *Le minimum vital pour les employés des bureaux est de* 2.800 *dinars et pour les travailleurs de* 3.200 *dinars.*

A remarquer : 1° on nous dit d'abord qu'il n'y a pas de salaires plus bas que 3.000 dinars et, à la question suivante, on nous dit que le minimum vital des employés est de 2.800 dinars.

2° Nous avons constaté couramment des salaires de 2.500, 2.600 et même 2.000 dinars.

Il y aurait donc des salaires en dessous du minimum légal et comme c'est l'Etat qui fixe les salaires et qui paye, on peut voir la valeur des réponses que l'on nous a données. Ces chiffres sont quand même très intéressants, quand on connaît les prix des denrées alimentaires, ou même le prix des cantines d'usine que les ouvriers désertent tellement elles sont mauvaises et qui coûtent 1.200 à 1.300 dinars par mois, soit près de la moitié du minimum vital. A remarquer aussi que ces prix sont, bien entendu, sans aucun rapport avec les prix pratiqués dans les restaurants où le repas coûte pour le moins 100 dinars.

Dans les cantines des usines de la région parisienne, le prix moyen est de 60 fr. le repas, ce qui fait environ 1.600 fr. par mois pour 26 jours, soit à peine 10 % du minimum vital.

Question intéressante sur le salaire du manœuvre, de l'ouvrier qualifié et du chef d'équipe :

RÉPONSE. — *Le salaire de l'ouvrier qualifié était plus fort que celui du chef d'équipe; aussi il y avait une tendance chez les ouvriers à ne pas vouloir être chef d'équipe* (ce qui se comprend parfaitement, le chef d'équipe étant en général un ouvrier hautement qualifié : si son salaire restait fixe, il aurait pu avoir sous ses ordres des ouvriers gagnant deux ou trois fois comme lui) ; *depuis nous avons donné une prime supplémentaire pour niveler le salaire des deux catégories.*

On peut poursuivre le raisonnement. Il y a en Yougoslavie une masse de super-oudarnicks qui sont devenus directeurs d'entreprises. Ils gagnaient selon les lois du régime jusqu'à 30.000 dinars par mois, et les voilà revenus au salaire avoué du directeur qui serait de 6.000 à 8.000 dinars ! On voit par là les multiples contradictions et les mensonges de la bureaucratie pour cacher aux travailleurs ses revenus.

QUESTION. — *Y a-t-il des écoles de cadres syndicaux ?*

RÉPONSE. — *Il y avait une école du Comité central par république, par département, par ville. Aujourd'hui, il n'y a pas particulièrement besoin de dirigeants et maintenant on supprime les écoles syndicales* (merveilleuse conception des bureaucrates bien en place qui tâchent d'éliminer des concurrents en puissance).

QUESTION. — *Quel est le matériel d'éducation ?*

RÉPONSE. — 1° *La littérature marxiste : Marx, Engels, Lénine, Staline.*

2° *Des livres sur les calomnies du Kominform.*

3° *Des études des œuvres du marxisme-léninisme et leur application aux problèmes politiques yougoslaves. Chaque travailleur est éduqué selon le marxisme-léninisme. Nous laissons la liberté du culte, mais nous donnons une éducation contre les religions* (il faut dire que nous avons appris d'autre part que les prêtres qui donnent des cours d'enseignement religieux dans les écoles sur la demande des parents d'élèves, sont payés par l'Etat pour ce travail).

Le marxisme-léninisme était, lors de notre séjour, la grande formule à la mode, comme elle l'est dans les discours ou moindres écrits, formule d'autant plus vide de sens que l'ensemble des principes appliqués en Yougoslavie se rapprochent beaucoup plus des principes de Staline et que l'amalgame entre les principes staliniens et ceux de Marx montrent bien tout le faux contenu de ces termes.

Nous avons laissé ces réponses telles qu'elles nous ont été données, ce qui peut les rendre un peu bizarre; mais nous avons préféré cette méthode pour en conserver toute la saveur.

Autant le bla-blatage contre la bureaucratie est, en Yougoslavie, à la mode, autant ces mêmes bureaucrates se jugent tout à fait nécessaires et pas du tout bureaucrates. C'est aux ouvriers que nous nous sommes adressés pour savoir ce qu'ils en pensent. Pour les travailleurs conscients, les bureaucrates syndicaux étaient à mettre dans le même sac que les profiteurs du régime.

Nous avons donc passés dix jours à Zagreb entre le travail, le matin avec de longues discussions avec des jeunes étudiants et l'après-midi, soit au camp, soit en visite officielle, soit en promenade et toujours avec de continuelles discussions.

Dans la ville ou dans les usines que nous avons visitées, nous arrivions très facilement à parler librement avec les ouvriers lorsque nous étions seuls ou seulement deux ou trois; mais il y avait une méfiance dès que quelques autres Yougoslaves écoutaient. Par contre, au camp, il nous fut très difficile d'avoir des conversations avec des jeunes en désaccord avec le régime, d'abord parce que c'est la jeunesse qui est la plus

soumise à l'effort de propagande et ensuite parce que tous ces jeunes étudiants qui se trouvaient dans le camp étaient sans doute les privilégiés de demain pour la plupart; c'étaient des étudiants en journalisme, diplomatie, question sociale et politique, alors que les étudiants techniques passent plutôt leurs vacances dans des stages de la pratique : médecin dans les hôpitaux, technicien de l'industrie dans l'industrie, de l'agriculture à la terre.

Lorsqu'après un très lent travail, nous avons réussi à vaincre la méfiance de quelques-uns, ils nous ont parlé assez franchement, sans nous donner l'impression qu'il puisse y avoir chez eux des positions politiques claires et encore moins un esprit combatif pour les apologistes du régime. Ce n'était que formule toute faite, genre marxisme-léninisme, antibureaucratisme, décentralisation.

Nous avons eu un exposé sur le plan quinquennal sans grand intérêt car les chiffres sérieux sont secrets. La discussion donna quelques détails intéressants quant au problème de l'orientation de l'industrie.

Nous avions posé la question : comment se fait-il que le plan ne prévoit pas la fabrication d'armements, alors que nous apprenons par les publications yougoslaves l'importance de l'effort fait sur le plan défensif ?

On nous répondit qu'en 1947, date de l'élaboration du plan, les armes et les équipements militaires étaient achetées en U.R.S.S. ou en Tchécoslovaquie et que, depuis la rupture de 1948, il avait fallu modifier complètement le plan pour pouvoir construire des usines d'armement sur lesquelles nous n'avons pu avoir de détails, si ce n'est savoir que leur part dans l'investissement était considérable. Nous avons d'ailleurs pu nous rendre compte pendant notre voyage du fait que ces usines sont entourées de fil de fer barbelé et protégées par des miradors.

Le plan prévoit aussi que 500.000 nouveaux ouvriers devront être ramenés des campagnes avec leurs familles, ce qui pose le problème de loger et de faire vivre un million de nouveaux citadins.

L'effort est aussi très sérieusement poussé dans la formation de cadres techniques, ce qui amène à construire les cités universitaires.

Les dirigeants yougoslaves affirment que le plan, en sa quatrième année, est déjà réalisé quant au programme d'industrialisation, alors que celui des objets de consommation et surtout le plan alimentaire sont très en retard.

Les bruits de famine qui courrent dans la presse et dans les appels des apologistes du régime sont le fait d'un dépeuplement des campagnes, d'une mobilisation importante qui enlève à la production les éléments les plus jeunes, donc les plus actifs, et surtout d'une désorganisation de l'économie agraire par la collectivisation bureaucratique.

Les questions posées sur l'élaboration à la base, du plan ont révélées le caractère d'un plan imposé par le haut car, lorsque nous soulevions le problème, on nous répondait constamment : « Oui, dans chaque ville ou usine, il y a une commission du plan qui élabore les possibilités locales ».

Mais le problème n'est pas là : la question de l'élaboration du plan par les masses ne signifie pas seulement que des commissions locales disent s'il faut une nouvelle machine pour telle usine, mais le fait de pouvoir discuter l'orientation générale du plan, de la part qui est consacrée aux besoins de consommations immédiates et de la part du réinvestissement pour le développement industriel.

Le plan général, quand on prend les chiffres de la production de camions, de machines agricoles, nous a semblé bien modeste. Il semble que l'orientation soit surtout celle d'une économie de guerre ou du « pouvoir défensif » comme ils disent.

Les discussions que nous avons eues avec les étudiants (discussions collectives et organisées par les dirigeants du parti) ne nous ont pas apportées grand chose, si ce n'est un rabâchage de toutes les balivernes staliniennes sur la cohabitation pacifique du socialisme et du capitalisme et la paix organisée par l'O.N.U. A la politique de sacrifice du prolétariat de tous les pays pour les besoins de la défense de l'U.R.S.S., il nous fut répondu que ces problèmes n'avaient pas été examinés par eux.

De même, l'U.R.S.S. est qualifiée par eux de socialiste et... d'impérialiste, ce qui est particulièrement révélateur non seulement sur le niveau théorique de ces militants mais aussi sur les raisons qui leur font dire cela :

Impérialiste parce qu'ils en ont fait les frais.

Socialiste car leur conception du socialisme ne diffère en rien de la conception stalinienne.

Et le marxisme-léninisme, formule magique, venait encore à leur secours quand nous leur montrions la contradiction qu'il pourvait y avoir entre Socialisme et Impérialisme.

Le grand dada des dirigeants yougoslaves, répété servilement par leurs élèves, c'est la défense et l'indépendance des petites nations. Notion vide de sens dans un monde que tout porte à l'unification que seuls les antagonismes basés sur les régimes d'exploitation, empêchent de se réaliser.

Il est ressorti particulièrement aussi que, selon eux, la tâche du socialisme yougoslave était de se construire dans son petit coin, sans faire trop de bruit et surtout de ne pas se mettre à faire une politique subversive qui pourrait amener les autres Etats à s'occuper d'eux. C'est le plus clairement et le plus cyniquement exprimé la soi-disant politique du « socialisme dans un seul pays » qui conduit à pas de socialisme du tout, si ce n'est du genre russe, c'est-à-dire... « impérialiste ».

Notre période de travail terminée à Zagreb, nous sommes partis pour Belgrade; notre vie changea du tout au tout. Si l'émulation au travail ne nous avait pas convaincus, nous le serions peut-être par les bons gueuletons et l'alcool.

A Belgrade, nous fûmes logés dans un ancien hôtel qui était en voie d'être aménagé. A part le fait que tout était assez sale et très peu commode, surtout pour se laver, nous étions très bien.

Le matin, on nous prenait en autocar pour nous amener à l'endroit où nous prenions notre petit déjeuner (très copieux : café au lait, saucisson, fromage en grande quantité). Ensuite, visite ou discussion avec des organismes syndicaux, du parti ou des jeunes et ensuite déjeuner dans un des plus luxueux restaurants de la ville où les repas (avec l'alcool et deux sortes de vin) valaient pour le moins une semaine de travail pour un ouvrier.

Nous étions honteux surtout de voir de pauvres gens collés aux fenêtres, nous regardant manger, ou de pauvres femmes s'enhardissant assez pour venir prendre les restes du pain sur les tables.

On nous a toujours dit que ce restaurant était unique, mais en nous promenant le soir à la citadelle, nous vîmes encore

un autre restaurant « unique » et les autres camarades d'autres brigades nous ont dit ne pas connaître notre « unique ». Par contre, eux, ils avaient mangé à l'hôtel « Moscou » ou ailleurs.

A Belgrade, il y a de beaux magasins d'Etats avec des meubles, de l'argenterie, des tissus de haute qualité, réservés à l'autre partie des Yougoslaves (*l'altre parte degli yougoslave*, comme nous disait une petite vendeuse qui parlait italien). Nous visitâmes le nouveau Belgrade, constitué essentiellement d'un immense bâtiment pour loger le Parlement et les organes administratifs de l'Etat, bâtiment trois ou quatre fois plus grand que le palais de Chaillot.

La cité universitaire de Belgrade est très différemment conçue que celle de Zagreb. Ce sont des bâtiments où pourront loger 1.000 étudiants par petites chambres d'un ou deux lits, solidement construits. Par deux blocs sont prévus des bâtiments pour les cantines et les Universités. Il apparaît que tous ces bâtiments du nouveau Belgrade abriteront l'intelligentia et les dirigeants du régime.

Quant aux « bâtisseurs », ce sont des pauvres diables maigres et en guenilles, nouveaux esclaves chargés de la construction des « pyramides bureaucratiques ».

Nous avons passé une matinée à parler avec les dirigeants des syndicats et avec un représentant du Comité central du Parti Communiste Yougoslave.

Aux syndicats, rien de très nouveau par rapport à ce que nous avions appris à Zagreb. Il y a une telle uniformité de pensée que le plus petit bonze répète ce que les moyens ou les grands peuvent dire.

Par contre, aux C.C. du P.C.Y., nous avons posé pas mal de questions et nous avons eu des réponses assez édifiantes en soi. Nous tirons les questions et les réponses du texte sorti par les militants trotskystes et presque pris mot à mot.

QUESTION. — *L'U.R.S.S. est-elle socialiste ?*

RÉPONSE. — *Le socialisme en U.R.S.S. est en état de stagnation. Il est arrêté à un niveau assez bas* (sic). *Les causes objectives en sont l'état arriéré du pays. Les dirigeants n'ont pas lutté contre la bureaucratie. Ils ont pensé qu'un peuple arriéré pouvait se diriger par l'administration. Ils ne croient pas en la valeur des forces populaires. Ce qui est un trait commun à tous les bureaucrates. La Yougoslavie, au contraire, dirige sa conception du socialisme vers les masses.*

O douce merveille de la dialectique « marxiste-léniniste » ! Ils oublient, ces pauvres gens, que c'est sur les dizaines de milliers de cadavres de militants révolutionnaires et des millions d'ouvriers et paysans que la bureaucratie stalinienne a imposé son « socialisme ».

QUESTION. — *Nature de l'impérialisme stalinien ?*

RÉPONSE. — *L'U.R.S.S. mène une politique impérialiste. L'impérialisme a ses lois, qu'il soit russe ou américain... Nous ne pouvons pas mettre sur un pied d'égalité pour cette question, l'U.R.S.S. qui n'est pas un pays capitaliste et l'Amérique, mais cette politique représente un grand danger pour la paix.*

QUESTION. — *L'O.N.U. peut-elle empêcher la guerre ? Quelle raison politique et doctrinale justifie la participation de la nouvelle Yougoslavie à l'O.N.U. ?*

RÉPONSE. — *L'O.N.U., si elle peut bien travailler, peut éviter la guerre si la majorité de ses membres veut bien travailler selon les principes de sa fondation.*

QUESTION. — *Comment le P.C.Y. analyse-t-il la guerre de Corée ?*

RÉPONSE. — *La guerre de Corée est un conflit entre impérialistes; chacun des deux blocs en présence veut abuser de la volonté d'indépendance du peuple coréen.*

QUESTION. — *Les tendances politiques ont-elles droit d'exister dans le P.C.Y. ?*

RÉPONSE. — *Le P.C.Y. est formé sur les principes du marxisme et du léninisme; les fractions n'y sont pas admises.*

QUESTION. — *Attitude du P.C.Y. envers les minorités politiques bourgeoises, trotskystes, anarchistes, socialistes, agrariens.*

RÉPONSE (la camarade n'a répondu que sur la question du trotskysme). — *Avant la guerre, le trotskysme n'a pas existé en Yougoslavie sous forme de groupe mais sous la forme d'individualités qui ont été épurées du parti* (en particulier Kidrich qui a été envoyé se faire fusiller à Moscou). *Les trotskystes sont des bureaucrates pires que les staliniens, je ne parle ici que des masses trotskystes en dehors de la Yougoslavie.*

QUESTION. — *Comment le P.C.Y. lutte-t-il contre la bureaucratie ?*

RÉPONSE. — *Nous avons à faire bien attention à l'héritage du passé dans l'administration de l'Etat et des entreprises, etc...*

Dans l'appareil de l'Etat, la lutte contre le bureaucratisme se fait par la décentralisation. Nous faisons cette décentralisation en tenant compte de l'unité de l'Etat. L'organisation des masses lutte pour éliminer complètement le professionnalisme. La lutte contre la bureaucratie dans l'économie est plus accentuée; elle a pour but final le dépérissement de l'Etat.

QUESTION. — *Comment le P.C.Y. entend-il le dépérissement de l'Etat ?*

RÉPONSE. — *Nous considérons que la classe ouvrière est mûre pour prendre ses responsabilités; c'est le seul moyen de faire dépérir l'Etat.*

QUESTION. — *Le P.C.Y. entend-il devenir un nouveau point de cristallisation révolutionnaire ? Quelles sont les relations entre le P.C.Y. et les mouvements ouvriers non conformistes ?*

RÉPONSE. — *Nous considérons qu'un nouveau centre internationale, genre troisième internationale, freinerait l'évolution des peuples mais, quels que soient les mouvements révolutionnaires qui rompent avec le Kominform, nous ne voulons pas en prendre la tête.*

Il ressort de tout ce fatras que les positions idéologiques du P.C.Y. depuis sa rupture en sont restées aux positions les plus traditionnelles du stalinisme. Parler du dépérissement de l'Etat dans un pays où les masses sont gouvernées comme des pantins par des chefs sublimes, encensés, est risible et grotesque. Sur l'appréciation du trotskysme, nous pouvons dire que Tito a trouvé une réponse toute faite. D'un côté, il les a détruit physiquement, de l'autre s'il en a vu certains caractères profonds, il ne fait en fait que de répéter les leçons de ses maîtres. Comment d'ailleurs pourrait-il dire autre chose ? Les militants du P.C.Y. ont tous sur leur table de chevet l'histoire du P.C. (b.) de Staline et la vérité, par là même, sur l'histoire est largement déformée. Ne nous étonnons pas non plus de la position sur la question de la construction d'une nouvelle Internationale. Elle est exactement dans la ligne yougoslave de la construction de son « socialisme » qui ne doit surtout pas se heurter au capitalisme des autres pays. La décentralisation dont on fait tellement de cas n'est, en fait, qu'une nécessité organique de contrôler jusque dans les plus petits détails le fonctionnement de l'économie et de la direction politique et qui, loin de détruire le bureaucratisme, ne fera que l'étendre en profondeur. Quant à la question de la centralisation économique et poli-

tique, ne nous faisons pas d'illusions, les tendances générales de la société poussent non seulement à une centralisation nationale mais aussi internationale, à laquelle Tito ne pourra pas échapper.

La suite de notre voyage.

Nous sommes partis de Belgrade afin de nous rendre sur la côte Dalmate en passant par Titovo, Uzicé et Sarrayevo. Nous avons atteint Titovo après nous être arrêtés dans une ferme collective dont nous n'avons pas pu apprécier le régime économique et social faute de combattants, l'alcool les avait tous terrassés. La seule chose intéressante remarquée dans cette ferme où de nouveaux bâtiments devaient être construits, a été un four primitif pour la cuisson des briques, celui-ci fait en terre glaise, rectangulaire, de 10 m. sur 20 et de 4 m. de haut. Une première couche est le foyer de charbon de bois sur lequel sont entassées une quantité importante de briques qui cuisent pendant des jours.

Titovo-Ucizé est le premier centre de l'état-major de Tito qui lui a laissé son nom. C'est de là que sont partis, dans toutes les directions de la Yougoslavie, les ordres de mobilisation des masses de mener la guerre de partisans par n'importe quels moyens. 1.500.000 ouvriers et paysans ont payé de leur vie la réalisation de l'indépendance nationale ou plutôt de la plus grande aventure d'un ancien sergent de l'armée autrichienne. Cette politique qui a consisté à développer le chauvinisme et le nationalisme à outrance pour la défense de la patrie serbo-croate et russe n'a pu, à la fin du compte, qu'enfanter ce régime où les militaires et les policiers sont rois. La ville conserve les souvenirs de cette mémorable épopée qui sert à entretenir la flamme de la jeunesse.

Sarrayevo nous est apparu comme une ville du proche Orient, avec sa centaine de minarets, ses vieux quartiers turcs et ses femmes voilées. Quelques usines et, semble-t-il, une grande misère.

De là, nous avons été visiter le barrage en construction de Yablaneza. On nous avait promis de nous montrer là un camp de concentration. Arrivés sur place, nous n'avons trouvé que des policiers de l'Etat. Quant au camp, il n'existait paraît-il pas. 4.000 ouvriers sont employés à la construction de ce barrage qui devra produire 240.000 kw.-heure. Le soir après le dîner, nous eûmes une longue discussion avec le directeur de l'entreprise, discussion qui tourna assez rapidement au vinaigre quand celui-ci nous demanda notre position sur la Yougoslavie. Il essaya, selon la méthode habituelle des bureaucrates, de nous justifier toutes les inégalités du régime et triompha définitivement en nous disant : « Vous avez de belles théories, vous en rabattrez sûrement le jour où vous serez au pouvoir ».

Nous sommes repartis en direction de Dubrowick (Raguse). La ville, vieille cité italienne, est un des plus beaux joyaux de la Côte Dalmate. Elle semble réservée au personnel de qualité du régime et les magasins regorgent de produits de luxe, de bijoux. Il y a dans la ville de bons restaurants et cabarets. Après un jour d'arrêt, nous avons pris le bateau, direction de Split, en passant par les îles qui bordent la côte. Sur le bateau, des policiers demandaient les papiers d'identité des voyageurs. Nous avions déjà pu constater à Sarrayevo que les personnes désirant faire un long voyage devaient obtenir de la police une autorisation sous forme de carte. Nous discutons aussi avec un membre du parti, artiste dramatique, qui trouve normal que son salaire soit beaucoup plus élevé que celui des ouvriers; il a un certain nombre de schémas : décentralisation, gestion des usines par les ouvriers, non professionnalisme des militants du parti, dépérissement de l'Etat. Il semble en général comprendre le problème du dépérissement de l'Etat de la même manière que Staline le posait en 1925, soit de mettre côte à côte le dépérissement de l'Etat et l'accentuation de la dictature du prolétariat. Deux choses totalement inverses, car ou il y a la dictature du prolétariat, ou l'état dépérit et la dictature avec elle. Il semblait seulement oublier que la condition du dépérissement ne peut être donnée que par le développement des forces productives éliminant complètement la pénurie en créant l'abondance, supprimera, comme le disait Marx, tout le vieux fatras de l'indigence avec tout ce que cela entraîne et la nécessité du policier en premier lieu. Lorsque la discussion s'éleva au-dessus de ces schémas, le pauvre camarade ne sut rien répondre sur les problèmes touchant le mouvement ouvrier international, la question de la guerre qui vient, et ne savait que se retrancher derrière son « socialisme » yougoslave. Notre fatigue était telle, en arrivant à Split, que nous ne pensions qu'à nous reposer. Quelques camarades, quand même, allèrent

visiter une maison de campagne pour les ouvriers et virent, d'une manière concrète, comment l'argent pris à tous les syndiqués servait à payer des vacances aux « meilleurs ».

Nous étions tous las quand nous reprîmes le bateau pour Fiume où nous fûmes logés dans des baraques assez éloignées de la ville. Le lendemain, à une heure, nous reprenions le train pour Postoyena où se trouvent de merveilleuses grottes. Nous eûmes le droit de les visiter, de dîner et d'écouter quelques discours avant de partir vers la France.

RAYMOND BOURT

LE STALINISME EN ALLEMAGNE ORIENTALE

LA CLASSE OUVRIERE SOUS LE REGIME STALINIEN

(suite)

Les ouvriers du secteur soviétique de l'économie.

Au sein des S.A.G., la situation était autre que celle des V.E.B. : la direction russe était toute puissante et le Conseil d'Entreprise réduit par définition au rôle d'inciter les ouvriers au travail pour une production qui s'en allait en U.R.S.S. Voici quelques extraits d'un contrat passé le 5 août 1947 entre la direction de l'Elektro-Apparate Fabrik (A.E.G. Treptow) de Berlin d'un côté et le Conseil d'Entreprise de l'autre :

« ...Le Conseil d'Entreprise assiste la Direction dans l'exécution des mesures en vue d'augmenter la production et dans l'organisation des institutions sociales et culturelles ainsi que dans l'amélioration du moral au travail des ouvriers et le renforcement de la discipline au travail. »

« ...Les assemblées du personnel et les assemblées syndicales pendant le travail doivent être approuvées par la Direction. Les séances du Conseil d'entreprise ont lieu une fois par semaine pendant le travail et durent en moyenne de 2 heures à 2 h. 30. Les autres questions seront résolues selon l'urgence, en dehors du temps de travail. En cas de nécessité, des séances supplémentaires seront tenues pendant le travail avec l'approbation de la direction. »

« ...Pour encourager les efforts communs des ouvriers et de la Direction en vue d'augmenter la productivité du travail, la Direction met au courant le Conseil d'Entreprise des problèmes les plus importants ayant trait à la planification. De même en ce qui concerne la comptabilité, les salaires et les conditions de vie des ouvriers et employés, l'opinion du Conseil d'Entreprise est à considérer. »

Le manque de démocratie intérieure n'empêchait pas le S.E.L. de considérer les S.A.G., à côté des V.E.B., comme progressives et de demander aux ouvriers d'augmenter la production. Les cellules S.E.D. des S.A.G. ne suivaient pourtant pas toujours cette orientation et parfois, avec le Betriebsrat, elles se trouvaient à côté des ouvriers. Ainsi, à la S.A.G. de Espenhaim, où le Betriebsrat, aidé par la cellule, organisa, début mai 1948, une grève de protestation contre les inégalités dans la nourriture. Mais les possibilités d'action ouvrière, dans les S.A.G. étaient réduites à cause de la répression et, par ailleurs, le Betriebsrat n'ayant aucun contrôle sur la production manquait même l'occasion de réaliser des compensations. En échange, la nourriture était meilleure que dans les autres entreprises.

Vers la mi 1947, près de 300.000 ouvriers travaillaient dans les S.A.G. Le secteur soviétique de l'économie comprenait en outre les mines d'uranium de Aue - Oberschlemma, en Saxe, qui d'après certaines sources (Europa Archiv) employaient 50.000 ouvriers, d'après d'autres (Neue Zeitung) 100.000 .Ouvertes dès printemps 1947, on tenta d'y envoyer du personnel volontaire et on accorda de hauts salaires, mais les conditions de sécurité et d'hygiène étaient désastreuses et peu d'ouvriers se présentèrent. On recourut alors au travail forcé. La police allemande et la police militaire soviétique organisèrent des rafles. Sous le moindre prétexte, on retirait les papiers d'identité aux arrêtés et on les emvoyait dans les mines d'uranium. En cas de fuite, on arrêtait un membre de la famille. On rendait la liberté au travailleur forcé suivant le cas, soit après une période de trois à six mois, soit lorsqu'il devenait inapte au travail. Il était rare que plus d'un an soit nécessaire pour qu'il le devienne. Le nom de Aue devint rapidement synonyme de terreur et plus spécialement de terreur antiouvrière soviétique.

Si le S.E.D. se tut en général sur les conditions de Aue, les syndicats adoptèrent une attitude positive. En février 1948, les deux présidents (staliniens) des syndicats, Jendretzky et Göring, envoyèrent une circulaire aux sections leur demandant d'aider au recrutement des volontaires pour les mines d'uranium. En juin 1948, la Commission Economique légalisait le travail forcé « en cas de besoin public ou pour remplir une

obligation envers la puissance d'occupation ». Aue contribua à rendre haïssable le régime stalinien aux travailleurs de la zone soviétique.

Il serait nécessaire de considérer également la situation des ouvriers allemands travaillant en U.R.S.S., comme volontaires ou amenés de force en même temps que les machines de leurs anciennes usines. Malheureusement, il n'existe quant à leur nombre et à leurs conditions de vie que des indications fragmentaires. Il semble toutefois que celle-ci ne soient pas plus mauvaises que celles des ouvriers russes de même catégorie et que leur nombre est de l'ordre de quelques dizaines de mille.

Les ouvriers des entreprises privées.

Au sein du secteur privé de l'industrie, qui contenait encore à l'époque envisagée environ 50 % des salariés, les conditions de la classe ouvrière étaient en général semblables à celles des autres secteurs. L'attitude du parti fut cependant différente. Les cellules S.E.D. reçurent l'ordre d'expliquer aux ouvriers qu'ils se trouvaient dans des entreprises capitalistes et qu'ils devaient résister aux patrons. Cette attitude était contredite par la nécessité de produire et par la théorie du « courant progressif au sein de la bourgeoisie. » Ils ressortait pratiquement de cette position double que le parti demandait aux ouvriers de « défendre activement leurs intérêts » toutes les fois que le capitalistes ne se soumettaient pas à la loi stalinienne. Ceci arriva surtout au début. Encouragés par la théorie du courant progressif, un certain nombre de capitalistes soulevèrent des difficultés lorsqu'il s'est agi de contrôler leurs livres de compte. Le parti organisa alors quelques grèves et les capitalistes cédèrent très rapidement.

Il existait bien entendu chez les ouvriers qui participaient à ces actions un sentiment de satisfaction de pouvoir se venger contre leurs patrons. Dès 1946 pourtant, le contraire prévalut. La masse des ouvriers, y compris ceux des entreprises privées regardaient comme ennemi principal le régime bureaucratique stalinien qui couvrait les réparations. Ce régime était représenté au sein de l'entreprise privée par les éléments staliniens de la cellule S.E.D. et surtout par les informateurs de police qui y pullulaient. Il répugnait aux ouvriers que ces éléments prétendent représenter leur classe et souvent préféraient leur patron qui ne s'en réclamait jamais et qui, lui aussi, tremblait devant les contrôles économiques ou policiers staliniens.

Dès 1946, il y eut un rapprochement instinctif entre ouvriers et patrons de la zone soviétique. En été 1946, au moment des

référendums de Saxe qui devait décider des nationalisations, un certain nombre de Betriebsräte demandèrent que leur entreprise soit rayée de la liste soumise au referendum. Ainsi, chez Daimler Benz, les Betriebsräte des différentes usines de la maison exprimèrent l'intention de se réunir en conférence pour ce but.

Dans la plupart des cas, le Betriebsrat s'entendait avec le patron en vue des compensations. Ces opérations prirent le caractère d'une vraie institution dans l'industrie textile saxone qui, en majorité, était restée privée. Le patron accordait périodiquement à chaque ouvrier des tissus ou des tricotages. Celui-ci revendait au marché noir son attribution, doublant ou triplant ainsi son salaire. En échange, le Betriebsrat fermait les yeux sur les affaires illégales du patron.

Bien entendu, pris entre l'action du capitaliste et celle de la bureaucratie, sans autre perspective et solution qu'individuelle, les ouvriers des entreprises privées perdaient toujours plus leur conscience de classe et, quoique passivemnt, passaient sous l'influence des capitalistes.

Réaction du parti stalinien.

La tentative stalinienne de ranimer grâce aux Betriebsräte les illusions des ouvriers d'avant-garde et l'ardeur au travail de l'été 1945 avait échoué. Malgré son amorphisme politique, la classe ouvrière avait imposé à la majorité des conseils leur conduite. Devant son poids et sa volonté de vivre, le réseau de cadres staliniens s'était avéré trop faible.

Le S.E.D. était considéré de plus en plus comme une organisation de Quislings et la productivité du travail qui était au début 1947 — suivant des sources officielles — à 40 % par rapport à 1936 n'avait pas tendance à monter.

Les Betriebsräte constituaient, tout au moins pour la forme, un moyen démocratique de résoudre le problème de la productivité du travail ; dorénavant, le parti recourra toujours plus à ces moyens purement bureaucratiques et de force. Il restreindra progressivement les droits des Betriebsräte jusqu'à les dissoudre; il introduira à l'usine les méthodes d'exploitation connues en U.R.S.S. sous le nom de stakhanovisme; enfin, il créera de toutes pièces des organismes de contrôle policiers qu'il baptisera populaires et qu'il présentera ensuite comme issu de l'initiative des travailleurs. Chaque mesure sera présentée comme une conquête démocratique, mais la propagande ne trouvera plus aucun écho parmi les ouvriers et de plus en plus elle deviendra un alibi politique pour les communistes devenus

bureaucrates. Les moyens de recruter de nouveaux cadres de direction politique et économique deviendra l'enseignement scolaire du stalinisme combiné à l'attrait des avantages matériels.

Premières attaques contre les Betriebsräte.

Dès l'été 1946, le parti stalinien attaquait insidieusement les Betriebsräte « auxquels manque le courage de dire aux ouvriers que seul le travail permettra de vaincre la crise actuelle. » (Neuer Weg, juillet 1946). En même temps, on accusait les vieux militants d'être les plus incompréhensifs par rapport à la situation nouvelle. On éloigna des Betriebsräte les anciens communistes restés révolutionnaires et qui auraient pu cristaliser une opposition d'autant plus dangereuse qu'elle se serait réclamée des mêmes principes que les dirigeants staliniens. Toutefois, des attaques de front contre les droits des Conseils n'eurent lieu qu'aux premiers mois de l'année prochaine. A l'occasion de la conclusion des contrats entre la direction des entreprises nationalisées et les Conseils, ceux-ci réussirent dans certains cas à s'arroger des droits qui faisaient de la direction une subordonnée. Ou bien, dans certains autres cas, dans les entreprises privées, les Betriebsräte reconnurent la primauté du patron et allèrent jusqu'à s'engager à exécuter les punitions que celui-ci voudrait appliquer. Il fut décidé alors que chaque contrat serait contresigné par la section syndicale respective.

En avril 1947, le deuxième congrès des syndicats de la zone soviétique (F.D.G.B.) décida que les candidats pour les élections aux Betriebsräte seraient fixées par le groupe syndical d'usine, qu'ils seraient responsables devant ce dernier de leur activité et que le syndicat déciderait de leur recandidature. La tendance se faisait déjà jour de remplacer les Betriebsräte en ce qui concerne le travail de direction par les groupes syndicaux d'entreprise que le parti dominait mieux.

Le 26 juillet, le Général Kolesnitchenko, chef de l'administration militaire de Thuringe, par l'ordre 128 préconisait le renforcement de l'autorité des directions d'entreprises et critiquait lui aussi l'immixtion des Betriebsräte dans toutes les affaires de l'usine.

Entre temps, au début juillet avaient eu lieu les deuxièmes élections pour les Betriebsräte. Malgré la préparation rigoureuse des candidatures, les ouvriers avaient élu 40 % de non-politiques, en dehors des listes officielles et aussi 3 - 4 % de membres des partis bourgeois. Dès lors, les Betriebsräte étaient condamnés dans l'esprit des dirigeants staliniens.

Introduction du Stakhanovisme.

Comme en utilisant les Conseils on ne réussissait pas à ranimer l'ardeur au travail des ouvriers, on organisa au début 1947 une levée en masse (Volksaufgebot) pour des travaux de reconstruction. En même temps, sur le modèle des premiers temps de la révolution russe, on essaya de mettre sur pieds des équipes de choc de travail. On étendit également le système en vigueur déjà des primes au rendement et on revint par endroits à la méthode éprouvée du travail à forfait. Le tout fut généralisé, perfectionné et élevé au rang d'institution par l'ordonnance 234 du commandement militaire soviétique d'octobre 1947. Le point principal de cette dernière était la distribution à un million d'ouvriers de repas chauds, sans tickets. à prendre à l'usine. L'ordonnance prévoyait en outre l'extension du travail à forfait et aux pièces, ainsi que la distribution de primes sous forme de textiles ou de produits industriels aux ouvriers « des entreprises principales. ».

Effectivement, á partir du 1er novembre 1947, un million d'ouvriers reçurent des « repas Sokolowsky ». Mais ces privilégiés étaient eux-mêmes divisés en deux catégories : A et B. Seulement, la première (400.000 ouvriers) recevait au repas de la viande et des matières grasses. Il arrivait souvent qu'au sein d'une usine ou même d'un atelier, il y ait trois catégories d'ouvriers et qu'au moment des repas chacun aille de son côté. La gradation était faite suivant l'intérêt que représentait telle ou telle catégorie pour la production en général et pour les réparations en particulier. Bien entendu, beaucoup d'injustices se produisaient et le système introduisait la division et des disputes mesquines parmi les ouvriers. Le système des repas à l'usine uni à celui du travail ä forfait (fin 1947, 50 % des ouvriers travaillaient à forfait) s'avéra plus efficace que celui des distributions de colis appliqué à la même époque par les Américains dans les mines de la Ruhr : tandis que le colis était partagé avec la famille, le repas était consommé sur place et se transformait plus sûrement en production.

Suivant les sources officielles, la production augmenta à la suite de l'ordre 234, de 15 %. Quoiqu'il en soit, reçu favorablement au début, l'ordre 234 ne tarda pas à se transformer en son contraire dans l'opinion publique. En effet, la quantité de vivres consommés dans la zone soviétique restait la même, seule la répartition entre catégories changeait. Ainsi, les mineurs de fonds reçurent du lait, mais les enfants à partir de 3 - 4 ans cessèrent d'en toucher.

Parallèlement aux repas, on généralisa le système des primes à la production et de distributions de textiles et de vivres supplémentaires dont le comité syndical était chargé. A cause du manque général, ces distribution avaient une grande importance et devinrent bientôt un moyen de favoriser les amis et les partisans. Les ouvriers qui acceptaient et pouvaient travailler à haut rendement touchaient également des distributions supplémentaires. Leur salaire était de 2 - 300 % plus haut que celui de leurs collègues. Ils étaient appelés « activistes », on les affichait au tableau d'honneur et on tendait á les grouper entre eux. Mais les autres ouvriers les haïssaient et les plaçaient dans la même catégorie que les anciens « jaunes », mouchards et partisans de toujours du patron au sein de l'usine. En effet, la direction tendait à se servir d'eux pour diminuer le temps d'exécution des pièces et les primes qu'ils recevaient, finalement, abaissaient le niveau de vie général : tout comme pour les repas Sokolowsky par rapport à la zone, la quantité totale de primes distribuées à l'usine restait fixe, seule la répartition changeait. L'ordre 234 instituait ainsi le système de la division et du travail sous le fouet de la famine.

L'obsession du contrôle.

Dès l'été 1947 et surtout après les deuxièmes élections aux Conseils d'Entreprise lorsqu'il était devenu clair que ces derniers ne deviendraient pas des instruments du régime, le parti entreprit la création de comités de contrôle économique indépendants et des Conseils d'entreprise. Cela débuta aux chemins de fer où les vols avaient pris des proportions catastrophiques et continua avec les principales entreprises privées et nationalisées de la zone. Le but était d'empêcher les « affaires de compensation » et le marché noir, de suivre les marchandises dans leur circuit, en général d'assainir l'économie du pays rongée par les « égoismes ». Chaque comité était composé de trois ouvriers, un technicien et un spécialiste des questions commerciales. Ils travaillaient sous la direction des commissions de contrôle des Länder pour la planification et tous en jouissaient de la protection des assemblées régionales et cantonales.

La direction officieuse du parti recommandait le choix des membres des comités parmi les éléments qui avaient joué le rôle de dénonciateurs des Betriebsräte dans les « affaires de compensation ». Ceci est avoué par la revue stalinienne Die Wirtschaft de novembre 1947 : « ...(les membres des comités) doivent avoir prouvé qu'ils ne permettront pas des affaires de compensation. ».

Dès le premier moment, le parti se heurta aux difficultés déjà rencontrées avec les Betriebsräte : la cellule d'entreprise ne disposait pas d'assez d'éléments qui soient en même temps suffisamment « durs » et assez qualifiés pour pouvoir contrôler la production. Mais les comités n'étant pas élus, comme les Betriebsräte, ils s'avérèrent un instrument plus souple : Comme première mesure et pour les détacher du personnel, on décida d'envoyer le comité d'une usine contrôler dans d'autres.

Vers le mois de novembre 1947, après la publication de l'ordre 234, on donna une grande extension au mouvement. Les comités passèrent sous le contrôle des commissions locales de coordination du Bloc Démocratique ; en réalité, le parti et les syndicats continuaient à avoir la haute main. On donna aux comités le nom de Volkskontrolleauschusse — V.K.A. — (comités de contrôle populaire), on en organisa des congrès et, sous couleur d'étendre les droits démocratiques des travailleurs, on étendit le domaine de l'activité des V.K.A. jusqu'au contrôle des gardes-manger des habitants et des sacs à dos des voyageurs.

Pendant quelques mois, l'attention du parti sera concentrée sur les V.K.A. On avait réussi à les rendre indépendants des travailleurs, mais on se heurtait à un autre écueil : incapables de contrôler réellement le processus de production, les V.K.A. s'acharnaient sur les habitants des villes qui, ne pouvant gagner leur vie en travaillant, achetaient du ravitaillement à la campagne, et de retour chez eux le revendaient. Des abus se produisaient et bien souvent, les membres des V.K.A. gardaient pour eux le contenu des valises confisquées. L'institution devint vite odieuse aux travailleurs. Le parti s'efforça de la justifier et l'organe des syndicats « Tribune » publia un texte de Lénine écrit après la prise du pouvoir par les bolchévicks qui, effectivement, condamnait le « débrouillage » individuel des ouvriers comme nuisible, cependant, les comités de contrôle tendaient à échapper au parti et c'était justement par le biais du « débrouillage » individuel et de « l'égoïsme ». Bien des membres de comités pensaient plutôt à s'enrichir qu'à contrôler. On les soumit alors à la surveillance des organes réguliers de police. La Tägliche Rundschau, organe de l'Armée Rouge, du 17-2-1948, affirme : « (les comités) ...sont les bras prolongés des autorités. Ils les complètent vers le bas et observent mille choses qui échappent à la police. « Une fois les infractions observées, la répression devait revenir aux policiers. Mais ce contrôle du contrôle s'avéra lui-même inefficace en partie, la police étant elle aussi corrompue. On créa alors dans les entreprises des comités d'action purement staliniens. C'était là, d'une part,

l'écho des événements de février 1948 de Tchécoslovaquie ; de l'autre, ces nouveaux organes exprimaient dans la vie des usines de la zone soviétique l'aggravation de la tension internationale. Les Comités d'Action devaient contrôler et épauler tous les autres comités et organes de contrôle existants. On se heurta cependant encore au manque de cadres trempés et qualifiés, et les comités dépérirent peu à peu.

Le problème du contrôle du contrôle restait entier. En avril-mai 1948, on créa auprès de la Commission Economique de Berlin une Commission centrale de contrôle qui avait comme subordonnée une Commission de contrôle dans chaque Land. Les V.K.A. passèrent sous l'égide de ces organes, tout en continuant de travailler en accord et sous le contrôle de la police et des organes de contrôle des ministères de l'économie des Länder. On créa en même temps des écoles spéciales pour les membres des V.K.E. Le contrôle, le recontrôle et le supercontrôle devinrent une vraie obsession pour les dirigeants staliniens qui agissaient sur un terrain extrêmement mouvant. Début octobre 1948, le Conseil des Ministres de Saxe votait une résolution où il était affirmé que : « L'appareil de contrôle doit être activé et à son tour contrôlé. »

Avec l'approche de la période des plans, l'atmosphère devint encore plus tendue. La presse stalinienne proclama que le devoir des membres du parti et des employés de l'administration est de dénoncer aux V.K.A. toute « affaire de compensation ». En septembre 1948, les commissions de contrôle central et des Länder reçurent des pouvoirs dictatoriaux et entre autres celui de délier tout employé privé ou d'Etat du devoir de secret professionnel. L'atmosphère devenait irrespirable parmi les travailleurs en général et dans les usines en particulier : la délation et la surveillance policière étaient à chaque pas.

Cependant, les multiples organes de contrôle se surveillant réciproquement et continuellement épurés et perfectionnés donnaient peu à peu des résultats. Vers la fin 1948, es « affaires de compensation », notamment celles du secteur privé, n'avaient pas disparu, mais étaient devenues très dangereuses.

Sur le terrain de « l'enthousiasme au travail », les V.K.A. avaient complètement échoué. Dès le début 1948, ils avaient reçu, en plus du contrôle, la tâche de « relever le moral des ouvriers, de surveiller la discipline au travail, d'introduire le travail aux pièces et à forfait, de veiller à l'amélioration de l'alimentation. ». Pourtant, la Tägliche Rundschau du 28.9.1948, parlant des V.K.A., en était encore à en appeler aux ouvriers et

à leur dire qu'ils « doivent avoir une attitude plus consciente et plus honnête envers les problèmes de production ».

Le parti pouvait enregistrer une réussite relative de ses comités de contrôle, mais le caractère « populaire » du mouvement ne faisait d'illusion pour personne. Sur le terrain de l'usine, les membres des V.K.A. se rangèrent nettement à côté des bureaucrates de la direction et de la cellule.

La dissolution des Conseils d'Entreprise.

Fin 1947, le parti disposait à l'usine de deux organes à opposer aux Betriebsräte : le groupe des activistes qui incitait les ouvriers au travail, et le V.K.A., qui, tant bien que mal, contrôlait la marche de l'entreprise et pouvait à la rigueur contrôler le Betriebsräte lui-même. Le Conseil d'entreprise était remplacé dans deux des fonctions qui lui avaient été assignées primitivement. Il détenait toujours, en principe, avec la direction, le droit de codécision quant à la production, et bien souvent il s'en servait dans un sens indésirable pour le parti. Le S.E.D. tendait toujours plus à remplacer le Betriebsräte par la direction du groupe syndical en ce qui concerne ce droit. Mais le syndicat n'avait jamais vécu en réalité à l'usine. Aux rares réunions syndicales d'entreprise, il avait un silence mortel dans la salle ; les membres du comité — la tribune — faisaient un rapport, lisaient une quelconque résolution sur la production ou sur l'unité du pays ; on la votait en silence et on s'en allait. Le comité syndical, privé du rôle traditionnel des syndicats de défense des revendications ouvrières et réduit à celui de distributeur de suppléments de vivres et de textiles, était en général très faible. Le plus souvent, il était soumis au contrôle de la cellule et parfois à celui du Betriebsrät.

On entreprit à renforcer la section et le comité syndical. Grâce à la propagande et à la pression exercée, les syndicats gagnèrent dans l'espace de six mois écoulés entre la publication de l'ordre 234 et la conférence syndicale de mai 1948, 300.000 adhérents. Le nombre total des inscrits atteignait 3.500.000. Les cellules d'entreprise reçurent l'ordre de mettre à la disposition des comités syndicaux leurs meilleurs éléments. Les écoles de cadres syndicaux furent multipliées. A la conférence de mai 1948, on se crut assez fort pour proclamer que le syndicat doit acquérir un rôle de direction dans l'entreprise. En août, Warnke, secrétaire confédéral, déclara pour la première fois (« Arbeit », août 1948) que le droit de codécision doit être dévolu aux groupes syndicaux, tandis que les Betriebsräte n'auront à s'occuper que des questions sociales de l'entreprise.

En même temps, le Conseil confédéral prenait la décision de remettre de six semaines les élections pour Betriebsräte fixées en septembre : les résultats des élections partielles étaient désastreux pour les staliniens. A Leipzig, par exemple, sur 35 membres de Conseils à élire dans quatre entreprises, passèrent seulement huit S.E.D. On espérait renforcer jusqu'en automne les comités syndicaux. Mais le 10 novembre, on annonçait une nouvelle remise des élections, cette fois sine die, sous prétexte de préparer le plan de deux ans. En réalité, l'atmosphère était trop défavorable parmi les ouvriers. On se décida alors de brusquer les choses. On convoqua des assemblées du personnel des entreprises et bientôt, d'innombrables résolutions affluèrent au Conseil confédéral de Berlin demandant toutes que des nouvelles élections pour les Betriebsräte n'aient plus lieu, mais que la fonction de ces derniers soit assurée par les comités syndicaux d'entreprise. Parallèlement, la presse stalinienne trouvait une justification théorique et tactique à cette initiative « d'en bas » : en zone soviétique, les travailleurs sont de toute façon au pouvoir ; il n'y a pas de raison de diviser les forces des cadres ouvriers entre Betriebsräte et syndicats, vu que ces derniers contiennent le plus souvent environ 80 % des salariés de l'entreprise.

Le 25 novembre, un Conseil confédéral élargi se réunit à Bitterfeld et décida de dissoudre les Conseils d'entreprise, leurs membres devant être intégrés aux directions syndicales. Une certaine opposition s'étant fait jour au sein même du Conseil confédéral, on apporta une légère correction ; le Betriebsräte devait continuer d'exister dans les entreprises où moins de 80 % du personnel était syndiqué. Mais ces dernières entreprises étaient les moins importantes. Pratiquement, dès lors, les Betriebsräte ne jouèrent plus aucun rôle, car le droit de codécision fut dévolu partout aux comités syndicaux.

Le parti avait tout mis en œuvre pour qu'à la veille du plan de deux ans il ait les mains libres à l'usine. Il avait cru pouvoir y réussir en détruisant le seul organe qui représentait plus ou moins les ouvriers et en le remplaçant par des groupes étroitement liés à la caste bureaucratique. Comme nous le verrons, il se sera en grande partie trompé.

Fondement et contradictions du groupe bureaucratique de l'usine.

Parallèlement à l'adoption de méthodes de plus en plus antidémocratiques dans les entreprises, le groupe de bureaucrates

staliniens évoluait. Ses débuts ne peuvent être expliqués que par la tradition de discipline aveugle du stalinisme et par le sentiment de supériorité que possédaient les cadres communistes face aux travailleurs. C'est au nom de ce sentiment que dès les premiers temps de l'occupation, lorsque la faim constituait la préoccupation générale, les cadres du parti mangèrent mieux que le commun des ouvriers. « Nous devons vivre ; la classe ouvrière a besoin de nous », expliquaient-ils. Bientôt, un système de colis et de suppléments de vivres fut institué et étendu également à ceux des ouvriers qui étaient promus à la situation de cadres politiques ou administratifs. Cet élément, comme nous l'avons vu, ne tarda pas à influencer les jugements politiques, et finalement, dans beaucoup de cas, à les déterminer.

Peu après, le parti était amené à étendre le système des privilèges. Le manque de spécialistes était un problème grave et l'on se vit obligé de conserver nombre d'anciens ingénieurs, techniciens et même directeurs. Pour qu'ils ne désertent pas on leur accorda les mêmes avantages qu'aux cadres du parti. A leur tour, les anciens éléments bourgeois restés au service du nouveau régime évoluaient. Suite à la pression qui était exercée sur eux et en partie par souci de justification morale, ils adhérèrent en grand nombre au parti stalinien. La cellule d'usine, où en général, se groupaient les éléments privilégiés devenait le creuset de la nouvelle caste.

Le parti dépensa un grand effort pour enseigner le stalinisme à ses nouveaux adhérents et se les attacher davantage. Nombre d'écoles S.E.D. de 15 jours, de un mois, de trois mois ou de six mois furent ouvertes où les élèves étaient internes et nourris. Au cours de la période d'enseignement on se rendait compte de l'état d'esprit et des facultés d'avancement du nouveau bureaucrate — ou simplement du nouvel adhérent — et le rapport du directeur d'école, qui toujours était un stalinien 100 %, était souvent décisif pour sa carrière future.

Avec la création du mouvement des activistes un nouvel élément vint s'ajouter au groupe des privilégiés de l'entreprise. Les Activistes restaient ouvriers — mais étaient en même temps avantagés par la direction et haïs par le personnel. Ils se rapprochèrent idéologiquement du groupe de dirigeants staliniens : ils sentaient le besoin de briser leur isolement et tout comme les éléments bourgeois, ils étaient en quête de justifications.

Au début de l'étape des plans, le groupe bureaucratique de l'usine pouvait être caractérisé face à la masse des ouvriers par une commune volonté de produire et surtout par le fait que la tâche d'organiser la production reposait exclusivement sur ses

épaules. Son esprit de caste supérieure en découlait normalement. L'idéologie stalinienne cimentait, plus ou moins, les éléments du groupe bureaucratique de l'usine. Une vie sociale à part se développait également au sein de ce groupe : les cadres staliniens, politiques ou techniques se rencontraient en dehors du travail seulement entre eux. Ils ne fréquentaient ni les ouvriers, ni les éléments bourgeois existant encore.

A l'intérieur du groupe stalinien de l'usine, les différences étaient importantes : il existait une grande distance entre l'ouvrier activiste et le directeur d'une entreprise nationalisée. Entre ces deux catégories, tout une échelle était à gravir. Les mêmes raisons qui avaient amené une différenciation entre ouvriers et cadres imposèrent une gradation entre ces derniers également. Le directeur d'une usine importante recevait une villa et une Mercédès ; le sous-directeur seulement un appartement et une B.M.W. Les colis de vivres étaient également de trois catégories (1), le second contenant la moitié du premier et le troisième la moitié du second. Chacun était attribué aux cadres d'un échelon précis. On alla même plus loin et, par exemple, pendant l'hiver 1946-47, lorsqu'il faisait très froid, les cadres supérieurs des syndicats reçurent seize quintaux de charbon, tandis que les cadres moyens seulement, huit. Ces différences officieuses étaient plus effectives que la différence officielle de salaires qui étaient de 1 à 10 jusqu'à 1 à 20 entre manœuvre et directeur d'usine : l'argent avait peu de valeur avant la réforme monétaire.

En graduant les avantages, on liait les éléments utiles ; on les incitait à travailler et à être fidèle à la ligne et on leur désignait une récompense concrète. Mais, d'autre part, les différences ne manquaient pas de créer des jalousies et des dissensions au sein du groupe bureaucratique de l'usine. Il faut tenir compte qu'à l'une de ses extrémités, celui-ci subissait le contact et la pression des ouvriers, tandis qu'à l'autre il touchait aux sphères supérieures du pays. Par ailleurs, comme nous l'avons vu, l'ancien esprit individualiste du capitalisme se faisait également jour.

Au sein du groupe bureaucratique de l'usine les manifestations d'oppositions contre les méthodes bureaucratiques de caste ne manquèrent pas. Des anciens militants ouvriers rappelèrent le mot d'ordre d'avant 1933 des syndicats allemands : « Akkord ist Mord » (le travail à forfait, c'est la mort). Dans quelques cas précis, des membres du parti partagèrent en signe

(1) Le meilleur, distribué chaque mois, contenait : 4 kilos de viande, 2 kilos de beurre, deux bouteilles de « chnaps », du fromage, des pâtes, des pommes de terre, etc.

de protestation contre le système leurs colis avec des camarades de cellule ou de travail. Ils furent mutés et âprement réprimandés : la nouvelle caste se défendait contre les influences « d'en bas » et éliminait les éléments inaptes d'acquérir son esprit. De même, ceux des bureaucrates qui tendaient à s'enrichir grâce aux « affaires de compensation » ou autres, furent sévèrement punis et éloignés. L'individualisme capitaliste venait également en contradiction avec l'esprit de collectivité privilégiée de la caste de dirigeants staliniens. Mais ces influences extérieures étaient à peine évitables et l'épuration était continuellement à l'ordre du jour. On éloignait les « brebis galeuses » au nom de l'intérêt de la collectivité dont la caste bureaucratique stalinienne se considérait détentrice et on tendait ainsi à confondre la conscience collective de la caste avec la conscience collective tout court.

Grâce aux épurations, d'une part, grâce à l'extension continuelle du secteur nationalisé, de l'autre, la bureaucratie disposait toujours de nouvelles places et de possibilités d'avancement pour les fidèles ou pour les éléments utiles. La caste se renouvelait continuellement, dans des proportions importantes, en général avec des éléments provenant du milieu ouvrier.

A la mi 1947, près de 50 % des directeurs techniques et administratifs des V.E.B. étaient des anciens ouvriers ; 20 % des anciens commerçants ; 13 % des employés ; 13% des ingénieurs et 4 % des anciens directeurs. Le nombre total des ouvriers d'usine atteignait au printemps 1948, après la nouvelle série d'expropriations 1.670.000, dont 600.000 dans les V.E.B., 600.000 dans les entreprises privées, 350.000 dans les entreprises soviétiques et 120.000 dans des entreprises communales et autres. Le nombre total des salariés était de 5.900.000. Les statistiques publiées ne permettent malheureusement pas de calculer même approximativement la part du revenu social de la zone soviétique revenant respectivement aux ouvriers et aux bureaucrates et autres privilégiés. A signaler toutefois que fin 1947, après les grandes expropriations, il y avait encore 240.000 gens de maison.

A la fin de l'étape envisagée, la caste bureaucratique était une réalité tangible. Le noyau primitif de staliniens avait exproprié la bourgeoisie au nom des ouvriers. Il avait assumé une part grandissante de la fonction sociale que détenaient les capitalistes : organiser et diriger la production. A la faveur de ses nouvelles tâches, il s'était considérablement agrandi. Il avait ensuite exproprié la classe ouvrière des quelques droits qu'elle avait pu obtenir et ceci justement au nom des fonctions sociales nouvellement acquises. A ses propres yeux, le groupe

bureaucratique justifiait l'expropriation des ouvriers de leurs droits par le fait qu'effectivement ceux-ci se détournaient des intérêts publics.

Le groupe bureaucratique luttait sur deux fronts : contre l'individualisme capitaliste et contre les influences ouvrières. Tout comme la bourgeoisie qui s'était constituée quelques centaines d'années auparavant en niant, d'une part, le féodalisme, de l'autre, les ouvriers, la caste bureaucratique avait, elle aussi, pris conscience d'elle-même grâce à deux négations successives. A celles-ci, elle avait été amenée d'abord par son allégeance au Kremlin ; ensuite et peut-être surtout par la logique du système économique bureaucratique collectiviste qu'elle avait construit et où le souci d'organiser la production pesait sur ses épaules, exclusivement.

Les nouveaux tenants du pouvoir vivaient mieux que le commun des travailleurs. Ils n'étaient pourtant pas riches au sens capitaliste du terme. Le directeur d'une usine disposait d'une villa tant qu'il était utile et fidèle aux intérêts collectifs de la bureaucratie. Le bien-être devenait un signe de l'approbation officielle.

Cependant, la nouvelle caste, ouvrière par ses origines lointaines, ouvrière en majorité par son recrutement récent, continuait à se réclamer de la classe ouvrière. Les cadres staliniens, comme honteux d'avoir trahi leurs raisons d'être politiques n'exprimaient que dans les réunions intérieures du parti le fond de leur pensée, lorsqu'après Staline, ils répétaient : « Les cadres décident de tout ». A l'extérieur, c'était : « La classe ouvrière décide de tout ». Cette contradiction constituait incontestablement une faiblesse et mettait un frein à la constitution définitive d'une conscience de classe indépendante. Cette contradiction ne pouvait être surmontée tant qu'il existait un danger de retour offensif du capitalisme et que son « esprit » restait vivant. La bourgeoisie française s'était également affirmée indivisiblement unie aux ouvriers et aux paysans dans le cadre du Tiers-Etat tant que le féodalisme n'avait pas été terrassé.

Grâce à l'ambiguité de la position de la nouvelle caste, la lutte des ouvriers contre les bureaucraties était moins facile à mener et à préciser que les anciennes luttes des ouvriers contre les bourgeois. Entre prolétaires et capitalistes, l'objet de litige était le plus souvent économique et facile à définir. Entre prolétaire et bureaucrate, du fait que ce dernier se donnait comme représentant du premier, le moindre litige posait automatiquement la question du droit à cet représentation. Si pourtant les luttes ouvrières ne s'élevèrent que rarement à un niveau politique, la bureaucratie stalinienne le doit pour une bonne part

à sa police. Mais ces luttes eussent-elles été élevées à ce niveau que les ouvriers n'auraient su quelle solution concrète proposer aux problèmes fondamentaux. Les ouvriers d'avant-garde, édu-qués dans les anciens partis marxistes, et qui étaient en dehors du S.E.D. auraient essayé de prendre au mot les dirigeants sta-liniens, auraient utilisé les mêmes notions que les officiels en leur donnant un autre contenu : expropriation des capitalistes, démocratie économique, etc. Mais pour la large masse ces notions même avaient été compromises. Ceci explique le fait que bien d'ouvriers désireux d'action avaient rejoint les partis bourgeois, ou, ce qui revient presque au même, les groupes clan-destins sociaux-démocrates, et parfois même des groupes secrets nazis. Ce manque de solution nouvelle pour une situa-tion nouvelle contribua beaucoup à l'émiettement et à l'immo-bilité de la classe ouvrière par rapport à la bureaucratie.

LA REFORME AGRAIRE

Sur le terrain économique, dès juin 1945, le parti stalinien lançait trois mots d'ordre principaux : la réforme agraire, les nationalisations, le travail pour la reconstruction.

La réforme agraire constituait une nécessité économique. La plupart des gros propriétaires s'étaient enfuis devant l'avance russe et, sous peine de famine, il fallait faucher, battre et ren-trer la récolte. La question de la propriété de cette récolte comme celle de la terre en général, se posait avec urgence. En même temps, en réalisant la réforme, les staliniens poursui-vaient un double but politique : la destruction de la classe des Junkers hostile à l'U.R.S.S.; la formation pour eux-mêmes d'une base sociale solide et dévouée en vue de leurs autres activités.

La réforme eut une grande ampleur. Elle fut réalisée rapi-dement et exclusivement par des comités nommés par l'admi-nistration. Elle porta sur 2.700.000 ha. et le nombre bénéfi-ciaire fut d'environ 500.000 (la zone soviétique contient en tout 750.000 exploitations paysannes).

Mais la réforme fut réalisée sous le signe de la pauvreté, et ceci la marqua profondément. Sur 500.000 bénéficiaires du par-tage des terres 300 à 350.000 n'ont encore maintenant (1) ni étable ni maison propre. Il n'est pas rare que des « nouveaux paysans » aient commencé avec pour tout cheptel quelques

(1) 1948 (N.D.L.R.)

lapins ou une chèvre. En échange, aussitôt qu'il obtenait la terre, on retirait au nouveau paysan sa carte d'alimentation et on lui en donnait une autre spéciale, d'exploitant agricole, avec laquelle il n'obtenait pratiquement pas de ravitaillement.

En même temps, le nouveau paysan manquait terriblement de machines agricoles. L'ancien inventaire des Junkers en par-tie s'était abîmé, en partie avait été confisqué par les Russes. Ce qui restait était très loin de suffire à tout le monde. Le bloc antifasciste (partis communiste, socialiste, libéral et chrétien-démocrate) créa alors l'Union d'Entr'aide Paysanne (V. dg B.) et invita les paysans à y adhérer. Sous l'initiative stalinienne on donna au V. dg B. les machines agricoles confisquées aux Junkers. La V. dg B. obtint en plus 75.000 ha. de terre, 4.000 moulins, du bétail, des distilleries d'alcool, des camions, des ateliers de réparations, ainsi que les participations des Junkers dans les raffineries de sucre, les sociétés de distribution du lait, etc. Les machines furent groupées dans 3.000 stations de prêt aux paysans. La V. dg B. devenait ainsi une force à la cam-pagne et on ne saurait surestimer l'importance que présentait son matériel pour les paysans pauvres, et surtout pour les nou-veaux propriétaires. Il faut tenir compte en plus du fait que les coopératives d'achat et de vente de produits agricoles, quoique formellement indépendantes, étaient en réalité très liées à la V. dg B. et que cette derière disposait de toute l'influence qu'elle désirait dans les conseils communaux.

La V. dg B. passa sous le contrôle exclusif des staliniens. Sur 60.000 membres que comprennent ces comités locaux 46,5 % sont S.E.D. (1) ; 45,3 % sans parti ; 4,6 % chrétiens-démocrates et 3,6 % libéraux. Il faut considérer les sans-parti comme pro-staliniens en grande majorité. Il n'y a pas de vie intérieure démocratique dans la V. dg B. Le matériel dont elle dispose est dans chaque village sous le contrôle exclusif d'un petit groupe de staliniens membres du S.E.D.

Il est difficile de savoir quelle est la part de la sincérité et quelle est celle de l'intérêt dans l'adhésion de ces paysans au parti. Toujours est-il que le matériel de la V. dg B. leur sert d'abord à eux-mêmes, ce qui, vu le dénûment des nouveaux pay-sans, prend une importance considérable. Il n'est pas rare non plus que des scandales de marché noir et des malversations éclatent publiquement sur le compte des dirigeants V. dg B.

En schématisant quelque peu, on peut dire que trois grou-pes se cristallisent dans la société du village de l'Allemagne

(1) A partir du mois d'avril 1946, le parti stalinien de la zone d'occu-pation soviétique prend le nom de Parti Socialiste Unifié (S.E.D.) à la suite de la fusion imposée au Parti Socialiste. Nous reviendrons sur cette uni-fication.

orientale après la destructions des Junkers : le groupe des anciens paysans riches et moyens qui ne manquent de rien et qui vivent entre eux ; le groupe des paysans pauvres et surtout nouveaux qui ont parfois un niveau de vie s'approchant presque de celui du paysan chinois et le groupe stalinien des dirigeants de la V. dg B. et des coopératives qui gardent le contact avec l'organisation du parti, qui disposent du matériel de l'union d'entr'aide paysanne et de toute sorte d'avantages et qui clament leur foi stalinienne et leur amour de l'U.R.S.S.

***

Il est impossible donc de qualifier l'ensemble de la réforme agraire de « victoire de la démocratie populaire » comme le fait quotidiennement la propagande du parti stalinien. Si la destruction des Junkers possède incontestablement un caractère progressif, la réforme en général est loin d'avoir amené un renouvellement démocratique dans la vie des campagnes de la zone soviétique. Réalisée sous le double signe de la pauvreté et du bureaucratisme stalinien, elle a donné naissance à une couche d'exploiteurs d'un genre nouveau, apparentée à la bureaucratie des kolkhoses de l'U.R.S.S. Cette couche n'est pas riche au sens capitaliste du terme, mais elle profite de biens collectifs et elle utilise ses liaisons politiques. Si momentanément les paysans moyens ou riches échappent à son contrôle, elle peut, par contre, exercer la pression qu'elle veut sur les paysans pauvres et nouveaux.

Il est difficile de savoir dans quelle mesure le parti stalinien espérait vraiment résoudre le problème agraire en partageant les terres. De toute façon, dans les conditions économiques et politiques données cette solution n'était pas possible. Regardée avec un certain recul, la réforme agraire prend le caractère d'une mesure dictée par les nécessités économiques et politiques du moment. En même temps, elle peut être considérée comme une vaste manœuvre politique de la part du parti stalinien en vue de se créer une base de masse dans les campagnes. Cette manœuvre n'aura pas réussi, au contraire : les paysans pauvres et nouveaux assimilent plutôt le S.E.D. aux Russes et lui sont profondément hostiles. Le parti stalinien aura gagné à la campagne seulement le groupe de bureaucrates qu'il a créé et qui influera sur la vie intérieure du parti.

Les représentants du stalinisme n'ont donc pas réussi à s'intégrer à l'ancienne vie sociale du village de l'Allemagne orientale et particulièrement ils ne se sont pas intégrés à la vie des paysans pauvres. Le parti stalinien, grâce aux moyens dont il

dispose, a seulement transformé de l'extérieur la vie des campagnes et s'y est superposé par la force.

***

En liaison avec le partage des terres, un autre fait caractéristique est à noter. Sur 2.700.000 ha. de terre confisquée, environ 600.000 furent attribués à des institutions publiques (écoles, communautés, ville, etc.). Mais ces institutions sont toujours contrôlées par le S.E.D. qui réussit ainsi à avoir indirectement la haute main sur d'immenses propriétés. Le même fut en général le sort des maisons de maîtres et des châteaux des anciens Junkers. La plupart sont actuellement utilisés pour des colonies de vacances, maisons de repos, etc. Ceci est naturellement bien préférable à leur destination passée. Mais pour le parti stalinien c'est d'abord un moyen d'accorder des avantages à la nombreuse clientèle que, faute de vraies sympathies, lui a amené le pouvoir.

HUGO BELL

(FIN)

L'OUVRIER AMERICAIN

(traduit de l'américain)

DEUXIEME PARTIE

LA RECONSTRUCTION DE LA SOCIETE

par **RIA STONE**

(suite)

CHAPITRE III

INDIVIDU DE CLASSE ET INDIVIDU SOCIAL

Marx n'a pas écrit à la légère sur la peine de mort qui est suspendue sur la société moderne. Le problème d'une transformation révolutionnaire des rapports sociaux, qui les rendra conformes au développement des forces productives, est tellement crucial pour la société capitaliste, et en particulier pour la société capitaliste américaine, que la bourgeoisie a été obligée de l'envisager d'une manière organisée. A Harvard, par exemple, les serviteurs intellectuels de la bourgeoisie, sous la direction du professeur Elton Mayo, l'ont avertie de ce que la « logique économique » et l'« invention technique » se développent parallèlement à une désintégration sociale croissante (1).

La classe ouvrière est tellement hostile aux rapports sociaux existants qu'elle mène une révolte incessante dans le processus du travail lui-même, révolte dirigée non seulement contre toutes les tentatives d'accroître sa productivité, mais aussi et surtout contre les tentatives de maintenir purement et simplement la productivité. Déjà en 1919 Herbert Hoover, à la tête alors de la Commission d'Aide à l'Europe, rapportait que ce qui arrêtait la reconstruction de l'Europe était « la productivité démoralisée ». Aujourd'hui, la démoralisation de la productivité est devenue si profonde, si répandue, que sans la destruction des rapports de production ayant un caractère de classe et sans le développement de l'universalité des ouvriers, la société se trouvera devant la ruine commune de toutes les classes en lutte.

Les recherches que Mayo a menées dans les usines l'ont conduit à la conclusion que les ouvriers agissent comme un groupe et non comme des individus. Il écrit :

« Dans chaque secteur qui continue à travailler, les ouvriers se sont constitués — consciemment ou non — en groupe avec les coutumes, les devoirs, la routine et même les rites appropriés; et la direction réussit — ou échoue — dans sa tâche dans la mesure où le groupe l'accepte sans réserve comme autorité et chef. »

La bourgeoisie est profondément troublée par l'attitude de ces groupes d'ouvriers. Elle ne s'inquiète pas seulement à propos de l'hostilité des ouvriers vis-à-vis des contremaîtres, des surveillants ou des patrons. Selon Mayo, les ouvriers règlent leur attitude dans l'atelier suivant un code social qui comporte quatre axiomes :

« Tu ne dois pas abattre trop de travail — autrement, tu es un crevard. »

« Tu ne dois pas abattre trop peu de travail — autrement, tu es un tire-au-flanc. »

« Tu ne dois rien dire à un surveillant qui pourrait nuire à un de tes camarades. »

« Tu ne dois pas être trop « officieux »; c'est-à-dire, si tu es inspecteur, tu ne dois pas agir comme inspecteur. »

La désintégration des vieux liens sociaux.

Ces quatre « tu ne dois point » sont l'expression du fait que l'ouvrier est aliéné de tout but social autre que la protection de son groupe de travail. Ils symbolisent la désintégration des vieux liens sociaux de la société bourgeoise, désintégration qui avance rapidement jusqu'à son cœur. Les ouvriers sont en train de créer un nouveau lieu social, leur solidarité de classe. Mais précisément parce que la classe ne trouve à l'intérieur de la société en question, c'est-dire de la société capitaliste, aucune expression de besoins sociaux, précisément parce qu'elle comprend instinctivement que les besoins sociaux existants sont les besoins sociaux d'une classe étrangère, ce nouveau lieu social est exprimé d'une manière négative, créatrice seulement pour ce qui est des moyens nécessaires pour s'opposer à cette société.

Mayo va jusqu'à dire :

« L'insistance sur une logique purement économique de la production — spécialement si cette logique change fréquemment — se heurte au développement d'un... code (de collaboration humaine) et par conséquent provoque à l'intérieur du groupe le sentiment d'une défaite. Cette défaite humaine aboutit à son tour à la forma-

(1) ELTON MAYO : *Les problèmes humains d'une civilisation industrielle*, Harvard, 1946. Voir aussi : *Les erreurs fécondes de Elton Mayo*, dans « Fortune », novembre 1946.

tion d'un code social à un niveau inférieur et en opposition avec la logique économique. »

Mayo ne sait pas combien ses observations sont profondes. Les ouvriers d'aujourd'hui, qui sont poussés vers la révolution dans les forces productives qui exige d'eux une universalité en dehors de toute détermination de classe, ou l'existence en tant qu'individus sociaux, sont au contraire forcés par les rapports de production du capitalisme de former une communauté de classe. Ils créent des nouveaux liens sociaux d'une manière négative, parce que les rapports de production capitalistes les empêchent de les créer positivement. Leur discipline, leur unité et leur organisation, telles qu'elles sont créées par la grande production capitaliste, sont exercées au service de leur classe, et **l'existence de classe n'est pas existence sociale mais existence aliénée.**

Aussi longtemps donc que l'existence de classe est nécessaire, les ouvriers ne peuvent pas exercer complètement leurs capacités humaines. Ils appartiennent à la communauté « seulement comme individus moyens, seulement dans la mesure où ils vivent dans les conditions d'existence de leur classe... ils participent à ce rapport non en tant qu'individus, mais en tant que membres d'une classe ». (Marx, « L'Idéologie allemande »). Le désir des ouvriers, et la nécessité économique et humaine de la société, est que les ouvriers existent en tant qu'individus sociaux. Le poids opprimant des rapports bourgeois les oblige à exister seulement en tant qu'individus moyens appartenant à une classe donnée. « Le code social inférieur » par lequel ils règlent leur attitude est leur seule protection contre la classe ennemie.

Les capitalistes craignent ce « code social inférieur » parce qu'il s'oppose à leur besoin de plus-value et ils cherchent à le miner en détruisant l'unité des ouvriers, en recrutant des « jaunes », etc. Les ouvriers haïssent ce code parce qu'il heurte leur désir humain naturel de faire du bon travail et les oblige à subordonner leur personnalité individuelle aux besoins défensifs de la classe. Plus que partout ailleurs, c'est aux Etats-Unis qu'il y a une division tellement aiguë « à l'intérieur de la vie de chaque individu, entre ce qui est en lui personnel et ce qui y est déterminé par un secteur du travail et les conditions appartenant à celui-ci » (Marx, « L'Idéologie Allemande ». La classe ouvrière des Etats-Unis est hostile à l'existence de classe parce qu'elle est une classe ouvrière relativement nouvelle, sans la tradition révolutionnaire européenne d'opposition à l'aristocratie féodale et à la bourgeoisie. Les ouvriers américains doivent lutter en tant que classe et cependant ils ressentent leur limitation à une position de classe comme une oppression continuelle.

Dégradés jusqu'à ne plus être que des numéros de matricule, les ouvriers individuels cherchent à se distinguer par leur manière de s'habiller, leur connaissance des joueurs de base-ball ou des vedettes du cinéma, etc. Ils luttent contre les conditions de vie dans la société de classe. Les nègres, la couche la plus opprimée et par conséquent la couche sociale qui plus que toute autre dans la société contemporaine est confinée à une existence moyenne, sont ceux qui révèlent le plus clairement cette contradiction entre le besoin humain d'expression individuelle et le besoin d'uniformité de la classe. Ils détestent qu'on les considère comme des nègres, et veulent cependant que la société reconnaisse leur mobilisation révolutionnaire croissante en tant que nègres. Chaque nègre peut chercher une différenciation individuelle dans les vêtements, etc., mais la différenciation individuelle devient immédiatement une uniformité de la race.

L'individu pleinement développé.

La bourgeoisie cherche à inculquer aux ouvriers l'idée que dans la nouvelle société socialiste leur individualité sera détruite. Bien que sceptiques vis-à-vis de la propagande bourgeoise en général, les ouvriers ne sont pas insensibles à cet argument. Cependant ce sont les rapports de classe de la société bourgeoise qui enrégimentent les ouvriers autour des machines et imposent à leur vie sociale une existence uniforme et moyenne. A touts les phases de la production, les ouvriers sont privés de toute occasion de développer leur individualité créatrice. Tout exercice positif de la capacité d'invention dans la production n'aurait que des résultats défavorables à leur classe. « Dans la communauté des prolétaires révolutionnaires, en revanche, qui prennent sous leur contrôle leurs conditions d'existence et celles de tous les autres membres de la société, c'est le contraire qui a lieu : les individus y participent en tant qu'individus. » (« L'Idéologie Allemande »).

Marx n'a jamais écrit sur la nouvelle société socialiste sans souligner spécialement que le fondement de cette société serait l'**individu** pleinement développé. Mais l'essence de l'individualité pour Marx était l'expression de l'activité propre de chacun en rapport avec le développement des forces productives; elle était par conséquent une réalité historique et non pas abstraite. Pour être un individu à chaque phase du développement de la société, la personne doit s'incorporer les acquisitions précédentes de l'espèce et la multiplicité de talents qu'elles ont rendue possible.

Pendant presqu'un siècle, le capitalisme, avec son fétichisme des marchandises, a tellement abruti la conscience de soi de l'homme que celui-ci en est arrivé à croire que l'individualisme est inséparable de l'agrandissement personnel et de la concurrence avec les autres. Cependant, lorsque la bourgeoisie était révolutionnaire, c'est-à-dire lorsqu'elle pouvait parler au nom de la société, la caractéristique essentielle du capitaliste qui avait réussi n'était pas l'accroissement de son trésor particulier aux dépens de celui des autres, mais plutôt son « esprit entreprenant » qui a déchiré les voiles de mystère par lesquels les corporations féodales entouraient la production et détruit les barrières géographiques qui séparaient les hommes les uns des autres. Parce que les révolutions bourgeoises ont détruit les obstacles féodaux devant l'activité propre de chacun, l'individu bourgeois était essentiellement un ouvrier coopérant avec d'autres, qui travaillait à l'agrandissement de l'horizon social. Dans ce sens il était un individu social. Pour cette raison l'individu bourgeois n'a pas seulement étendu sa richesse mais aussi ses capacités physiques et mentales, en créant l'individu le plus mobile, actif et cosmopolite que la société ait jamais connu (1).

---

(1) Il existe aujourd'hui aux Etats-Unis une couche de petits patrons qui se rappellent toujours avec fierté les années d'apprentissage salarié pendant lesquelles ils se sont préparés pour créer leur entreprise. Ne disposant que dans une mesure limitée des investissements en capital pouvant discipliner les ouvriers, ces employeurs dépendent, pour ce qui est de leurs profits, presqu'entièrement de la « coopération » et de la volonté de travail de leurs « aides ». Ces derniers cependant ont déjà estimé à sa juste

Ce concept de l'individu social a été perdu dans la société bourgeoise, précisément parce que la bourgeoisie n'a plus d'activité propre, mais est elle-même devenue la victime du système qui accumule la richesse à un pôle tandis qu'il accumule la misère, l'agonie du travail, l'esclavage, l'ignorance, la brutalité et la dégradation au pôle opposé, c'est-à-dire du côté de la classe qui produit son propre produit sous la forme de capital. Comme Marx l'a souligné le premier :

« La propriété privée nous a rendus tellement stupides et unilatéraux qu'un objet est nôtre seulement lorsque nous l'avons, lorsqu'il existe pour nous comme capital, ou lorsque nous le possédons directement, nous le mangeons, le buvons, le portons sur notre corps, en un mot, lorsque nous l'utilisons... Le sens de la possession a ainsi pris la place de tous les sens corporels et spirituels, dont il n'est que la simple aliénation. » (« Propriété privée et communisme »).

Ainsi, avec le déclin de la société bourgeoise, ou la transformation de ses rapports de production en freins de l'activité propre des individus, l'essence de l'individu bourgeois devient la concurrence impitoyable et l'accumulation en antagonisme avec le reste de la société. Pour accaparer la plus grande part, l'individu bourgeois doit priver tous les hommes, y compris lui-même, de tous les sens humains. Il n'est plus le sujet; c'est la valeur qui est le sujet. Il n'est plus respectable qu'en tant que capital personnifié, c'est-à-dire dans la mesure qu'il sert la self-expansion du capital.

La création de nouveaux liens sociaux.

En opposition à la concurrence impitoyablement antagonique de la bourgeoisie, la classe ouvrière exerce toute son ingéniosité à trouver des moyens pour restreindre son activité productive, aux dépens non seulement de la bourgeoisie mais aussi de la classe ouvrière elle-même. Dans plusieurs usines ce qui fatigue les ouvriers

---

valeur le caractère désuet de la petite production, et le manifestent en rejetant la conception artisanale de la qualification ou la substitution d'un travail manuel pénible à des machines de précision. La productivité démoralisée de la nouvelle génération des ouvriers a créé une contradiction qui ne présage rien de bon pour ces petits capitalistes. D'un côté, ils rappellent constamment l'énergie et l'initiative qui les ont fait acquérir leur position actuelle et souhaitent avec ferveur que les ouvriers d'aujourd'hui développent en eux-mêmes des stimulants analogues pour travailler dur et acquérir des qualifications selon la vieille manière. Comme ils disent, « les ouvriers d'aujourd'hui n'ont pas d'ambition ». D'un autre côté, sentant confusément que les nouvelles méthodes de production et la société existante ne stimulent pas cette « ambition », et poussés par la nécessité capitaliste à extraire aux ouvriers toujours davantage de plus-value, ils regardent désespérément vers la panacée d'un état totalitaire qui détruirait les syndicats et obligerait les ouvriers à produire davantage. Dans cette couche on trouve aujourd'hui un nombre important d'individus qui savent que le fouet fasciste ne les épargnera pas. Ils seraient contents de voir les ouvriers établir un nouvel ordre social basé sur la libération des forces productives humaines. Mais, bien qu'ayant la conscience désagréable que la situation actuelle ne saurait durer longtemps, ils restent sceptiques en ce qui concerne la force et la détermination de la classe ouvrière pour révolutionner la société. Pour étouffer dans cette couche sa préférence profondément enracinée pour une productivité basée sur la discipline consciente et l'autodéveloppement, un mouvement fasciste devrait avoir recours à des mensonges et des tromperies énormes, et à la force, à une échelle inconnue jusqu'ici.

n'est pas principalement l'effort physique de leur travail, mais l'attention constante nécessaire pour ne pas donner à la compagnie « le travail normal d'une journée », car l'ouvrier refuse d'être mesuré en termes de la « paye normale d'une journée ». L'essence de l'homme étant d'exercer son activité propre et tous ses sens d'une manière socialement productive, le ralentissement du rythme de la production, la discipline qu'ils s'imposent contre les suggestions visant à améliorer la production, la négligence délibérée des machines sont une source constante de frustration pour les ouvriers eux-mêmes. C'est seulement lorsque la routine de la lutte quotidienne de la classe explose dans une activité violente contre la bourgeoisie (lorsqu'on jette un contremaître par la fenêtre, lors de la lutte des piquets de grève avec la police, etc.), activité qui exige un exercice ouvert de leur énergie créatrice que les ouvriers se sentent eux-mêmes comme des êtres humains. Le résultat en est que le retour du piquet à la lutte de classe latente est encore plus frustrateur que si la grève n'avait jamais eu lieu. Le développement moléculaire de ces offensives et retraites ne peut qu'exploser dans la révolution qui permettra à la classe ouvrière d'employer son activité créatrice non seulement pour briser les anciens rapports de production mais aussi pour établir des nouveaux liens sociaux d'un caractère positif et créateur.

La solidarité de la classe ouvrière dans sa lutte contre la classe capitaliste n'est qu'un des côtés de la notion du travail socialisé, le côté que même les bureaucrates de l'A.F.L. peuvent comprendre. Il n'épuise nullement, il n'approche même pas le concept profond des nouveaux liens sociaux que Marx voyait comme l'essence du socialisme. Marx connaissait bien les communistes vulgaires de son époque et leur conception primitive du nivellement et il a balayé leur position par une réponse qui a été amplement justifiée par le développement des moyens de production.

« L'activité sociale et l'esprit social n'existent nullement sous la seule forme de l'activité communautaire directe et de l'esprit communautaire direct ». Cependant, « l'activité et l'esprit communautaires, c'est-à-dire, l'activité et l'esprit qui sont exprimés et affirmés directement dans la société réelle avec d'autres hommes, se trouvent partout où une telle expression immédiate de la socialité est basée sur le contenu essentiel de l'activité et correspond à sa nature ».

Le contenu essentiel de l'activité productive aujourd'hui est la forme coopérative du processus du travail, l'application technique consciente de la science, la culture méthodique du sol, la transformation des instruments du travail en instruments de travail utilisables seulement en commun, l'économie de tous les moyens de production par leur utilisation comme moyens de production du travail combiné et socialisé, l'enchaînement de tous les peuples au réseau du marché mondial et le caractère international du régime capitaliste.

La bourgeoisie maintient des entraves à cette activité essentiellement sociale en isolant les individus les uns des autres par la concurrence, en séparant les forces intellectuelles de la production et le travail manuel, en opprimant les talents créateurs et organisateurs des larges masses, en divisant le monde en sphères d'influence.

Le conflit entre la société socialiste envahissante et les chaînes bourgeoises qui l'empêchent d'émerger fait partie de l'expérience quotidienne de chaque ouvrier.

L'ouvrier qui aspire à une conception générale de sa production et de ses rapports avec les autres secteurs, qui va partout en parlant avec ses camarades de leur travail, qui exécute avec ostentation leurs mouvements, qui voit dans la capacité des ouvriers allemands la clé pour la reconstruction de l'Europe, comprendra ce qu'entend Marx en parlant d'activité sociale, car c'est précisément cette activité sociale qu'il cherche constamment à mettre à la place de l'isolement, de l'éloignement et du provincialisme des rapports bourgeois.

Les bourgeois, dans leur époque révolutionnaire, ont pu exister comme individus sociaux seulement parce qu'ils ont libéré la capacité productive des forces humaines. Aujourd'hui, à la fois les forces matérielles et les forces humaines peuvent devenir vraiment sociales. La libération de ces forces plus développées aujourd'hui par la révolution prolétarienne fera des ouvriers des individus réellement sociaux qui incarneront davantage la société et représenteront les acquisitions de l'espèce beaucoup plus que ne l'a fait la bourgeoisie même à son printemps.

CHAPITRE IV

EN SOCIETE AVEC LES AUTRES HOMMES

L'ouvrier dans l'usine moderne est constamment déchiré entre son désir humain de coopérer avec ses camarades ouvriers et les relations restreintes avec les autres auxquelles il est relégué en tant qu'ouvrier parcellaire. Le développement d'hommes universels harmonieusement développés dans le processus de production est la clé pour l'instauration de relations humaines entre les hommes. « Que l'homme est aliéné de l'essence de son espèce veut dire qu'un homme est aliéné de l'autre et chaque homme aliéné de l'essence humaine ». (« Travail aliéné »). Réciproquement, ce n'est que lorsque l'homme devient homme universel développé harmonieusement dans le processus de production qu'il peut avoir des relations humaines avec les autres hommes, d'abord à l'intérieur du processus de production et ensuite à l'extérieur de ce processus. C'est là aussi la clé de la stérilité des intellectuels petits-bourgeois et la clé de l'abolition des relations aliénées entre les sexes et les relations antagoniques entre les races.

Les intellectuels et la recherche de l'universalité.

Les intellectuels petits-bourgeois d'aujourd'hui recherchent l'universalité mais d'une manière aliénée parce qu'ils sont eux-mêmes le produit de la division entre le travail manuel et le travail intellectuel, division qui est l'apogée des rapports de classes. Cette division du travail est le point culminant de l'inhumanité des rapports de classe car elle prive les deux pôles de la division d'un aspect essentiel de l'existence humaine, aspect nécessaire pour le développement même de leurs fonctions économiques. A l'aliénation dégradante de l'ouvrier manuel par rapport aux processus intellectuels impliqués dans la production, correspond l'aliénation débilitante de l'ouvrier cérébral par rapport à l'application manuelle de ses idées. L'expression proverbiale de l'armée, selon laquelle chaque officier a besoin d'un groupe de conscrits pour prendre soin de lui, illustre l'impuissance à laquelle même la classe dominante est condamnée par cette division du travail. Correspondant à la répétition monotone de certaines tâches manuelles de l'ouvrier sur la machine et provoquée par celle-ci, apparaît la spécialisation des ouvriers intellectuels dans diverses phases détaillées de la production technique. Ainsi, dans les raffineries de pétrole par exemple, il y a des techniciens spécialisés pour les tourelles de réfrigération, d'autres pour les tourelles de fractionnement, d'autres pour les tuyaux de conduite et d'autres pour les opérations chimiques. Dans le reste de la société, la même fragmentation se développe. A la nurse dont l'existence quotidienne est hantée par le thermomètre et les bassins, correspond le spécialiste des oreilles et du nez qui accomplit cinquante ablations d'amygdales par jour ouvrable. Les instituteurs sont obligés d'agir comme des adjudants ou des policiers avec les élèves récalcitrants, mécontents d'un système d'éducation académique et démodé.

Si les ouvriers sentent leur humanité incomplète et luttent contre celle-ci, les intellectuels et les techniciens sont encore plus inquiets parce que plus enclins à l'introspection, plus isolés les uns des autres et dépourvus des moyens de lutte que la production capitaliste crée pour le travail socialisé. Plus accommodants, moins limités par les besoins immédiats de leur travail, avec une conviction profondément enracinée — et nourrie par leur position sociale — qu'ils devraient être des hommes universels, ils développent des manies, créent des rêves fantastiques concernant un monde nouveau ou s'évadent de la « douce monotonie du travail » en s'approchant de la terre.

Avec le déclin de la société et l'incapacité des individus de la classe dominante d'exprimer désormais l'essence sociale de l'humanité, les moralistes petits-bourgeois, terrifiés par la barbarie et la décadence, commencent à se perdre dans la jungle philosophique où s'opposent l'individu comme représentatif de l'individualité à la société comme représentative de la totalité. Comme Marx l'a remarqué en critiquant l'idéalisme des Vrais Socialistes, « la société est vue en abstraction des individus, est rendue indépendante, elle retombe dans la sauvagerie d'elle-même — et l'individu ne souffre que par les effets de cette chute » (« L'Idéologie allemande »). Voilà comment pensent les existentialistes aujourd'hui. Ils voudraient délivrer l'individu de la société. (« L'Enfer, c'est les autres », Sartre.)

La clé : l'activité des ouvriers.

Par contre, Marx, l'attention toujours fixée au développement de l'activité sociale et des objets sociaux dans le processus de production, avait prévenu : « Nous devons spécialement éviter de rétablir la société comme une abstraction opposée à l'individu. L'indi-

vidu est l'essence du social. Son expression de la vie, bien qu'elle peut ne pas apparaître dans la forme directe d'une vie de type communal menée en commun avec d'autres, est par conséquent une expression et une affirmation de la vie sociale. La vie individuelle et la vie d'espèce de l'homme ne sont pas distinctes. » (« Propriété privée et communisme »).

La raison philosophique fondamentale de l'incapacité des intellectuels petits-bourgeois à développer le concept de l'individu social est leur limitation dans le matérialisme vulgaire et l'idéalisme non critique de la société bourgeoise décadente. C'est là la réflexion dans la pensée de la division de la société de classe entre le travail manuel et le travail intellectuel. Dans son âge révolutionnaire, les idéologues de la bourgeoisie ont pu voir que le fondement de la société était l'activité productive des hommes individuels (Adam Smith : le travail est la source de toute richesse). Ainsi la conception fondamentale de classe de la division du travail entre les activités parasitaires et les activités productives a été pour une brève période subordonnée au puissant développement de l'industrie. Mais, avec la différenciation croissante de classe de la société bourgeoise, l'activité productive devient un symbole de dégradation. L'industrie n'est pas « vue en rapport avec l'essence de l'homme », mais « seulement en termes de relations extérieures d'utilité ». Bien que les produits de l'industrie sont en réalité « les capacités essentielles objectivées de l'homme », ils sont regardés seulement comme « des objets utiles pour l'industrie matérielle ordinaire ». Parallèlement, la vraie universalité de l'homme est cherchée non pas dans le processus productif, mais seulement dans les activités intellectuelles comme l'art, la science, la religion, etc. Plus l'activité productive de l'ouvrier se dégrade, plus l'intellectuel considère comme certaine la « saleté » du travail et cherche son salut dans le domaine d'idées et de programmes aussi éloignés que possible du processus de production. La petite bourgeoisie cherche aujourd'hui à bâtir sa communauté philosophique propre, dans laquelle les idées dominent, et où ce qui est important n'est pas ce que les hommes pensent, mais le fait qu'ils pensent. Une telle conclusion platonique découle inévitablement de l'incapacité de voir dans la misère des ouvriers autre chose que de la misère.

Marx n'a jamais détourné ses yeux de l'activité des ouvriers dans la production, parce qu'il n'a jamais oublié la révolution qui transformera le travail en activité humaine. Réciproquement c'est parce qu'il pensait toujours à la révolution qu'il s'est préoccupé toujours principalement de la vie réelle des ouvriers (1). Il insistait sur ce fait : « Si vous commencez par la production, vous vous occupez nécessairement des conditions réelles de production et de l'activité productive de l'homme. Mais si vous commencez avec la consommation, vous déclarerez simplement que la consommation n'est pas actuellement « humaine », qu'il est nécessaire de cultiver la vraie consommation et ainsi de suite. Contents de cela, vous pourrez vous permettre d'ignorer les conditions réelles de vie et l'activité de l'homme. » (« L'Idéologie Allemande »).

---

(1) Voir « Enquête ouvrière » de Karl Marx, dans laquelle cent une questions sont posées aux ouvriers eux-mêmes, concernant tous les problèmes : des cabinets, du savon, du vin, des grèves, des syndicats, aux « conditions de vie générales, physiques, morales et intellectuelles des ouvriers et des ouvrières dans votre profession. » (Réimprimé dans « New International », décembre 1938.)

Les économistes petits-bourgeois, variété New Deal, en cherchant d'alléger les maux de la société bourgeoise, suivent exactement ce modèle. Ils pensent toujours en termes de sous-consommation ou de consommation inhumaine de la société. L'agitation autour de l'énergie atomique, par exemple, se fait toujours en termes de son usage inhumain et non en termes des capacités humaines objectivées qu'elle représente et peut développer. Lorsqu'une crise menace, la seule solution que les économistes peuvent trouver c'est d'accroître le pouvoir d'achat des ouvriers. Lorsque l'automatisation d'une production est recommandée, on tire le signal d'alarme en rappelant qu'elle privera les gens de leur travail et restreindra ainsi le marché. Voici l'indifférence petite-bourgeoise typique vis-à-vis de la vie productive de l'ouvrier et par conséquent de l'activité essentielle de l'homme.

Il n'en est pas ainsi seulement aujourd'hui. Il ne pourra pas en être autrement aussi longtemps que la dégradation de l'activité de l'ouvrier est le moyen par lequel la production s'étend, c'est-à-dire aussi longtemps que le prolétariat restera prolétariat. Toute la réflexion concentrée des économistes et des réformistes sur l'accroissement de la consommation n'est qu'un reflet de cette indifférence fondamentale vis-à-vis de l'activité des producteurs, indifférence inhérente à la société bourgeoise. Les problèmes de la consommation ne seront jamais résolus avant que la libération des capacités humaines des producteurs ne résolve les problèmes de production. Voici pourquoi la révolution prolétarienne qui libérera ces capacités apportera un changement social aussi profond. En libérant les forces productives des producteurs eux-mêmes, elle libérera aussi la société de la préoccupation qui tourne autour des produits finaux et de l'accumulation et la distribution de ces produits finaux. La pensée de l'homme pourra alors se tourner vers le développement de l'humanité de l'homme dans le processus de production lui-même.

L'émancipation des femmes.

Le développement de l'humanité de l'homme dans le processus de production est la seule base pour instaurer une relation humaine entre les hommes et les femmes. Sous les conditions de la société de classe, les relations de l'homme et de la femme se développent tout d'abord comme relations sexuelles et non comme relations entre êtres humains. « Parce que l'homme est aliéné dans le processus de production, il se sent davantage chez soi dans ses fonctions animales : boire, manger, procréer, cependant qu'il se sent davantage comme un animal dans ses fonctions humaines. » (« Travail aliéné. »)

Plus l'homme se sent aliéné de son humanité dans la production, plus il est poussé à essayer de chercher son humanité, c'est-à-dire, de se réaliser en tant qu'homme, dans la consommation, et en particulier dans le rapport sexuel. Ceci est vrai pour le genre homme, c'est-à-dire à la fois pour les hommes et pour les femmes. Plus les femmes sont arrachées par le capitalisme à la division du travail entre les sexes dans la sphère domestique et attirées dans le travail aliéné de la production à l'usine, plus aussi elles se sentent chez soi non dans leur activité productive mais dans leurs rapports sexuels avec l'homme. Pour les deux, hommes et femmes, le rapport sexuel est ce que Marx a appelé un rapport animal parce qu'il est abstrait

« du reste du domaine de l'activité humaine » (ibid.). Plus grande est l'aliénation dans la production, plus grande la nécessité d'intensifier et de glorifier les rapports sexuels par le romantisme, etc. Aux Etats-Unis, cette glorification a atteint son expression la plus pure parce qu'aux Etats-Unis, où il n'y a pas de survivances féodales et la production industrielle est très avancée, le rapport entre les hommes et les femmes est un produit de l'activité aliénée des deux dans le processus de production. Dans ce cadre, l'égalité des sexes est l'égalité des hommes aliénés et des femmes aliénées.

Dans le cadre de la société de classe, par conséquent, l'émancipation des femmes est leur émancipation en tant que femmes et non en tant qu'êtres humains. Afin que le rapport sexuel puisse devenir un rapport humain, c'est-à-dire, afin que le manger, le boire et le procréer qui sont aussi des fonctions humaines, puissent devenir des rapports humains, il est nécessaire que le genre homme soit émancipé du travail aliéné.

Ceci ne signifie pas que nous nions l'importance de la lutte des femmes en tant que femmes pour leur émancipation. Les ouvriers doivent s'affirmer en tant que classe pour être reconnus comme êtres humains et pour reconnaître leur propre force comme êtres humains. Leur lutte de classe « est la forme nécessaire et le principe énergétique de l'avenir immédiat, mais n'est pas en tant que telle le but du développement humain et la forme de la société humaine » (« Propriété privée et communisme »). D'une manière analogue, pour que les femmes n'aient plus besoin de s'affirmer en tant que femmes pour être reconnues, il est nécessaire que le genre homme ne soit pas poussé à chercher dans le sexe opposé ce que Marx a appelé ses « besoins communs » plutôt que ses « besoins humains ».

Une révolution dans les rapports entre homme et femme exige une révolution dans le mode de production suivant le développement de la richesse des capacités humaines contenus dans l'industrie et donc aussi dans l'homme. « Le rapport restreint des hommes à la nature détermine aussi leur rapport restreint entre eux ». (« L'Idéologie Allemande »). Aujourd'hui, la base pour dépasser cette relation restreinte des hommes à la nature se trouve dans l'appropriation des forces productives par l'homme. Ainsi un nouveau fondement économique peut être établi pour créer un rapport entre les sexes qui soit humain et non restreint. Dans aucune autre sphère des relations humaines les nouveaux liens sociaux ne seront plus évidents. Pour la première fois, aussi bien l'homme que la femme seront émancipés de la préoccupation avec le rapport sexuel, que celui-ci ait la forme biologique ou romantique.

Le rapport humain entre les races.

Les antagonismes entre les races trouveront aussi leur solution finale seulement par le développement de l'homme universel totalement développé dans le processus de production. Le nègre est obligé, par l'oppression de sa race dans la société existante, c'est-à-dire capitaliste, de lutter en tant que nègre. Cette révolte nationaliste ébranle constamment la stabilité de la société existante et est ainsi un des facteurs les plus importants qui contribuent à la victoire de la révolution socialiste.

C'est cependant dans la communauté sociale créée dans le feu de la lutte de classe, c'est-à-dire dans les grèves qui ont abouti à la création du C.I.O., que les rapports entre les ouvriers blancs et nègres sont les rapports entre hommes révolutionnaires, c'est-à-dire hommes qui se sentent liés par une cause sociale et ainsi se reconnaissent instinctivement les uns les autres comme hommes universels, individus sociaux. Le modèle qui a été créé par cette self-mobilisation est le modèle qui sera établi dans le processus de production lui-même par la révolution sociale. Un mode de production complètement nouveau sera instauré qui développera les hommes des deux races en tant qu'hommes universels totalement développés qui peuvent avoir entre eux des rapports humains plutôt que des rapports de race.

Aussi longtemps que chaque homme a une sphère exclusive d'activité qui lui est imposée, et dont il ne peut s'échapper, il est obligé d'avoir des rapports aliénés avec les autres hommes, et en particulier avec ceux-là parmi les autres par rapport auxquels une distinction facile peut être faite à partir de caractéristiques superficielles. L'inhumanité de l'homme pour l'autre homme est le résultat de l'inhumanité de chaque homme dans ses fonctions spécifiquement humaines, c'est-à-dire productives. La frustration croissante de l'homme dans la production le pousse vers une aliénation croissante par rapport à ses camarades hommes en dehors du processus de production. Ce n'est que par le développement d'hommes universels que ce processus pourra être renversé. L'autre solution est un état policier maintenant par la force en société les hommes aliénés les uns des autres.

Ainsi, tous les problèmes des rapports sociaux dans la crise de la société contemporaine, l'aliénation des ouvriers manuels et intellectuels, la famille, l'Etat, les conflits raciaux, tous ces problèmes nous ramènent à cette question essentielle : comment libérer l'humanité de l'homme dans le processus de production. C'est en fixant son attention sur le processus de production que Marx a été capable de développer une vraie philosophie sociale dans laquelle tous les hommes, des deux sexes, de toutes les races et de toutes les professions ont été considérés comme des êtres humains universels. Il a appelé cette philosophie « naturalisme humaniste » ou « humanisme naturaliste ». La civilisation n'a jamais connu et n'aurait jamais pu connaître une philosophie plus humaine, car la civilisation n'a jamais connu une situation dans laquelle l'existence développée de l'industrie et de la psychologie humaine aient pu être ce que Marx a appelé « le livre ouvert des capacités humaines ». La bourgeoisie est obligée de tenir ce livre fermé. La révolution prolétarienne l'ouvrira par la force et libérera tous ceux qui sont emprisonnés dans l'aliénation et la fragmentation de la société bourgeoise.

CHAPITRE V

LA CRISE DES CAPITALISTES

Aucune classe dominante n'a pu se maintenir longtemps au pouvoir lorsque les masses ont commencé à la mépriser quant à ses capacités économiques. Les ouvriers ont perdu actuellement tout respect

pour les bourgeois en tant qu'administrateurs techniques. Ils ne haïssent pas les bourgeois autant qu'ils les méprisent. Partout, les ouvriers disent : « De la manière dont ça va, la supervision ne donne aucun résultat ». La guerre a porté ce mépris à son maximum, lorsque les ouvriers ont vu que, malgré la propagande sur « les gars qui sont au front », ils n'avaient souvent rien à l'usine, parce que les profits étaient garantis au-delà des coûts (1). Les ouvriers reconnaissent que la seule chose qui maintient l'autorité de la bourgeoisie c'est son droit d'embaucher et de débaucher et, dans toutes les grèves de l'après-guerre, ils ont lancé un défi à cette prérogative tant appréciée.

Sachant que sa logique économique l'a conduit devant cette impasse, et terrifiée par la révolte des ouvriers contre la production, la bourgeoisie cherche aujourd'hui à résoudre sa crise en apprenant aux patrons qu'ils doivent être des administrateurs sociaux plutôt que des administrateurs techniques. Ecoutons Elton Mayo :

« Ce n'est pas une élite administrative capable qui nous manque, mais l'élite des divers pays civilisés n'a actuellement qu'une connaissance insuffisante des faits biologiques et sociaux importants pour l'organisation et le contrôle de la société. »

« Si, dans tous les postes décisifs de l'activité sociale nous avions des personnes intelligentes capables d'analyser l'attitude des individus ou des groupes du point de vue : 1° des malentendus logiques qui s'y rencontrent ; 2° de l'illogisme des codes sociaux en action, et 3° de l'exaspération irrationnelle qui est le symptome du conflit et de l'effort bafoué, — si nous avions une élite capable de mener cette analyse, la plupart de nos difficultés diminueraient jusqu'à disparaître. »

Cet idéalisme, s'il prenait une forme politique organisée, ne serait rien d'autre que du fascisme. La grande bourgeoisie allemande a créé l'hitlérisme précisément dans cet esprit.

L'idée que les masses doivent être dirigées est un élément organique de la société bourgeoise. Si l'administration technique ne les maintient pas tranquilles, on doit introduire une administration sociale. Si l'administration sociale par le capitalisme privé ne réussit pas à obtenir la collaboration des ouvriers, il faut organiser l'administration sociale des masses par l'Etat. La bourgeoisie peut essayer toutes les solutions face au mécontentement des ouvriers, excepté celle qui pourrait arriver jusqu'aux racines de ce mécontentement, c'est-à-dire l'appropriation par les ouvriers de toutes les connaissances, les sciences et le contrôle qui sont incorporés dans l'industrie.

Le recours à la psychiatrie de masse.

La bourgeoisie ne peut pas laisser les ouvriers s'approprier la nature humaine de l'industrie. Elle doit par conséquent construire une théorie selon laquelle la maladie psychologique des ouvriers constitue leur véritable nature humaine. Que l'on compare à cette théorie la conception de Marx selon laquelle la psychologie humaine est « le livre grand ouvert des capacités humaines » ! L'abîme qui sépare la

(1) C'est-à-dire les contrats avec le Gouvernement garantissant aux entreprises la couverture de leurs frais, plus un certain profit, les capitalistes ne s'empressaient pas toujours à produire pour le front. (N. d. tr.)

conception psychologique de l'homme comme être malade et celle qui voit dans l'homme un être qui tend vers une humanité complète n'est pas seulement théorique; il résulte nécessairement des relations de classe. Parce que les ouvriers ne peuvent plus s'adapter à la société existante, c'est-à-dire à la société capitaliste, la pensée bourgeoise ne peut que croire que la faute est du côté des ouvriers et non du côté de la société telle qu'elle existe.

Incapable d'ouvrir le livre des capacités humaines, la bourgeoisie cherche à consoler les ouvriers par les offices d'un agent intermédiaire. Le fondement de classe de cet agent intermédiaire a été analysé par Marx il y a cent ans :

« Toute l'aliénation de l'homme par rapport à lui-même et à la nature apparaît dans le rapport par lequel il se soumet et il soumet la nature à un autre homme différencié de lui-même. Ainsi l'aliénation religieuse apparaît nécessairement sous la forme du rapport entre le laïque et le prêtre, ou également, puisque le problème concerne dans ce cas le monde intellectuel, entre le laïque et un médiateur. Dans le monde pratique actuel, l'aliénation ne peut apparaître que dans les rapports pratiques avec les autres hommes » (« Travail aliéné »).

La bourgeoisie pense qu'en écoutant avec sympathie les plaintes personnelles des ouvriers, elle pourra rendre au travail sa dignité et leur personnalité aux ouvriers. Ceci n'est rien d'autre que le confessionnal transposé dans le service du personnel, le curé dans l'usine. C'est la version moderne du confessionnal clérical. Commençant par l'attitude vis-à-vis des ouvriers dans l'usine, cette tendance pénètre toutes les sphères de la société et en particulier de la société américaine, comme il est visible dans les films d'après-guerre.

L'Eglise catholique s'est développée comme médiateur entre l'homme et Dieu, ce Dieu qui suivant le dogme chrétien n'était que la nature humaine de l'homme (le Christ). De la même manière aujourd'hui, on doit développer une élite de psychanalystes pour qu'elle soit le médiateur entre les ouvriers et leur propre nature humaine incorporée dans l'industrie. Cette élite deviendra la nature cléricale de l'homme.

Mais, à l'opposé des prêtres de l'Eglise catholique, les médiateurs actuels entre les ouvriers et la nature humaine de ceux-ci doivent exercer un contrôle total sur les ouvriers précisément à cause de la tendance des ouvriers vers la totalité et l'universalité. Si le contrôle total du processus de production n'est pas exercé par les ouvriers, les médiateurs devront exercer un contrôle total de tous les aspects de la vie des ouvriers. Si les forces productives sociales des ouvriers ne sont pas enrichies, on devra organiser complètement la connaissance de la physiologie, de la psychologie et de la sociologie de la classe ouvrière et la mettre à la disposition des administrateurs. La solution que Mayo propose ne peut provenir que du mépris de la classe ouvrière, mépris si organiquemennt enraciné chez la bourgeoisie et ses champions intellectuels. Mais, précisément pour cette raison, ce mépris ne doit pas être traité légèrement. Devant l'éventualité de la défaite, il peut se fransformer très facilement en panique et en mesures contrerévolutionnaires de désespoir. Un an après la défaite de Hitler en Europe, le livre de Mayo, qui avait été écrit en 1933, a été réimprimé par l'Université de Harvard. C'est là un avertissement non seulement aux ouvriers mais aussi à la petite bourgeoisie, qui continue à se plonger dans la psychiatrie individuelle, au moment où la grande bourgeoisie prépare les bases pour une psychiatrie de masse.

Les conseillers de la bourgeoisie offrent aujourd'hui la même solution à l'antagonisme de classe qu'Hegel offrait en son temps à l'état prussien. Ce qu'ils demandent, ce sont des hommes plus sages, des meilleurs administrateurs, des hommes conscients « des nouvelles réalités psychologiques de 1947 ». De même que Hegel, constatant l'opposition extrême des classes, demandait une classe universelle adaptée aux tâches de médiation (« Philosophie du droit »), de même les conseillers de la bourgeoisie aujourd'hui cherchent à investir la connaissance universelle dans l'élite administrative. En 1819, le point de départ de Hegel était l'idéalisme commun aux intellectuels et leur peur des masses. Son point d'arrivée était le concept de l'état totalitaire. Il n'y avait pas d'autre solution. Toute tentative de faire de la masse un objet plutôt qu'un sujet, toute tentative de lui enlever l'initiative à une époque où son besoin objectif et subjectif est d'assumer toutes les initiatives ne peut se terminer que par la destruction de cette initiative. L'Allemagne fasciste nous a donné la preuve vivante qu'aussitôt que cela est fait, la barbarie s'empare immédiatement du reste de la nation.

Mais si c'est là la perspective actuelle en l'absence de révolution, c'est aussi un guide pour le développement complet de l'homme que doit introduire la révolution prolétarienne. La seule lutte effective contre le fascisme est la lutte révolutionnaire pour la réalisation de l'homme universel. La révolution luthérienne a aboli le prêtre comme médiateur et a permis à l'homme de devenir son propre interprète de la nature humaine de Dieu. La révolution prolétarienne doit abolir toutes les barrières qui existent entre les ouvriers et la richesse objectivement développée de leur nature humaine.

CHAPITRE VI

LA CRITIQUE OUVRIERE DE LA POLITIQUE

Le développement du fascisme et l'impuissance de la démocratie politique comme arme contre celle-ci, ont enlevé aux petits bourgeois l'illusion que les arguments et les idées sont les locomotives de l'histoire. Mais la crise de la petite bourgeoisie est la crise de la politique, et ici comme toujours l'attitude instinctive de la classe ouvrière doit être notre guide. L'ouvrier américain moderne est souverainement indifférent vis-à-vis de la politique. Trois cent soixante-cinq jours par an, il se fiche si ce sont les démocrates ou les républicains qui sont au pouvoir. Et le trois cent soixante-sixième jour il s'y intéresse seulement si c'est une année d'élection présidentielle. Ce manque d'intérêt politique a sa racine dans le développement historique des Etats-Unis. L'expérience des ouvriers leur a montré que, démocrates ou républicains, quelles que soient les différences ou les similitudes de leur programme, les candidats élus agissent selon les besoins de l'économie capitaliste américaine.

Parce que les différents partis politiques agissaient d'une manière si peu différente pour ce qui est du développement réel de l'économie américaine, la politique a été essentiellement une concurrence entre groupes de capitalistes, organisés en appareils électoraux, pour obtenir des tranches plus grandes du gâteau américain. Le gâteau était énorme, c'est pourquoi on a rarement reproché aux politiciens de se couper de larges tranches. En particulier, dans les villes où dominaient les appareils électoraux pendant l'afflux d'immigrants d'Europe, une ingénuité parfaite réglait les rapports entre ces appareils et les votants. La politique consistait en un échange de voix contre des faveurs très réelles — même si elles ne coûtaient rien — qui pouvaient aider l'ouvrier qui venait d'arriver de l'étranger face aux multiples problèmes que créait pour lui son nouveau milieu. Cependant, avec l'assimilation des immigrants et le déclin des appareils électoraux, la machinerie politique a été dévoilée dans toute sa nudité. Le résultat c'est que les ouvriers américains commencent à faire leur propre critique profonde de la politique bourgeoise en tant que fraude et tromperie qui ne peut en rien changer leur vie réelle.

La communauté politique illusoire.

En cela, les ouvriers américains expriment avec un instinct infaillible la même vérité à laquelle Marx est arrivé par son étude profonde de la Révolution française. La politique, disait Marx, est profondément et essentiellement quelque chose de bourgeois. Sa base est la domination d'une classe sur une autre et sa consolation est qu'elle procure à l'individu qui est réellement aliéné dans sa vie matérielle l'illusion qu'il participe à la communauté sociale. Dans leur tendance vers l'émancipation complète, les hommes traversent l'étape de l'émancipation politique parce qu'elle représente un pas progressif par rapport à la domination des hommes par la religion. La religion donne aux hommes l'illusion de la démocratie dans le royaume des cieux. La démocratie politique approche au moins ce royaume plus près de la terre.

Mais « l'émancipation politique est la réduction de l'homme d'un côté, à un membre de la société bourgeoise, à l'individu égoïste et indépendant, d'un autre côté, au citoyen, à la personne morale ». Plus l'homme, en tant qu'ouvrier, est aliéné de son humanité véritable dans le processus de production, plus doit être grande l'illusion qu'il est un individu social dans ses rapports politiques en tant que citoyen. D'où la nécessité d'un état fasciste. Mais « l'émancipation humaine ne s'achèvera pas avant que l'homme réel individuel ne s'identifie avec le citoyen et ne devienne un être générique dans sa vie empirique, dans son travail individuel, dans ses rapports individuels, avant que l'homme ne reconnaisse et n'organise ses propres capacités comme des capacités sociales, avant donc que la force de la société ne soit plus divisée par le pouvoir politique ».

Voilà ce que Marx concevait comme le socialisme — l'appropriation réelle par les ouvriers de leurs capacités humaines dans leur vie productive matérielle. La politique et l'état dépériront parce qu'il ne sera plus nécessaire de maintenir la communauté politique illusoire.

L'analyse de la politique par Marx s'applique non seulement à la politique bourgeoise, mais aussi à toutes les tentatives de substituer

la communauté politique à la communauté réelle des hommes émancipés dans le processus du travail. Ainsi, ce qui domine la vie des Etats-Unis actuellement n'est pas le parlement beourgeois à Washington, qui commence à apparaître comme peu différent d'une commission d'enquête, mais ce qui a été justement appelé les « parlements économiques », les directions et les congrès des syndicats. Ce sont les syndicats qui forment aujourd'hui la communauté politique pour des millions d'ouvriers et auxquels on doit par conséquent appliquer la critique marxiste de la politique bourgeoise.

L'organisation industrielle des travailleurs.

L'ouvrier américain d'aujourd'hui a transféré son cynisme vis-à-vis de la politique bourgeoise à la politique des syndicats. Dans les salles et les réunions des syndicats, il voit divers noyaux qui rivalisent pour le pouvoir et pour la direction du syndicat. En créant le mouvement syndical industriel, les ouvriers sentaient qu'ils créaient un instrument pour leur émancipation sociale. Cependant, maintenant, le syndicat n'apparaît que comme une arène pour divers groupes politiques qui s'opposent les uns aux autres. L'ouvrier se demande avec perplexité pourquoi les leaders ouvriers qu'il a créés se comportent de la sorte. La réponse à cette question doit être recherchée dans le développement actuel du mode capitaliste de production. Nous pourrons ainsi expliquer la bureaucratie ouvrière non seulement aux ouvriers, mais aussi à elle-même.

Un syndicat ouvrier comme les « Ouvriers unis de l'acier » (United Steel Workers) embrasse presqu'un million d'ouvriers et comprend non seulement les fonderies d'acier, mais les mines de fer de Mesabi, les laminoirs d'aluminium d'Alcoa, à Tenessee, les usines de locomotives de Shenectady et les fabriques de boîtes de conserves de San Francisco. La structure d'un tel syndicat est celle d'un gouvernement industriel avec ses sections et ses divisions, qui sont non seulement parallèles à celles des monopoles de l'acier mais rivalisent même avec les services du gouvernement fédéral. Il y a un service juridique, un service de recherches et de mécanique, un service des contrats, un service de comptabilité et un service législatif. La machine syndicale correspond, service pour service, entreprise pour entreprise, compagnie pour compagnie, ville pour ville et état pour état à la machine de la bourgeoisie.

Les opérations totales d'un tel syndicat sont le moyen par lequel est maintenue l'unité et la continuité de la production des diverses unités indutrielles, de l'extraction du minerai jusqu'à la construction de pelles mécaniques. Les « United Steel Workers Union » ont été avec raison appelés « U.S.A. ». La petite bourgeoisie proteste contre le contrôle que de tels syndicats gigantesques ont sur le pays. La grande bourgeoisie sait que sans ces syndicats, il lui serait impossible de faire marcher la production au delà de quelques jours. La société moderne a atteint le point où ce qui est décisif n'est pas l'intégration de la richesse financière ou des directions, mais l'intégration de la production. Pour la réalisation de ce but, les syndicats ou une autre forme d'organisation du travail sont absolument essentiels.

Le contrat syndical, qui est la constitution de ce gouvernement industriel, est le modus operandi du processus réel de production. Il contient l'analyse, le détail et la codification du processus réel de

travail des millions d'ouvriers qui se trouvent dans ces industries. Le trait le plus important des contrats syndicaux ne sont pas les taux de salaire, ni même les heures de travail, mais les règles et les normes infinies concernant les classifications du travail, les conditions de travail, les temps par pièce, etc.

Ces classifications, ces réglementations sont les classifications et les réglementations de l'activité aliénée et parcellaire des ouvriers. Ils sont le pendant moderne des restrictions corporatives de la société féodale. Mais, tandis que les restrictions corporatives étaient une barrière à la division du travail, barrière nécessaire pour masquer les mystères de la production, la codification actuelle du travail aliéné est une barrière contre la réintégration et la synthèse qui sont nécessaires pour révolutionner le processus de la production. Les potentialités révolutionnaires inhérentes aux forces productives, matérielles et humaines, sont arrivées au point où la codification du processus du travail aliéné est une restriction imposée aux nécessités économiques et à l'élan réel des ouvriers vers l'intégration et l'universalité.

Le contrat syndical gouverne la vie de l'ouvrier du matin au soir, pendant chaque minute des heures qu'il passe au travail. Le concept petit bourgeois du « contrat social » était le mythe d'individus isolés dont chacun ne comptait que comme une unité dans la communauté politique. Le contrat syndical est la réalité actuelle de l'individu parcellaire dans le processus du travail. Les ouvriers défendent le contrat syndical comme une arme contre la bourgeoisie, étant donnés les rapports de production actuels. Ne pas défendre le contrat amènerait une intensification de leur exploitation, parce que cela donnerait la possibilité à la bourgeoisie de les obliger à accroître leur travail aliéné. De plus, et encore plus important, c'est le fait que les ouvriers ont gagné ces contrats par la guerre de classe et voient dans ceux-ci un symbole des victoires qu'il ont remportées sur la bourgeoisie. En même temps, les ouvriers sentent instinctivement que ces classifications ne font que codifier leur aliénation. Les ouvriers luttent férocement pour des meilleurs contrats, ils exigent que les chefs ouvriers obtiennent pour eux des meilleurs contrats. Mais, lorsque le contrat est obtenu, les ouvriers sentent immédiatement qu'il représente de nouvelles chaînes pour eux et une responsabilité plus grande pour ce qui est de la continuité de la production. Ainsi, ils ironisent sur le contrat et se consolent en se disant que leur lutte leur a au moins apporté une augmentation de salaire. Ceci démontre que les réformes et les meilleurs contrats laissent intact le cadre du travail aliéné et ne diminuent que la quantité de celui-ci.

Le dilemme de la direction ouvrière.

Le chef ouvrier d'aujourd'hui n'a pas des privilèges spéciaux ou des qualifications particulières à protéger, comme les ouvriers organisés des vieux syndicats corporatifs. Le plus souvent, il est récemment sorti de la production et, en salaire réel et en niveau de vie, il ne dépasse pas les ouvriers qu'il représente. Ce qui corrompt la direction ouvrière est son rôle dans le processus de production lui-même. La direction ouvrière est l'administrateur du contrat syndical.

Parce que la bureaucratie ouvrière représente la division du travail dans le mode capitaliste de production, sa « représentation de

la base » devient nécessairement une administration de la base. La bureaucratie ouvrière est l'agent des ouvriers, mais elle est l'agent des ouvriers aliénés, des ouvriers semi-qualifiés. Elle n'est pas, comme la vieille social-démocratie un agent des capitalistes; elle est un représentant du mode capitaliste de production. Le bureaucrate ouvrier s'assied à la même table avec le capitaliste et élabore avec celui-ci des « temps » et des classifications, non pas parce qu'il collabore avec les capitalistes en tant qu'individu, mais parce que tous les deux représentent le mode capitaliste de production. Voilà pourquoi il n'y a pratiquement pas de différence entre les études des « temps » faites par le syndicat, la compagnie et le Bureau des Relations Ouvrières du gouvernement. Voilà pourquoi aussi, tous les hommes des syndicats ont de temps à autre peur de renvoyer un ouvrier exaspéré à sa machine sur la base de ces « temps ».

Les grèves sauvages apparues en Amérique depuis le milieu de la guerre, sont une expression de l'hostilité de groupes d'ouvriers dans des départements isolés contre le caractère aliéné de leur travail. Une fois commencées, ces grèves donnent à d'autres ouvriers dans d'autres départements le signal de la révolte contre l'aliénation générale. Des paroles un peu fortes d'un contremaître, les grandes chaleurs, une nouvelle division du travail, n'importe quelle de ces causes peut amener une grève sauvage qui explose au milieu de la production socialisée, entre les différentes unités productives si profondément liées les unes aux autres. C'est précisément pour cette raison que la bureaucratie ouvrière est tellement hostile aux grèves sauvages. La bureaucratie ouvrière représente l'unification et la stabilisation du travail aliéné. D'un autre côté, les grèves sauvages représentent la révolte contre le travail aliéné. La bureaucratie syndicale garantit l'« attitude responsable » du syndicat en échange de la sécurité du syndicat, mais elle ne peut pas exécuter ses engagements, car l'« attitude responsable » dépend de la base et la base ne considère pas du tout que sa mission est la stabilisation du statu quo dans la production. La bureaucratie préfère aux grèves sauvages des grèves nationales bien organisées. La production est paralysée ainsi dans son ensemble, il n'y a pas d'interruption des connections productives et, comme tout le monde reste chez soi, il n'y a pas besoin de piquets de grève massifs qui peuvent amener un conflit avec les forces de l'état.

Mais les syndicats ne sont pas seulement une cristallisation du mode existant de production. Ils sont aussi le fruit de l'unité des ouvriers qui va en se développant, unité qui se développe en même temps que la forme coopérative du processus du travail et explose dans les grèves organisées par le syndicat en opposition à la bourgeoisie. Dans ce sens, ils sont des écoles de communisme pour les ouvriers et ont un caractère intrinsèque politique, qu'ils aient ou non une expression politique dans l'arène parlementaire. C'est cet aspect du mouvement syndical, le fait qu'il contient la menace d'un mouvement politique de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, que les capitalistes craignent le plus et qu'ils cherchent toujours à miner. De même, c'est cet aspect des syndicats que les ouvriers sont le plus prêts à défendre contre toutes les tentatives de l'état bourgeois visant à détruire leur puissance organisée.

De la même manière, la bureaucratie ouvrière ne représente pas seulement le mode bourgeois de production, mais aussi la direction militante que le mouvement de masse a mis en avant. Dans ce sens,

la direction ouvrière représente le mouvement social des masses contre leur travail aliéné, leur unité créatrice en action et leur besoin de s'approprier les instruments de la production d'une manière totale, laquelle, comme nous l'avons montré, est le seule compatible avec un mode complètement nouveau de production.

La direction syndicale a ainsi un double caractère. Elle est l'administrateur du mode capitaliste de production, mais elle maintient son emprise sur les masses seulement par les gains sociaux, économiques et politiques qu'elle représente pour les masses comme résultat de luttes passées et comme promesse pour l'avenir.

Les empereurs romains ne pouvaient pas développer un mode de production qui donnerait du travail à leur prolétariat qui avait connu le travail libre. Ils ont dû, par conséquent, lui donner du pain et des spectacles et un empire politique dans lequel ils pouvaient être les maîtres. Dans le monde moderne, le New Deal a créé un certain respect pour les travaux publics. La bureaucratie syndicale tâche d'éviter ce piège. Mais elle ne peut pas satisfaire l'élan beaucoup plus profond du prolétariat moderne vers un mode de production dans lequel il puisse librement exercer ses forces naturelles et acquises. Ils doivent par conséquent tenter, par toutes sortes de programmes sociaux : les programmes de santé publique, d'éducation et de récréation mis en avant par l'ILGWU, les programmes politiques du CIO-PAC, le programme de Reuther pour des « augmentations de salaire sans augmentations des prix », les caisses sociales de Lewis, de justifier leur existence comme direction des ouvriers. La direction ouvrière peut s'attaquer à tous les aspects secondaires de la misère du prolétariat, elle peut chercher à satisfaire tous les besoins matériels, mais le besoin humain fondamental du prolétariat de s'approprier les forces productives de la société dans le processus du travail lui-même, ce besoin la direction ouvrière ne peut pas l'envisager aussi longtemps qu'elle fonctionne comme une partie intégrante de la machine syndicale bâtie sur le mode existant de production.

Nous avons parlé plus haut de la conception erronée, produit de la société de classe selon laquelle l'universalité réelle de l'homme ne peut pas être trouvée dans le processus du travail mais dans des buts qui sont en dehors de celui-ci, dans la religion, l'art, la politique, la littérature, etc.

L'idéologie selon laquelle l'activité productive est simplement un moyen pour l'existence et non la première nécessite de l'existence humaine est inhérente au travail salarié sur lequel se base la production capitaliste. L'activité productive, en d'autres termes, est considérée dans la société bourgeoise comme du travail, un moyen pour la satisfaction des besoins et non pas un besoin humain. La diminution de la journée du travail, une prémisse fondamentale des nouveaux rapports socialistes de production, a été considérée comme un moyen par lequel l'ouvrier pourrait avoir plus de temps pour lui-même en dehors de la production, plutôt que comme un moyen par lequel ses heures productives pourraient devenir plus humaines. Cependant, l'activité productive est la caractéristique distinctive du genre humain et la libération de cette activité productive par le développement de l'individu total dans le processus de production c'est l'objectif de la révolution socialiste.

La bureaucratie ouvrière ne peut pas résoudre la question essentielle de l'activité inhumaine de l'homme dans le processus du travail, parce que pour ce faire il lui faudrait représenter un mode de travail plus humain et donc aussi plus productif. En d'autres termes, elle

devrait poser la révolution sociale devant les ouvriers non seulement comme la libération révolutionnaire de la société de l'exploitation capitaliste, mais aussi comme la solution de tous les problèmes journaliers et concrets qui surgissent de leur vie dans l'usine. Si elle ne le fait pas, elle restera limitée dans l'idéologie bourgeoise qui tourne autour de la richesse et de la pauvreté comme termes matériels.

La tendance vers le changement social.

La direction syndicale actuelle dégénère en appareils politiques rivaux, comme les partis capitalistes d'hier, parce que le développement révolutionnaire de la production qui est nécessaire ne repose pas sur elle mais sur les besoins objectifs de l'économie qui trouvent leur racine chez les ouvriers qui travaillent sur les machines. Exception faite d'un noyau révolutionnaire qui représente le mouvement des ouvriers vers une solution révolutionnaire des problèmes de leur vie dans l'usine, chaque nouvelle direction ne fait qu'administrer ce mode de production étranger, comme l'ont fait ses prédécesseurs puisque chacune est le prisonnier de ce cadre.

Mais il y a une grande différence entre les politiciens capitalistes et les politiciens ouvriers. Les ouvriers auxquels font appel les politiciens syndicaux ne sont pas les immigrants dispersés, artisans, mécanos, etc., du XIXe et au début du XXe siècle. Ils sont au contraire extrêmement concentrés, organisés, disciplinés par la production et ont une tendance profonde vers le changement social. Par conséquent, pour obtenir l'adhésion et les voix des ouvriers non seulement dans sa propre industrie mais dans toute la nation, et aussi pour faire sa cour à la petite bourgeoisie, un politicien ouvrier comme Reuther doit mettre en avant un programme étendu pour un New Deal, comme l'a fait antérieurement le politicien bourgeois Roosevelt. Reuther sait parfaitement que tout le mouvement de l'industrie se dirige vers une centralisation plus poussée du capital et une socialisation plus grande du travail. Il joue son jeu en le sachant. Mais, comme l'indiquait Marx en parlant de Napoléon III, ce qui apparaît dans une période comme tragédie, peut apparaître dans l'imitation comme une farce. Les ouvriers américains ont dépassé le choc de la crise de 1929 et l'inquiétude confuse qui pouvait être apaisée par le New Deal de Roosevelt. Reuther peut s'arrêter à mi-chemin. Les ouvriers américains ne s'arrêteront pas. Tout mouvement qui porterait Reuther ou une autre des personnalités ouvrières nationalement connues au pouvoir serait le résultat d'une telle mobilisation des ouvriers de la nation et d'une telle tendance à se libérer de toute l'aliénation de la production capitaliste que la bureaucratie ouvrière serait obligée soit de recourir à une dictature contrerévolutionnaire dirigée contre les ouvriers, soit de se plonger dans un tâtonnement et une confusion telle que l'impuissance d'Attlee en Angleterre paraîtrait en comparaison comme la direction politique la plus ferme qui ait existé.

Dans le royaume de la liberté.

La contradiction devant laquelle se trouve le militant syndical, entre son rôle comme représentant du mouvement social du prolétariat et ses devoirs comme représentant du mode aliéné de production

est tellement aiguë, qu'il n'est pas rare de voir les militants syndicaux qui ont puissamment aidé à former le C.I.O. en 1936-1937 rentrer à leur travail ou devenir des délégués d'atelier, en abandonnant leurs postes aux ex-dirigeants de l'A.F.L., aux dirigeants syndicaux professionnels, à des avocats, etc. Ces militants forment une partie du matériel d'où viendra la direction révolutionnaire de la prochaine période. La réponse théorique à leur dilemme, comme aussi la réponse au dilemme qui se pose à toutes les classes de la société, se trouve dans la compréhension du mouvement social qui les a portés à la direction pendant les grèves de masse de 1936-1937.

Chaque lutte majeure des ouvriers vise à réaliser le saut du royaume de la nécessité au royaume de la liberté. Lorsque la lutte est terminée, et les gains sont cristallisés dans les augmentations de salaire, la diminution des heures du travail et la sécurité syndicale, il apparaît que l'essence du mouvement n'était pas l'énergie créatrice des masses en train de briser les chaînes de la société capitaliste, mais plutôt les buts concrets qui ont été réalisés. Cependant, le C.I.O., venant à une période pendant laquelle, particulièrement aux Etats-Unis, une révolution industrielle était en train de se faire, lorsque toute la terre était agitée par la barbarie capitaliste et lorsque des « New Deals » et des nouveaux ordres sociaux faisaient partie du milieu mental de tout ouvrier, a gardé son contenu révolutionnaire dans la mémoire des ouvriers qui ont participé à sa formation. Leur hostilité vis-à-vis de la bureaucratie ouvrière exprime leur détermination de ne pas permettre au C.I.O. de devenir un appendice banal du mode capitaliste de production. Comme l'a souligné l'écrivain bourgeois Peter Drucker, c'est ce contenu révolutionnaire qu'ils attribuent à leurs syndicats qui fait que les ouvriers aujourd'hui exercent une pression sur leurs dirigeants pour qu'il y ait lutte plutôt que négociation. Essentiellement, le C.I.O. a été une croisade sociale, une tentative de la part des ouvriers américains de s'élever à la hauteur de leurs destinée historique et de reconstruire la société sur des nouvelles bases.

Depuis la deuxième guerre mondiale, des nouveaux millions d'ouvriers ont rejoint cette croisade et ont acquis une conscience organique des rapports internes de la production d'un atelier à l'autre, de la mine de charbon à la chaîne d'assemblage, de la ville à la campagne, d'un continent à l'autre. Pour les mêmes raisons qu'ils tirent une satisfaction authentique du fonctionnement compliqué de ce mécanisme productif, ils sont aujourd'hui plus que jamais sérieusement troublés par les interruptions et les menaces d'interruption qui sont inséparables de l'administration capitaliste de ce mécanisme.

La bourgeoisie américaine est organiquement incapable d'assurer n'importe quelle perspective de stabilité et de progrès économique et social dans le cadre du monde unique d'aujourd'hui. Déjà, sur le front politique où elle paraissait tellement imposante, elle commence à montrer des signes d'un grand épuisement. Aujourd'hui, des ouvriers de plus en plus nombreux disent : « Certainement, nous aurions fait mieux ». Dans ces mots, on trouve la reconnaissance de la part des ouvriers de l'énorme étendue de leurs forces naturelles et acquises et l'abus, la distortion et le gaspillage de ces forces par la société capitaliste. On y trouve aussi la colère écrasante des ouvriers contre les barrières capitalistes qui étouffent leur énergie et torturent ainsi tout le monde. Jamais la société n'a eu tant besoin de l'intervention directe des ouvriers. Jamais les ouvriers n'ont été aussi prêts à s'atta-

quer aux problèmes fondamentaux de la société. Les destinées des deux sont indissolublement unies. Lorsque les ouvriers prendront leur sort entre leurs mains, lorsqu'ils s'empareront du pouvoir et commenceront leur reconstruction de la société, toute l'humanité sautera du royaume de la nécessité dans le royaume de la liberté.

RIA STONE

NOTES

LA SITUATION INTERNATIONALE

L'explosion de la guerre de Corée a apporté une modification radicale à la situation mondiale. Il y a plus de distance entre le printemps et l'automne 1950 que des années entières n'en créaient autrefois. Ce changement brutal se reflète nettement dans l'état d'esprit des grandes masses de la population qui a changé du tout au tout en l'espace de quelques semaines. Avant, bien que tout le monde sentait d'une manière confuse que la troisième guerre mondiale était inéluctable, cette idée n'était pas réellement présente, ne déterminait pas l'attitude pratique, individuelle aussi bien que collective, des hommes. Le prolétariat, en particulier, traversait un état d'apathie, qui exprimait la compréhension de la part des ouvriers du caractère réactionnaire de la lutte des deux blocs et de leurs prolongements à l'intérieur de chaque pays, mais aussi la conscience de la quasi-impossibilité pratique d'une lutte de classe autonome et efficace dans les conditions actuelles. La consolidation temporaire de l'économie capitaliste entre 1948 et 1950 semblait elle-même offrir une base objective à ce répit : la baisse du pouvoir d'achat ouvrier s'était considérablement ralentie et, si une certaine surproduction commençait à se manifester, dans la plupart des pays capitalistes le chômage n'était encore qu'une menace lointaine.

Avec la guerre de Corée, les gens ont compris que la guerre était inéluctable non seulement théoriquement, mais dans la pratique ; ce qui semblait une échéance lointaine à laquelle on pourrait, avec un peu de chance, échapper, est apparu comme une certitude du lendemain, avec laquelle on ne pouvait plus ruser. Les conséquences concrètes de la guerre de Corée à l'intérieur de chaque pays — réarmement, prolongation du service militaire, hausse des prix, augmentation du temps de travail — ont fait pour affirmer cette certitude encore plus que le bruit lointain des canons. Le résultat en a été la prostration de la population désemparée face à la catastrophe inévitable. Prostration qui trouve sa source dans le sentiment qu'aucune action n'est possible pour arrêter le processus maintenant déclenché, que les forces qui sont

en jeu sont au dessus de la puissance et du contrôle de n'importe qui, mais aussi dans l'idée, plus ou moins partagée par tous, que la guerre sera une catastrophe sans précédent, à laquelle il n'y aura pas d'autre issue que la ruine de l'humanité, le plongeon dans l'abîme.

Nous avons toujours affirmé l'inéluctabilité de la troisième guerre mondiale ; nous en avons fait la base de notre perspective historique et politique. Il ne s'agit plus maintenant de discuter cette idée, mais de faire comprendre à l'avant-garde le contenu essentiel de cette perspective, à savoir que la troisième guerre mondiale posera devant l'ensemble de l'humanité le problème de la transformation révolutionnaire du monde et créera en même temps les conditions pour qu'une réponse positive à ce problème puisse être donnée. Dès le prochain numéro de « Socialisme ou Barbarie », nous commencerons la publication de textes relatifs à ce problème crucial. Aujourd'hui, nous tâcherons de clarifier de plus près les événements récents et les possibilités d'évalution de la situation dans l'avenir proche.

LES DEUX ASPECTS DU CONFLIT RUSSO-AMERICAIN

La décadence et la crise du capitalisme posent le problème d'une transformation radicale de la société, qui ne peut plus continuer à exister sous les formes inefficaces et non intégrées du capitalisme traditionnel. Aussi longtemps que le prolétariat n'est pas en mesure de réaliser lui-même cette transformation dans un sens révolutionnaire, elle tend à se faire dans un sens réactionnaire par les formations sociales dominantes, soit par la bureaucratie capitaliste en fusion personnelle avec les grands monopoles, soit par la nouvelle bureaucratie ouvrière totalitaire. Cette dernière est groupée autour de la bureaucratie russe, cependant que la première se groupe autour du capitalisme américain. La lutte actuelle entre les deux blocs — et la guerre mondiale dans laquelle cette lutte dominera — est donc le point de rencontre de deux conflits intimement reliés : le conflit « extérieur » entre impérialisme russe et impérialisme américain pour la odmination du monde ; le conflit « social » entre monopoles et les bureaucrates qui leur ont liés, d'un côté, les bureaucrates ouvriers staliniens de l'autre, sur la manière, les modalités et les bénéficiaires de la transformation inéluctable de la société dans le sens de la sauvegarde du système d'exploitation. Cette lutte recoupe même la lutte de classe dans la mesure où la bureaucratie stalinienne est encore capable de mobiliser sur une base « anticapitaliste » des fractions du prolétariat, en présentant sa lutte comme une lutte pour le « socialisme ». C'est surtout cette possibilité de mobilisation qui donne son importance au conflit « social » qui oppose la bureaucratie ouvrière aux couches bureaucratiques-monopolisatrices, conflit qui serait autrement réduit aux proportions d'une lutte de clans au sein de la classe dominante.

LA POLITIQUE MONDIALE DE LA BUREAUCRATIE STALINIENNE

La politique mondiale de la bureaucratie stalinienne est l'instrument conscient de son expansion. La nécessité de cette expansion découle des contradictions internes de l'écoomie de la société bureaucratique aussi bien que du processus de concentration mondiale des forces productives et du pouvoir. Nous ne nous étendrons pas ici sur cette

question, à laquelle nous espérons consacrer prochainement une étude spéciale (1). Il suffit pour le moment de constater que, de ce point de vue l'expansion impérialiste du capitalisme bureaucratique ne diffère pas essentiellement de l'expansion du capitalisme monopoleur. Mais le contenu concret de l'expansion bureaucratique et les moyens qu'elle met en œuvre, présentent comparativement à l'expansion des monopoles, des modifications profondes qui mesurent la distance qui sépare la concentration monopolisitique de la concentration étatique.

Tout d'abord, le moteur concret et le but immédiat de l'expansion bureaucratique n'est pas la « conquête des marchés » et le « placement des capitaux », mais l'exploitation directe de la main-d'œuvre et des ressources naturelles des pays dominés. En même temps, cette exploitation ne peut pas se faire par la pénétration « pacifique » du capital et le changement graduel et « naturel » des structures sociales et économiques des pays dominés, comme celui qu'amène l'impérialisme classique ; l'instauration de la domination et de l'exploitation bureaucratiques suppose la transformation radicale et rapide de ces structures, par l'étatisation et l'expropriation des capitalistes privés.

Ensuite, dans la lutte pour son expansion, la bureaucratie installée au pouvoir — la bureaucratie russe — veut et peut utiliser les contradictions internes du bloc adverse ; elle n'en profite pas seulement passivement, elle s'y insère activement par l'intermédiaire des partis staliniens. Ce facteur a été jusqu'ici prédominant dans la politique extérieure de la bureaucratie. S'il est vrai que l'objectif premier de cette politique a été pendant longtemps la « défense de la Russie », c'est-à-dire la défense du pouvoir de la bureaucratie dans le pays où il s'est consolidé pour la première fois, s'il est vrai que l'action et l'existence même des partis staliniens à l'étranger ont été toujours soumis à cet impératif catégorique, en revanche il est tout aussi important de constater non seulement que les partis staliniens sont les armes essentielles de cette politique mais aussi que le pouvoir de la bureaucratie sur un pays est indissolublement lié à l'accession du parti stalinien correspondant au pouvoir.

Enfin, l'économie bureaucratique et ses contradictions se développent avec un rythme relativement uniforme ; la forme sous laquelle s'expriment les contradictions de l'économie — la crise de la productivité du travail — est permanente ; les explosions périodiques violentes — les crises du capitalisme traditionnel — y sont inconnues. En même temps, le personnel exerçant le pouvoir jouit d'une stabilité sans comparaisons avec celle qui existe dans les pays bourgeois. Une orientation à long terme peut être ainsi définie et appliquée, dans la mesure évidemment où le permettent les contradictions sociales du système et l'anarchie propre de la bureaucratie ; mais cette mesure et incomparablement plus grande que celle qui existe pour un gouvernement bourgeois. En dernier lieu, la bureaucratie, tout en ayant cessé d'avoir un rapport quelconque avec l'essence profonde du marxisme, garde de ses origines la possibilité d'utiliser pour se guider toute une partie de la sociologie marxiste qui, pour être la plus superficielle, ne lui en confère pas moins une grande supériorité sur ses adversaires bourgeois.

On a énormément parlé jusqu'ici des « erreurs », des « tournants », des « contradictions » et de la « vue courte » de la politique de la bureaucratie. Ceci, parce qu'on l'a jugé comme si elle était — ou si elle voulait être — la politique d'un état-major révolutionnaire. Mais si on place l'analyse de la politique russe dans son véritable cadre, si on la considère comme l'instrument d'une classe exploiteuse pour la réalisation de ses buts propres, il est incontestable qu'elle est beau-

(1) Voir dans l'article « La bureaucratie yougoslave », publié dans le n° 5-6 de cette Revue, le chapitre « La rupture russo-yougoslave, expression des luttes internes de la bureaucratie », en particulier les p. 46-47.

coup plus cohérente et systématique que celle d'un état bourgeois quelconque. Le fondement de cette unité et de cette continuité de la politique se trouve dans la permanence relative des conditions extérieures et intérieures de l'activité de la bureaucratie, conditions qui trouvent dans cette politique une expression directe et rigoureuse.

Nous avons parlé plus haut des deux aspects fondamentaux de la lutte russo-américaine. Ce sont ces deux aspects : conflit « extérieur », politique d'état de la bureaucratie russe appuyée par l'action diplomatique et militaire, conflit « social », lutte des partis staliniens sur le plan social et politique appuyés par des larges fractions des masses exploitées — que nous retrouvons comme les deux constantes de la politique bureaucratique. Celle-ci a toujours utilisé ces deux facteurs combinés, même lorsque l'un est réduit à sa plus simple expression, comme l'action du parti stalinien en Allemagne orientale en 1945-46, ou au contraire le rôle joué par la Russie en tant qu'état et puissance militaire dans la victoire de Mao-Tse Tung en Chine, rôle se limitant à la garantie indirecte qu'elle représentait contre une éventuelle intervention des Etats-Unis qu'elle a ainsi en fait interdite.

On peut suivre l'utilisation combinée de ces deux facteurs dans la politique russe depuis 1945 (la période d'avant la guerre ne peut pas être jugée avec les mêmes critères car la bureaucratie n'avait pas encore rang de véritable puissance mondiale et, à l'intérieur de la Russie, le processus de sa formation s'achevait à peine). La première vague d'expansion bureaucratique de 1945 à 1947 a été directement liée à l'avance de l'armée russe, aussi bien en Europe centrale qu'en Extrême-Orient (Corée du Nord). Mais cette action de l'armée russe n'était pas un but en soi ; elle n'était qu'un des moyens — le plus important — qui ont permis l'installation dans tous ces territoires de régimes bureaucratiques entraînant une transformation radicale des structures économiques et sociales.

Pendant une deuxième phase — qui commence alors que la consolidation du régime bureaucratique dans les pays satellites n'est pas encore achevée — la lutte est surtout menée par les partis staliniens locaux là où elle est possible. Elle tourne rapidement court en France et en Italie (1947-1948), dure un peu plus longtemps en Grèce (1947-1949), mais aboutit à une victoire d'une immense signification historique en Chine. On peut facilement voir que, pendant cette période, c'est l'action propre des partis staliniens qui est l'instrument essentiel de l'expansion bureaucratique.

On pourrait dire que l'attaque stalinienne en Corée marque une troisième étape, pendant laquelle ce sont à nouveau les actions militaires dirigées ou appuyées de l'extérieur (Corée, Indochine) qui deviennent l'instrument principal.

Y a-t-il un élément commun à travers ces trois tactiques ? S'insèrent-elles dans une stratégie unique à long terme et quelle est celle-ci ?

On a souvent parlé dans les milieux politiques et journalistiques occidentaux de la théorie de l'« écroulement intérieur » du capitalisme qui serait celle de l'état-major politico-militaire russe. Selon cette conception, la stratégie fondamentale de la bureaucratie russe serait d'attendre que la crise du capitalisme atteigne un degré suffisant d'acuité pour que les pays capitalistes tombent d'eux-mêmes, tels des fruits mûrs, l'un après l'autre, dans la gueule accueillante de Staline. L'élément essentiel de la stratégie russe serait dans ce cas l'action des partis staliniens de l'étranger, qui devraient donner une « issue révolutionnaire » dans le sens bureaucratique à la crise du capitalisme, l'armée russe étant là comme une force de réserve pour le cas où ces révolutions déclencheraient l'intervention militaire d'autres pays capitalistes — en l'occurence des Etats-Unis.

Il y a au moins deux raisons fondamentales qui excluent que cette conception puisse être la base de la politique russe.

*La première, c'est que cette conception attribuerait au capitalisme **occidental et à ses classes dirigeantes une résignation stoïque, plus***

même, une volonté de mourir qui n'existent absolument pas. Le capitalisme réagit lui aussi face à sa propre crise ; il réagit à la fois en se transformant lui-même et en cherchant la solution de ses contradictions dans l'expansion — c'est-à-dire en préparant la guerre contre le bloc bureaucratique. La bureaucratie ne peut pas ne pas être consciente de cet état de fait.

La deuxième, c'est que cette conception méconnaît les contradictions internes du bloc bureaucratique lui-même et attribue à la bureaucratie russe un rôle absolument désintéressé dans l'affaire de l'extermination du capitalisme traditionnel. Ce qui est le mobile de la bureaucratie russe n'est pas la transformation bureaucratique du monde, mais la domination mondiale ; pour elle, cette transformation n'est qu'un moyen — le seul, d'ailleurs — pour arriver à cette domination et lui donner le contenu qu'exigent ses intérêts. Plus concrètement, il lui est indifférent — il peut même lui être désagréable — que des régimes bureaucratiques s'installent successivement dans divers pays, si en même temps ces pays ne tombent pas sous son contrôle total ou partiel, direct ou indirect, immédiat ou relativement différé. Mais comment ce contrôle peut-il être assuré ?

Si on laisse de côté les romans policiers sur les émissaires guépéoutistes dont serait affublé chaque bureau politique stalinien — romans qui, même s'ils contiennent une part de vérité, ne sont pas intéressants — il est évident que ce contrôle est, d'une part, basé sur des conditions objectives extérieures — la lutte avec le bloc occidental qui, presqu'indépendamment de leur volonté, cimente les couches bureaucratiques, l'indigence économique que seule la Russie peut jusqu'à un certain point pallier ; d'un autre côté, il ne peut être concrétisé et consolidé que par l'ingérance directe des représentants de la puissance russe. Dans ce sens, la bureaucratie est obligée d'envisager — quoique non nécessairement d'une manière simultanée dans l'exécution — son intervention directe militaire et « civile » comme tout aussi essentielle que la lutte « sociale » et politique que mènent ses partisans locaux.

Mais ceci signifie précisément que la bureaucratie ne peut ni ne veut laisser le « pourrissement » du monde capitaliste se faire tout seul. A la fois pour parer à la réaction des capitalistes et pour assurer son contrôle sur les zones où sa domination s'étend progressivement, elle tendra de plus en plus à intervenir directement ou, de toute façon, à faire prédominer les aspects « militaires » de la lutte sur les autres. Nous parlons, bien entendu, de la tendance générale de l'évolution, ce qui n'exclut pas des phases contredisant provisoirement cette orientation générale, et surtout ne signifie nullement que l'aspect « social » de la lutte bureaucratique va disparaître — aspect qui donne à cette lutte la plus grande partie de son efficacité.

LA POLITIQUE DU BLOC OCCIDENTAL

Il faut d'abord se débarrasser d'une conception qui a encore cours parmi les milieux « de gauche », à savoir : que la guerre n'est possible pour les capitalistes que lorsque le développement économique est arrivé à une impasse, qu'il n'y a plus d'autre issue à la crise de l'économie et, d'autre part, lorsque le « mouvement ouvrier » a été battu, devenant ainsi incapable de résister au déclenchement de la guerre.

Cette conception — élevée à la dignité d'une théorie par les epigones de Trotsky — est d'abord démentie par les faits. La guerre de 1914 a été déclenchée à un moment où l'économie capitaliste florissait et où le mouvement ouvrier se trouvait au sommet de sa puissance apparente. Elle ne résiste pas non plus à l'analyse logique. La

crise n'est pas la cause de la guerre — ni même une cause occasionnelle nécessaire. La cause véritable de la guerre se trouve dans les contradictions profondes du système d'exploitation qui sont permanentes, même si elles se manifestent violemment à la surface, surtout au moment de la crise. Ces contradictions imposent à la classe capitaliste une politique d'expansion, et la guerre c'est le heurt brutal de ces politiques qui s'opposent les unes aux autres. Le moment précis de son explosion dépend d'une série de facteurs, parmi lesquels l'existence ou non d'une crise économique au sens précis du terme ne joue pas, en tant que telle, un rôle prépondérant. La durée de la paix dépend de la solidité de l'équilibre auquel avait abouti le règlement précédent, de la marge que cet équilibre accordait à l'expansion de chacune des puissances opposées. Le monde de Versailles avait une certaine viabilité (limitée à une ou deux décades) ; le monde de Potsdam n'en avait aucune. En ce sens, la troisième guerre mondiale était nécessairement posée dès 1945, et ce sont des causes relativement extérieures qui ont rendu possible l'interlude 1945-195

Le « besoin d'infliger des défaites décisives » au mouvement ouvrier avant de déclencher la guerre ne signifie en lui-même rien. Le « besoin » découlerait pour les capitalistes de la nécessité d'avoir les « mains libres » à l'intérieur. Mais il est bien possible — ce fut le cas en 1914 — que ce soit précisément le déclenchement de la guerre qui soit pour le capitalisme le meilleur moyen dans les conditions concrètes d'imposer totalement sa domination à la classe ouvrière. D'un autre côté, l'argument perd toute signification lorsque le « mouvement ouvrier » tel qu'il apparaît à travers les grandes organisations qui encadrent la classe, est lui-même divisé en deux camps, dont chacun soutient sur des blocs en présence. Et tel est le cas aujourd'hui car que signifie dans les conditions de 1950, « infliger une défaite décisive au mouvement ouvrier » ? Battre les réformistes et les staliniens ? Mais le capitalisme n'a pas besoin de battre les réformistes ; il lui faudrait une bonne dose de folie pour arriver à cette idée. Les réformistes sont son meilleur appui au sein de la classe ouvrière. Le capitalisme anglais devra-t-il « battre le travaillisme » pour pouvoir faire la guerre ? Mais c'est le travaillisme qui seul peut faire accepter au prolétariat anglais l'idée de la guerre. Quant aux staliniens, la lutte contre ceux-ci est évidemment contenue dans la préparation et la conduite de la guerre ; mais le succès de cette lutte sur le plan intérieur (pour les pays où le problème se pose, c'est-à-dire surtout en France et en Italie pour ce qui est de l'Europe) n'est nullement une condition nécessaire du déclenchement de la guerre. Tout ce charabia aurait une signification s'il y avait aujourd'hui un mouvement ouvrier organisé, autonome par rapport aux deux blocs, et capable de s'opposer efficacement à la préparation de la guerre. Mais un tel mouvement n'existe ne peut exister aujourd'hui.

La situation réelle est la suivante : dès 1947, le trait essentiel du monde actuel est apparu clairement à la surface, à savoir : qu'il n'y avait pas de règlement amiable, d'accord mutuel rendant possible une paix — même limitée dans la durée — et qu'un tel règlement était impossible. Ce fait s'est traduit immédiatement par la formation du bloc occidental et par des mesures encore plus précises (alliance militaire des cinq pays, dite Union occidentale, plan Marshall). En 1949, un deuxième facteur tout aussi important s'est manifesté clairement : le monde « occidental » ne pouvait pas réaliser son équilibre économique interne : à la pénurie succédait déjà la surproduction, le problème Europe-Amérique apparaissait, comme il l'est, insoluble. En même temps, le pacte Atlantique est mis sur pied et le réarmement américain commence au début 1950, six mois avant la guerre de Corée. Celle-ci donne une accélération énorme au processus et le fait entre dans sa phase définitive.

Si la liaison des facteurs profonds avec les réactions concrètes a été chez les capitalistes et les politiciens occidentaux, consciente ou non, à quel niveau et jusqu'à quel degré, n'est pas une question qui nous intéresse ici ; les amateurs pourront vraisemblablement trouver une réponse dans les « Mémoires » des protagonistes de la période d'ici cinquante ans. Ce qui nous intéresse, c'est le lien objectif évident qui existe entre la situation profonde du monde capitaliste et sa politique. Ce qui nous intéresse encore, c'est le contenu et la dynamique générale de cette politique, que nous essaierons de résumer brièvement.

Cette politique se résume en un mot : réarmement. Et ce mot est déjà plus qu'un simple mot, comme en témoignent les dizaines de milliards de dollars (milliers de milliards de francs) que déjà les Etats-Unis conservent à la production de guerre. Quelle est la signification finale de ce réarmement ? Nous indiquions dans notre précédent numéro (1), après une brève description des méthodes de lutte de la bureaucratie stalinienne, que les Américains, face à cet adversaire, se trouvaient « désarmés socialement et historiquement. C'est la raison pour laquelle, faute de pouvoir vraiment l'affronter entièrement sur son terrain, ils ne peuvent que pousser concrètement à l'accélération d'une guerre généralisée ». Autrement dit, la seule force que les U.S.A. peuvent opposer à l'expansion de la bureaucratie russe, c'est la force militaire américaine.

Reprenons par le détail — détail tout relatif — les conditions qui déterminent la politique américaine. Il ne peut d'abord pas être question pour les Américains d'« abandonner » désormais des régions tant soit peu substantielles, au stalinisme. Il s'agit à la fois d'arrêter la modification incessante du rapport des forces qui s'opère ainsi — et dont la Chine offre de loin l'exemple le plus frappant — et la démolition « morale » de la coalition occidentale. Au minimum, la politique américaine doit se poser comme but le maintien du stalinisme dans sa zone de domination actuelle et, de ce point de vue, il est évident que les discours isolationnistes de certains républicains aux U.S.A. sont des purs bavardages. Il s'agirait donc, selon la formule respectable de l'« Economist », de contenir les Russes sans recourir à une nouvelle guerre mondiale. Mais s'il s'agit de contenir dans la réalité — et non simplement sur le papier — il faut avoir les moyens nécessaires pour cette fin. Les Américains peuvent-ils les avoir ?

L'affaire coréenne semble prouver que non. L'intervention chinoise a montré que le rapport de force actuel et réel était complètement défavorable aux Américains. Les Chinois en Asie, les Russes en Europe et dans le Proche-Orient peuvent raisonnablement tenir les forces d'intervention directe des Américains comme négligeables.

En Europe, par exemple : en acceptant pour l'armée russe le chiffre total de 170 divisions (qui pourrait facilement être doublé en cas de mobilisation et en tout cas considérablement augmenté par une mobilisation latente) ; en négligeant les armées des pays satellites, en supposant que 100 à 120 parmi ces divisions formeraient les forces opérant sur le théâtre européen ; en voulant bien admettre (on se demande d'ailleurs pourquoi) qu'une division « occidentale » vaut deux divisions russes (c'était le rapport du front oriental entre divisions allemandes et russes, cela le serait peut-être encore pour ce qui est des divisions américaines, mais certainement pas pour les autres divisions « occidentales »), il y aurait toujours besoin de 50 à 60 divisions, stationnées en permanence en Europe, comme force de « maintien ». (Encore cela laisserait-il aux Russes les avantages de l'initiative et de l'action selon les lignes intérieures). Or, ces 50 à 60 divisions, les Occidentaux espèrent les avoir à la fin de 1953. Pour le moment, nous sommes au début de 1951. Nous laisserons de côté ici les armes atomiques à la fois parce qu'elles ne sont plus le monopole des Américains et parce qu'elles sont considérées jusqu'à nouvel ordre comme des armes stratégiques, donc à effets nécessairement différés.

---

(1) *Socialisme ou Barbarie*, n° 7, « Corée : Fin de la guerre froide », p. 102.

Mais la mise sur place en Europe d'une force pareille, le besoin d'une force analogue en Extrême-Orient et d'une force de couverture suffisante dans le Proche Orient (dont la mise sur pied est par ailleurs presqu'impossible) ; la nécessité de garder des fortes réserves stratégiques aux U.S.A. même — tout cela implique non pas le simple « réarmement », mais la mise sur le pied de la guerre totale de l'ensemble du monde occidental, et ceci sous tous les aspects économiques, sociaux, politiques et militaires.

Nous voyons par là même où se trouvent les contradictions fondamentales d'une politique qui serait une politique de « maintien » : c'est que les moyens nécessaires pour assurer ce but ne se distinguent en rien des moyens nécessaires pour faire la guerre.

La conclusion est simple : la réalisation de ces moyens à l'échelle nécessaire sera une opération tellement dispendieuse que lorsque les moyens existeront, il sera plus rentable de faire la guerre que de ne pas la faire. Autrement dit, la « paix armée » est actuellement plus que jamais une utopie évidente. Le « réarmement », s'il doit se faire sérieusement — et les Américains semblent y mettre assez de sérieux — implique la mise sur pied de guerre de tous les pays occidentaux. Il est inutile d'insister sur la dynamique propre d'une telle situation, comme aussi sur ce que, pendant que les Occidentaux réarment, Staline ne commencera vraisemblablement pas à prendre des leçons de guitare.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Sur le plan économique, la politique du réarmement a bouleversé à la fois la situation et les perspectives de son évolution. On sait que, depuis le printemps 1949, une dépression relative s'était manifestée, dont nous avions décrit les premiers signes dans le n° 3 de cette Revue (2). Le problème de la pénurie et de la reconstruction qui avait plongé le capitalisme dans sa crise de 1946-1947, disparaissait et, après deux ans à peine de stabilité — stabilité largement artificielle — laissait la place au problème de la surproduction. Deux points l'indiquent clairement ; aux Etats-Unis, l'indice de la production industrielle qui avait atteint son maximum d'après guerre en octobre 1948 (176, 1937 = 100) a constamment décliné depuis cette époque jusqu'à juillet 1949 où il a atteint son minimum d'après guerre (144) ; la production industrielle américaine de l'année 1949 était inférieure de 8 % à celle de 1948. D'autre part, entre octobre 1948 et juillet 1949, le chômage aux Etats-Unis passait de 1.642.000 (minimum d'après guerre) à 4.095.000. Il a été en moyenne de 3.395.000 personnes en 1949 contre 2.064.000 en 1948 et a atteint son maximum en février 1950 avec 4.675.000 chômeurs (7,6 % de la population active).

Par la même, le problème des rapports entre l'économie américaine et le reste de la zone occidentale s'était posé à nouveau, car le déclin de l'activité économique aux Etats-Unis s'est traduit pendant cette période, par la diminution des importations américaines, donc la diminution des recettes en dollars des autres pays capitalistes. La dévaluation de septembre 1949 n'avait apporté qu'un palliatif provisoire à cette situation.

Sous la pression des premières mesures de réarmement, une reprise se manifestait depuis le mois de mars. Mais ce sont les événements de Corée qui ont déterminé le boom formidable qui continue à se développer. Deux facteurs ont agi dans ce sens : d'un côté l'accroissement immédiat et énorme des dépenses militaires des Etats-Unis, se traduisant par des achats immédiats et par des commandes qui vont en s'amplifiant ; de l'autre côté la montée des prix des matières premières.

Ainsi la surproduction laisse de nouveau la place à la pénurie, cependant que tous les phénomènes de la phase d'expansion du cycle économique se manifestent : montée des prix, absorption des stocks, développement de la production, augmentation de la main-d'œuvre employée. Cette nouvelle phase d'euphorie du capitalisme jette d'autre part un voile sur le déséquilibre structurel entre l'économie américaine et le reste du monde : le réamorçage de la gigantesque machine productive des Etats-Unis met en branle la production des autres pays, accroît la demande de leurs produits et tendrait par là — n'étaient les obligations de réarmement de ces pays eux-mêmes — à faire disparaître leur déficit vis-à-vis des Etats-Unis.

La résorption de la surproduction et la nouvelle phase d'expansion de l'économie capitaliste deviennent possibles, car le réarmement signifie à la fois la restriction de la production (et de l'offre) d'objets de consommation et l'accumulation directe d'une partie du surproduit sous forme de stocks de moyens de destruction.

Mais le réarmement doit être financé, et cela ne peut se faire sans une modification de la répartition du revenu social, modification d'autant plus profonde que les dépenses sont plus grandes. Si l'économie capitaliste se trouvait préalablement en état de crise, si une partie de la main-d'œuvre et de la capacité des usines restaient inutilisées, les dépenses militaires pourraient être en partie et au début couvertes par la remise en marche du potentiel productif qui restait inutilisé. Mais ceci, comme le montre l'exemple de l'Allemagne nazie, ne saurait durer que jusqu'au moment où les dépenses militaires dépasseraient le produit additionnel. A plus forte raison, lorsque l'économie capitaliste se trouve déjà en situation de plein emploi relatif — comme c'était le cas au début de 1950 — le réarmement ne pourrait être financé autrement que par une augmentation du taux d'exploitation du travail. Augmentation de l'exploitation qui se réalisera à la fois par la réduction de la consommation, donc par la réduction des salaires réels — qui commence déjà sous l'effet de la montée des prix — et par l'augmentation de la durée de travail et de son intensité. Travail plus long et plus dur pour un salaire réel moindre, telle est la perspective que le réarmement pose devant la classe ouvrière.

Sur le plan des rapports entre états, l'évolution se traduit par une cristallisation des deux blocs beaucoup plus poussée qu'auparavant. Il n'y a rien d'absolument nouveau dans ce domaine : la Yougoslavie exceptée, les frontières politico-militaires des deux coalitions étaient depuis longtemps tracées rigoureusement et coïncidaient très exactement avec la ligne de démarcation entre les pays bureaucratiques et les pays bourgeois, Mais une certaine latitude existait encore, essentiellement pour les pays du bloc américain, dans le cadre de laquelle certains parmi eux pouvaient se permettre de prendre sur des plans mineurs une attitude « indépendante » : la reconnaissance de Mao Tsé Tung par l'Angleterre et d'autres membres du Commonwealth, le commerce anglo-russe, le trafic effréné entre la Suisse et le bloc oriental en sont les exemples les plus frappants. De manifestations analogues, il est de moins en moins question. La dynamique des choses impose aux satellites et aux vassaux de l'Amérique une attitude rigoureusement conforme face à l'adversaire ; et là où ceux-ci ne comprendraient pas tout seuls, les proconsuls américains se chargeront de le leur faire comprendre. De l'autre côté, les possibilités les plus éloignées d'un « titisme » quelconque pour les pays satellites de la Russie — en particulier les romans sur le titisme chinois — se sont évanouies, du fait qu'aucune perspective d'évolution « à part » n'existe concrètement pour aucun pays, même pour un temps limité. Ce n'est pas un des points les moins comiques de la situation que de voir les cortorsions par lesquelles le malheureux Tito essaie de donner une apparence « socialiste » à son intégration graduelle dans le bloc américain. Là encore, la guerre de Corée a prouvé qu'il n'y avait pas de place pour une bureaucratie « indépendante » dans le monde actuel.

(2) « La consolidation temporaire du capitalisme mondial », p. 62-64.

Mais le réarmement s'opère également sur le plan de la politique intérieure et des rapports entre les classes. Les aspects totalitaires de la structure politique des états bourgeois s'accentuent rapidement : là encore, c'est des Etats-Unis que le mouvement prend son point de départ. En même temps, la cristallisation s'effectue entre les deux camps. Les frontières entre les partis staliniens et le reste de la population tendent à devenir étanches, le rayonnement politique de ceux-ci est réduit au minimum. Non pas qu'il y ait un retournement pro-américai des populations. En Europe, par exemple, moins que jamais peut-être, les gens sont disposés à mourir pour défendre la démocratie de M. Truman et de M. Moch. Mais ils sont tout aussi peu disposés à crever pour le socialisme stalinien. L'emprise des partis communistes se réduit aux fidèles convaincus ; la grande partie des travailleurs perçoit l'essence réactionnaire de la politique russe autant que de la politique américaine et se cantonne dans le silence.

Ce silence, cette inaction seront-ils permanents ? Tout incline à penser que non. La détérioration des conditions de vie et de travail, déjà misérable, est inéluctable. Face à cette détérioration, la réaction ouvrière ne pourra à la longue que se manifester, à moins que la marche vers la guerre ne subisse une accélération extrême. Mais le problème n'est pas tellement de savoir s'il y aura des luttes ouvrières, mais si ces luttes permettront à la classe, ou tout au moins à des fractions de celle-ci, de faire des pas en avant vers la solution positive des problèmes qui l'arrêtent actuellement.

Il faut tracer immédiatement une limite aux possibilités de ces luttes car il est évident que la classe ne saurait ni achever son expérience du capitalisme moderne et de la bureaucratie ni matérialiser par la violence cette expérience avant la nouvelle guerre mondiale. Mais les conditions et l'attitude dans laquelle l'avant-garde de la classe abordera la guerre sont d'une importance extrême. Les ouvriers qui, à un degré plus ou moins poussé, ont une conscience de classe actuelle (c'est-à-dire ont compris aussi bien l'exploitation capitaliste que la mystification bureaucratique) se trouvent devant un double problème : d'un côté l'emprise que les représentants soit de la bourgeoisie, soit de la bureaucratie continuent à exercer sur la majeure partie des fractions actives du prolétariat ; de l'autre le fait que les formes traditionnelles d'organisation de la classe ont fait faillité ou sont remises en question. L'évolution de la situation d'ici la guerre pourra-t-elle les faire avancer dans la solution de ce double problème ?

Cette évolution ne pourra en général que miner l'emprise des bureaucraties réformistes sur le prolétariat. Même sous leur forme la plus moderne — travaillisme en Angleterre ou syndicats C.I.O. aux Etats-Unis — ces bureaucraties devront encore, surtout pendant la période qui s'ouvre, tenir le rôle d'agents du capital sous sa forme traditionnelle. Elles devront tâcher d'assurer la continuité de la production et de faire accepter au prolétariat la réduction de son niveau de vie.

Pour la bureaucratie stalinienne, le problème est plus complexe. Sa politique semblera sur le plan intérieur coïncider avec la « défense des intérêts ouvriers ». Elle tâchera d'atteindre ses objectifs — l'exacerbation des contradictions sociales, le sabotage de la production, la reprise en main de la classe ouvrière — en se posant plus que jamais comme le champion des revendications du prolétariat et l'organisateur de ses luttes. Mais, d'un autre côté, ce faisant, elle restera bureaucratie et bureaucratie inféodée au Kremlin. Sa « direction » et son « organisation » des luttes sera la même direction et organisation bureaucratique avec tout ce que cela implique ; sa collusion avec la politique russe restera évidente. Au total, elle récupèrera peut-être en partie son emprise de masse, mais aussi des nouveaux éléments de l'élite ouvrière s'apercevront clairement de son rôle.

Il restera toujours le problème des formes d'organisation et de lutte. Dans la mesure où des luttes réelles seront engagées, auxquelles l'avant-garde devra participer, dans la mesure où presque fatalement le combat contre la direction et l'organisation bureaucratique sera une nécessité interne de ces luttes, le fait même que le problème sera posé en termes d'action et non plus en termes de réflexion — autrement dit qu'il faudra de toute façon faire quelque chose — indique qu'il sera de plus en plus posé sur le terrain sur lequel des solutions positives seront possibles.

LES ORGANISATIONS « OUVRIERES » ET LA GUERRE DE COREE

Dès notre précédent numéro (1), nous avons caractérisé la guerre de Corée comme la fin de la guerre froide entre le bureaucratisme stalinien et l'impérialisme américain. Nous nous proposons ici d'examiner les répercussions directes et immédiates du conflit sur la politique et les perspectives des diverses organisations se réclamant de la classe ouvrière. Il est en effet nécessaire de situer les positions des « maîtres à penser » du prolétariat afin de dévoiler les mystifications et les faux dilemmes qu'ils proposent à leurs « mandants ouvriers ».

Avant toute autre considération, il faut souligner qu'au sein de l'avant-garde ouvrière la guerre de Corée, a été une pierre de touche des théories émises par les différents groupes et ceci au même titre que l'affaire yougoslave. C'est encore un de ces faits impertinents qui refusent de se plier aux dogmes de paresse des théoriciens du passé. En effet, si la question yougoslave mettait à l'ordre du jour l'examen de la nature profonde du stalinisme et de la bureaucratie en général, l'affaire coréenne, du fait même que l'échéance de la troisième guerre mondiale apparaît à la fois proche et inévitable, place une fois de plus le prolétariat en face du problème de sa lutte autonome à travers l'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A. Bien que l'ampleur de la discussion, la masse de leur public et le fond des questions elles-mêmes écartent l'idée d'une similitude par trop poussée, on ne peut éviter d'accorder à un fait international comme la guerre de Corée, la même portée (en nous bornant simplement au domaine des perspectives ouvrières) qu'eurent la guerre d'Espagne et Munich auprès des groupements ouvriers avant la deuxième guerre mondiale. Alors déjà, quelles que soient par ailleurs les solutions adoptées par chaque groupe à ces occasions, l'avant-garde ouvrière se trouvait engagée dans une lutte sur deux fronts : face au capitalisme et face au stalinisme. Encore ne

(1) N° 7 (août-septembre), p. 95 à 103.

faut-il pas perdre de vue que la dualité du monde capitaliste (fascisme contre démocratie) fut à la base même de la désorientation ouvrière pendant toute une période. L'évolution historique depuis cette époque a considérablement élagué le problème : la concentration des forces productives, celle des moyens politiques de coercition, ont mené à la constitution de deux blocs pesant sur l'ensemble du globe. L'évolution du capitalisme bureaucratique russe avec, d'un côté, la stabilisation d'une nouvelle couche sociale privilégiée et, de l'autre, le développement d'un prolétariat aliéné, et parallèlement l'évolution des partis staliniens, ont enrichi le fond de la discussion au sein de l'avant-garde et lui ont permis de sortir de certaines ornières, telles que celle de la « Russie, capitalisme d'Etat ou état ouvrier dégénéré » ou celle de la « bureaucratie, classe ou caste ». Jamais, semble-t-il, l'identité des deux blocs, non seulement en tant que régimes d'exploitation mais encore en tant que puissances impérialistes ouvertement agressives, n'a pu mieux démontrer à la classe ouvrière qu'elle ne pouvait composer avec l'un ou l'autre. L'attachement d'une importante fraction de la classe ouvrière française au stalinisme ne doit pas faire illusion. Que l'on songe: 1° à la désaffection ouvrière pour le stalinisme dans les pays les plus industrialisés : U.S.A., Grande-Bretagne, Allemagne occidentale ; 2° à la liquidation du P.C. espagnol, alors que des organisations telles que la F.A.I. maintiennent leurs positions.

Cependant, si ce fait est nettement compris, la solution positive révolutionnaire ne s'en suit pas automatiquement. Si le but poursuivi par l'avant-garde est toujours l'établissement de la société « communiste », il n'en reste pas moins que les organisations qui la composent leur propre indigence idéologique avec celle (supposée) de la classe, ouvrière et des moyens propres à construire la nouvelle société.

Ainsi doit-il arriver que, faute d'une conception d'ensemble de l'évolution économique de l'humanité et, à travers elle, de l'évolution structurelle de la classe ouvrière, divers courants ouvriers confondant leur propre indigence idéologique avec celle (supposée) de la classe, en soient réduits, lorsque les luttes entre exploiteurs s'avivent, à envisager la lutte ouvrière sous l'aspect étroit d'un pacifisme traditionnel « bêlant » ou de « l'alliance » hypocritement camouflée avec l'un des antagonistes.

En contrepartie, seule une attitude de classe, trouvant sa source dans l'analyse marxiste de la société, peut assurer la continuation de la prise de conscience ouvrière sur un plan plus élevé et ouvrir la voie à une lutte révolutionnaire autonome.

C'est ainsi que, face à la démission collective de la social-démocratie européenne en 1914, la position de Lénine nous apparaît comme la seule attitude révolutionnaire conséquente. C'est ainsi également qu'il faut constater que les années précédant immédiatement la deuxième guerre mondiale ont vu l'absence totale de position autonome de la classe ouvrière. Toutes les organisations, en ne mettant l'accent que sur la défense de la paix ou de la démocratie, voire de l'U.R.S.S., ont détourné l'action ouvrière de sa propre lutte de libération.

Présentement, à l'automne 1950, c'est également la paix qui est le leit-motiv de garage des organisations ouvrières. (Si nous insistons sur l'inéluctabilité de la guerre, c'est justement parce que c'est en fonction de la réalité et de cette réalité que la classe ouvrière doit mener son action indépendante.) Cependant, à la différence de ce qui se passait en 1939, le pacifisme ne se présente plus comme « intégral » mais sert à préparer l'enrôlement dans l'un ou l'autre camp. C'est qu'en effet

cette inéluctabilité de la guerre est apparente aux yeux de tous comme l'est l'inanité du pacifisme. Niant d'un côté le pacifisme absentéiste et, de l'autre, la possibilité d'une action autonome de la classe, les organisations « libres » jouent, en soutenant un camp ou l'autre la politique du « moindre mal ». Dans ce climat de mobilisation idéologique qui va se développant au rythme même de la progession de la guerre froide, a éclaté la guerre de Corée. Celle-ci se traduit, nous l'avons indiqué ailleurs, par l'accélération de la préparation matérielle à la guerre dans les deux camps ; mais aussi, et ce n'est pas négligeable, par une certaine clarification des positions politiques des différentes classes et en particulier des groupes se réclamant de la classe ouvrière, face à la guerre qu'ils sentent de moins en moins future et de plus en plus prochaine.

Nous voulons passer en revue ces positions présentées au prolétariat. Nous ne pensons pas qu'il soit intéressant d'étudier les thèses du P.C.F. et de ses filiales sur l'actuelle guerre de Corée. Elles insistent avant tout sur l'intervention américaine et la politique d'apaisement de la Russie. Ce faisant, elles s'inscrivent docilement dans la politique de mobilisation accélérée des masses dans le « camp de la paix ». L'appareil stalinien de la préparation idéologique à la guerre est totalement mis en place. Les événements de Corée n'ont fait qu'enrichir son arsenal de propagande.

Quelques mots suffiront pour présenter la thèse trotskyste dont le crétinisme ne s'est pas démenti tout au long des différentes fortunes que la guerre a connu. Amalgamant dès le début les thèses « conflit localisé (*sic*) U.R.S.S.-U.S.A. » et « lutte de libération nationale des Nord-Coréens », les leaders de la IV Internationale en sont venus à stigmatiser le « lâchage » des Coréens par le capitulard Staline et à louer, par contre, le bon communiste Mao-Tse Tung, volant au secours de ses frères opprimés.

En effet, pour raisonner en trotskyste, si la Russie soutient par les armes, la Corée du Nord, la Malaisie, etc..., nous devons applaudir et nous ranger à ses côtés... Il n'y aura ensuite qu'à « redresser » l'Etat ouvrier dégénéré. Notons que l'homme de la rue est en comparaison des « bolcheviks-léninistes » un expert dialecticien. Le côté scandaleux de cette position n'est pas tellement l'aveuglement sans égal qu'elle témoigne de la part de ses supporters mais qu'elle mène, à l'exemple de toutes les positions trotskystes, au désarmement idéologique complet du prolétariat et prépare l'entrée des militants qu'elle peut encore atteindre au sein de la bureaucratie. Nous ne pensons pas toutefois que ce risque soit bien grand, car l'aventurisme trotskyste réclamant et « exigeant » l'intervention russe en Corée, a su, une fois de plus, servir de repoussoir aux ouvriers, dégoûtés des staliniens, cherchant leur voie mais clairvoyants et incapables de tomber dans le panneau grossier de « Staline qui-défend-mal-les-peuples-opprimés ».

Notons en outre que l'édifice branlant des théories trotskystes vient de recevoir un nouveau coup du sort par les déclaration de Tito-Kardelj tant à propos de la guerre de Corée que sur l'ensemble des problèmes internationaux. Qu'ils se contentent de critiques fraternelles dans des appels larmoyants aux « camarades yougoslaves » et qu'ils continuent à aller à la dérive en attendant de rencontrer quelque nouvelle flotte voguant vers quelque nouveau Lanternois ; il y a fort longtemps que ce n'est plus l'affaire de la classe ouvrière. Mais, au fur et à mesure que l'intégration de la bureaucratie yougoslave dans le camp américain se précise, on assistera forcément au développement

d'une tendance analogue au sein du trotskisme : l'écartèlement traditionnel de la « IVe Internationale » entre une aile anti-stalinienne (et, en fin de compte, réformiste, voire R.D.R.) et une aile pro-stalinienne se répétant sous le couvert de la « défense de la révolution yougoslave ».

Ne soyons pas surpris si nous retrouvons dans le camp d'en face les tenants du « socialisme honnête », du « syndicalisme pur ». Ne nou attardons pas auprès de F.O. dont nous savons par la bouche de ses orateurs du dimanche « qu'elle a pris parti : le parti de la classe ouvrière américaine et de la classe ouvrière russe opprimée » ? (F.O. du 23-11-50). Il est beaucoup plus intéressant d'étudier la position des héritiers du syndicalisme apolitique dans leur organe « La Révolution Prolétarienne » (août-septembre) sous la plume de R. Louzon, vétéran des luttes ouvrières.

Nous y verrons comment des militants ouvriers d'avant-garde, n'ayant pas su tirer l'enseignement de 25 ans de régime stalinien, s'acharnent à nier la réalier mondiale du capitalisme bureaucratique. Et comment, incapables d'assimiler l'expérience russe, par conséquent incapables de dépasser le stalinisme, ils se réfugient dans le domaine « classique » en quelque sorte de la lutte ouvrière au sein du capitalisme « classique » qu'ils croient connaître et contre lequel ils ont des plans longuement mûris et « qui ont fait leurs preuves ». Laissons la parole à Louzon, ce bon général de la révolution qui n'est en retard que de deux guerres :

« Non ! la liberté du travailleur salarié n'est pas un vain mot. La liberté... de choisir son métier... de pouvoir combattre pour améliorer ses conditions de travail..., d'aller chercher du travail ailleurs... Cette liberté a, pour contrepartie, le risque de se trouver sans boulot, mais c'est une loi générale : pas de liberté sans risque... » (*sic*)

« Il s'agit toujours (conflit russo-américain) d'un conflit entre le fascisme — le fascisme russe — et la république ».

« Nous allons vers l'empire mondial... Qui en sera le maître ?... L'Amérique, c'est la démocratie bourgeoise... que nous continuerons à combattre... car nous aurons toujours la possibilité de le faire... (*resic*) Par contre, la Russie, c'est l'étouffoir... l'esclavage généralisé.... la régression la plus épouvantable... Eh bien ! je suis aujourd'hui avec les Américains... quitte, dès le danger passé, à reprendre aussi vigoureusement que jamais la lutte contre les alliés de la veille... »

« Dans le cas de la guerre de Corée, aucune attaque de la part de la Corée du Sud... ceux qui sont contre la guerre se doivent de se porter au secours de la Corée du Sud... Les guerres nationales ne prendront fin que lorsqu'une puissance supra-nationale sera en mesure d'employer la force pour y mettre fin... L'intervention en Corée marque le début de cette violence supérieure. »

Ces passages extraits de l'article de Louzon sont révélateurs de sa pensée et du désarroi tragique dans lequel se trouvent des militants « honnêtes » qui ont jeté par dessus les moulins tout ce qu'ils avaient appris pendant des dizaines d'années de lutte et n'ont pas su quoi mettre à la place. Louzon (et ses amis aussi sans doute, qui n'ont pas cru devoir protester devant de telles monstruosités) ne voit en Russie qu'un fascisme (et quel fascisme, marxiste Louzon ?)

Louzon croit à la pérennité de la démocratie bourgeoise.

Louzon voit en Corée une guerre de libération anti-russe.

Louzon nie pratiquement toute possibilité de « révolution prolétarienne ».

Rendons volontiers hommage à Louzon pour la franchise avec laquelle il expose les raisons d'un choix sincère. Nous savons qu'il éprouve une certaine amertume mais enfin. Par delà le petit groupe de la « R. P. », il plaide la cause des sociaux-démocrates de tout poil qui, eux, ont déjà choisi, non pas le camp de la démocratie, mais la mangeoire américaine.

Il faut faire la part des choses. Que M. Louzon préfère vivre en 1950 en France qu'en Russie en 195 ?... passe encore. Nous ne savons pas si c'est un choix qui vaut grand-chose. Mais qu'il raconte à ce propos des histoires à dormir debout, qu'il en vienne à se mettre la tête sous les couvertures et propose à la classe ouvrière d'en faire autant, cela nous ne pouvons pas l'accepter.

Comment Louzon peut-il parler des libertés démocratiques bourgeoises comme permettant d'améliorer les conditions de la classe ouvrière, alors que depuis trente ans ces conditions se sont aggravées sans arrêt ? Comment peut-il dire que la liberté qu'il a d'écrire pour défendre... la bourgeoisie, est une preuve de la liberté d'opposition Qu'il aille écrire qu'il faut faire le contraire et qu'il le fasse ailleurs que dans un bulletin quasi-confidentiel, et nous en reparlerons. Bien plus, qu'il lutte avec des grévistes non staliniens et qu'il nous raconte comment se sont comportés les patrons et les nombreux services d'ordre !

Comment Louzon peut-il raconter de pareilles sornettes sur la possibilité de choisir son métier en régime capitaliste ? Pourquoi ne nous parle-t-il pas de la possibilité laissée à chacun de devenir milliardaire ? A quel syndicalisme s'est-il soudain converti ?

Comment Louzon (comme les trotskystes, mais dans l'autre sens) peut-il croire à une guerre civile en Corée ? Serait-il myope au point de ne pas voir à côté de l'ogre russe, certain géant américain ? Il ne faut pas avoir peur de se salir les mains ; quand on veut se défendre contre le fascisme russe, il ne faut pas craindre de marcher sur les pieds des Coréens ; n'est-ce pas ce que Louzon n'ose pas dire ?

Comment Louzon peut-il croire à un Pax Americana radieuse, à un capitalisme reconnaissant à la classe ouvrière mondiale d'avoir pu triompher grâce à son appui et décidé à s'occuper de son sort ? Pourquoi ne pas croire aussi bien que les bureaucrates du Kremlin libérés de l'ennemi capitaliste et n'ayant plus besoin de canons et de chars, se mettront tout bonnement à répartir aux masses courageuses et dévouées ce qui servait à engraisser maréchaux et policiers ?

Trève d'ironie. Il n'est pas dans notre intention de reprendre toutes ces questions graves et qui touchent directement aux plus brûlants problèmes qui peuvent se poser au prolétariat, mais seulement de nous arrêter à la dernière qui commande le reste des positions controuvées par Louzon : la lutte de classe ne sera possible que dans le cadre du capitalisme démocratique représenté par l'Amérique.

Notre point de vue est que l'instauration d'une domination « américaine » universelle (et stabilisée) se traduirait par la disparition la plus totale de ces libertés « démocratiques » qui tiennent tant au cœur des réformistes. C'est en effet faire un pari stupide que de penser que la « pacification » mondiale se bornerait à la liquidation des divers partis staliniens ou stalinisants. Bien au contraire, le renforcement gigantesque des organismes de répression viserait toutes les manifestations ouvrières. L'ennemi stalinien défait ferait place à *l'ennemi de classe*, celui-là seul qui peut supprimer les racines de l'exploitation. L'atmosphère de terreur permanente qu'instaurerait le moderne

« Talon de Fer » développerait la bureaucratie politique et policière, au même titre que la nécessité vitale pour l'empire mondial d'organiser la totalité de l'économie renforcerait la bureaucratie gestionnaire de la production.

Louzon peut-il nous dire si cette Pax Americana serait préférable à une Pax Sovietica, du point de vue ouvrier ?

En quelque sorte, la terreur qu'inspire à Louzon (ses amis et disciples et, soulignons-le, les éléments sociaux-démocrates) l'impérialisme stalinien, lui masque l'évolution réelle du monde, et surtout du monde occidental.

Les articles de Louzon n'ont pas été sans stupéfier bon nombre de militants ouvriers isolés. Les réponses publiées par la « R. P. » elle-même et l'enquête entreprise par le journal « L'Unité » prouvent l'indignation que cette position a suscitée. En général, les contradicteurs reprochent à Louzon de tourner carrément le dos à la révolution et, sur le plan particulier de la guerre de Corée, discernent nettement dans celles-ci les causes réelles : les prémices de la lutte pour la domination mondiale. Les signataires appellent à la lutte ouvrière contre les deux impérialistes rivaux.

Il apparait à des yeux clairvoyants que ces vues sont celles de la majeure partie de la classe ouvrière de France. Il ne manque à l'avant-garde dispersée qu'une conception claire des tendances structurelles de chacun des impérialismes rivaux pour se tourner vers la classe avec un programme de lutte autonome.

C'est à ce travail que nous nous consacrons.

J. DUPONT

NATIONALISATION ET PRODUCTIVITE

L'Angleterre se trouve à nouveau cet hiver devant une crise de charbon. Bien qu'en augmentation constante depuis la guerre, la production charbonnière ne s'est pas développé au rythme nécessaire pour couvrir les besoins de l'expansion industrielle. Nous pensons que les extraits donnés plus bas d'un article récent de l'« Economist » (1), le porte-parole objectif et sérieux du capitalisme anglais, intéresseront nos lecteurs, car ils montrent clairement les causes profondes de cette crise.

Après avoir affirmé que « si il y a en février une crise de charbon, M. Noël Baker et le parti travailliste n'auront pas le pouvoir de maintenir l'organisation actuelle de l'industrie charbonnière, à supposer qu'ils le désirent », l'« Economist » rappelle qu'« *aucun politicien sérieux ou économiste pratique, quelles qu'aient pu être ses réserves concernant les autres mesures prises au début par le gouvernement travailliste, ne s'est opposé au principe de la nationalisation du charbon, ni même n'a critiqué substantiellement la forme particulière que donnait à celle-ci, la loi de 1946. C'était le cas, si jamais il en fut un, où le changement de propriété pourrait directement amener des améliorations larges et rapides à la fois au bien-être et à l'efficacité.* »

Hélas ! il n'en fut rien :

« *Quatre années forment une période raisonnable d'essai pour la plupart des organismes ; et, à la fin de cette période, nous sommes en train d'importer du charbon. Il est peut-être nécessaire de souligner encore que les forces qui ont de nouveau amené le pays dans cette situation, les forces que l'Office du Charbon s'est montré incapable de maîtriser, ne sont d'aucune façon le résultat de la nationalisation. Ces forces sont essentiellement la répugnance des hommes à être (et spécialement à rester) des mineurs, et la répugnance des mineurs à produire du charbon. Et cette attitude est le résultat de changements économiques qui couvrent plus de trente ans. Elle a été rendue encore plus aiguë par la révolution sociale contenue dans la politique du plein emploi, venant après des années de dépression dans les charbonnages. Bien que ses effets les plus mauvais pourraient être modifiés, cette révolution est permanente dans sa substance. Rien ne pourra éétablir rapidement dans les nouvelles conditions ni la capacité de l'industrie charbonnière à attirer et à garder des ouvriers ni la volonté de travail des mineurs. Sans doute, le statut aussi bien que la rémunération des mineurs pourront être graduellement améliorés. Sans doute, les mineurs et leurs femmes s'habitueront graduellement aux standards de vie qui s'ouvrent devant eux ; il cessera d'y avoir une grande minorité qui préfère le repos de trois jours par semaine à des revenus plus élevés. Mais ceci, même dans l'hypothèse la plus favorable, prendra beaucoup de temps. Il est douteux que le moyen habituel d'attirer du travail frais dans une industrie par l'augmentation des salaires réels puisse amener un accroissement quelconque de la production. Les nouveaux mineurs — travail « vert », dont la productivité serait en tout cas basse — peuvent amener une production supplémentaire plus petite que celle qui sera perdue par l'absentéisme plus élevé des hommes expérimentés, si ceux-ci peuvent gagner en trois jours ce qu'ils doivent gagner maintenant en quatre...*

« *La production par homme reste même en 1950 d'environ 10 % inférieure à ce qu'elle était en 1937. L'absentéisme a été à peine réduit depuis l'application de la semaine de quarante heures. Même la production par équipe ayant travaillé ne dépasse que de peu le niveau d'avant guerre et, après les améliorations de 1948 et 1949, n'a montré cette année que des variations saisonnières. Le peu d'équipement et de machines qui ont été introduits dans les mines pendant les dix dernières années ont peut-être arrêté ce qui, autrement, aurait été un déclin continu de la productivité ; on pourrait dire mieux même pour la mécanisation limitée et insuffisante des mines anglaises entre les deux guerres. Il serait excessif d'attendre de l'Office du Charbon de supprimer en quatre ans toute l'amertume du passé et de révolutionner l'attitude du mineur face à son travail, mais l'Office n'a même pas réussi à provoquer ces changements immédiats dans l'atmosphère psychologique de l'industrie sur lesquels comptaient avec tant de confiance les défenseurs de la nationalisation. A en juger sur les chiffres, le mineur ne travaille pas avec plus d'empressement pour l'Etat qu'il ne le faisait pour le capitaliste...* »

Ce texte se passe de longs commentaires. Dans l'industrie charbonnière apparaît — avec plus de clarté que partout ailleurs, à cause du caractère particulièrement dur du travail — le facteur fondamental de la crise du système d'exploitation : la production stagne, tout au moins elle ne se développe pas dans le rythme rendu nécessaire par la progression économique d'ensemble. Ceci parce que la productivité du travail humain tend à décliner ; elle tend à décliner non pas évidemment à cause de la dégénérescence physique ou intellectuelle du genre humain, ni de la régression de la technique, mais essentiellement à cause de l'attitude des ouvriers face au travail : les ouvriers refusent tout effort dépassant le minimum pour une production qu'ils considèrent comme ne leur appartenant ni directement ni indirectement. (Ce facteur général se combine dans l'industrie du charbon avec un trait particulier lié au caractère inhumain du travail spécifique de cette industrie, et qui s'exprime dans l'absentéisme incomparablement plus élevé qu'ailleurs. Ce fait indique qu'à partir d'un certain niveau

(1) *The Economist*, 16 décembre 1950.

de la culture, les ouvriers refusent de plus en plus certains travaux en tant que tels, même s'ils ont une rémunération relativement plus élevée, et l'automatisation de ces branches de production devient une question de vie ou de mort). Le capitalisme anglais avait vu dans les nationalisations aussi un moyen de dépasser ce problème : « Le charbon est à l'Etat ; donc il aussi un peu à vous ». Il a dû déchanter. Ce plébiscite des ouvriers dans le domaine de loin le plus significatif et le plus réel de tous, celui de la production, a infiniment plus d'importance que les parades électorales, même lorsqu'elles ont lieu en Grande-Bretagne.

Que faire face à cette crise ? L'« Economist » rappelle avec nostalgie les beaux jours du passé, quand le chômage sévissait partout et particulièrement dans les mines, obligeant les gars qui avaient encore du boulot à travailler dur pour ne pas être mis à la porte. Il semble difficile d'y revenir. Reste-t-il une autre solution ? Oui. Le régime russe l'indique.

La crise du charbon jette une lumière particulière sur le caractère profondément transitoire du régime travailliste, en tant que bureaucratie « démocratique ».

P. C.

CYCLE DE CONFERENCES SUR "LE CAPITAL"

Les camarades qui ont suivi l'effort de notre groupe connaissent l'importance que nous accordons à la recherche théorique, sous son double aspect de l'élaboration continue de l'idéologie révolutionnaire et de la lutte contre les déformations dont le marxisme a été et est toujours l'objet. Le marxisme, comme interprétation du développement historique et comme expression programmatique de la lutte pour le communisme, doit de toute évidence se développer et s'amplifier au fur et à mesure que la société se développe elle-même et que la lutte de classes se transforme. Cependant, depuis trente ans, la crise du mouvement révolutionnaire a amené non seulement une stagnation théorique — équivalent à la transformation de la théorie marxiste en une stérile scolastique — mais s'est traduite par une déformation de plus en plus profonde de la conception marxiste. La bureaucratie réformiste et surtout stalinienne utilisant positivement le « marxisme » édulcoré qui est le sien pour la mystification des masses.

Les études publiées dans les numéros parus de « Socialisme ou Barbarie » et le cycle de conférences que nous avons organisé l'année dernière sur l'œuvre de Lénine montrent la direction dans laquelle nous avons orienté notre travail dans ce domaine. Essayer de reconstituer le sens originel du marxisme, montrer les intérêts hostiles au prolétariat que ses déformations ont servi, mettre en regard les acquisitions

du passé avec les problèmes actuels ont été nos préoccupations majeures.

Ce sont ces mêmes préoccupations qui nous ont décidé cette année, malgré la grande difficulté de cette tâche, d'organiser un cercle d'études sur « Le Capital ». Il est superflu d'insister sur l'importance de cet ouvrage fondamental, et sur la nécessité absolue d'une mise à jour de l'économie marxiste. Ces réunions auront lieu tous les quinze jours, les vendredi soir, de 20 h. 30 à 24 h., au Palais de la Mutualité. Après un exposé (qui durera au plus une heure et demie), la réunion sera consacrée à la discussion des problèmes soulevés.

Jusqu'ici les réunions du 10 et du 24 novembre ont été consacrées à une introduction au système économique contenu dans « Le Capital »; la réunion du 22 décembre, à la simple production de marchandises et la loi de la valeur; la réunion du 5 janvier, à l'extraction de la plus-value. Voici les sujets des réunions à venir :

1er janvier : L'extraction de la plus-value et le salaire (fin).

2 février : Péréquation du profit et prix de production.

16 février : Répartition de la plus-value totale entre les diverses catégories d'exploiteurs.

2 mars : Reproduction simple et accumulation. Crises.

16 mars : Elévation de la composition organique de capital. Concentration.

30 mars : Augmentation de l'exploitation et baisse du taux de profit.

Nous espérons que les camarades qui comprennent l'importance de la théorie révolutionnaire pour la lutte de classes viendront nombreux participer à ce cercle d'études.

ERRATA

Par suite de négligences regrettables, un nombre important d'erreurs d'impression se sont produites dans le n° 7. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et nous indiquons ici les plus importantes.

PAGE 46, il manque le sous-titre de l'article de Ph. Guillaume, qui est : A propos du livre de G. Friedmann, « Problèmes humains du machinisme industriel ». Toutes les citations de Friedmann faites dans cet article se rapportent à ce livre.

Voici d'autre part les erreurs pouvant altérer le sens, qui se sont glissées dans le texte de Ria Stone : *Le reconstruction de la Société*, p. 67 et suivantes :

PAGE 68 :

2e alinéa, ligne 7, *au lieu de :* « Mais en dehors des périodes de révolution, le monde *est tenu* à oublier ce fait », *lire :* Mais... le monde *est poussé* à oublier... »

2e alinéa, dernière ligne, *au lieu de :* « ce que les ouvriers font et pensent lorsqu'ils travaillent sur leurs *bancs* et leurs machines », *lire :* « ce que... sur leurs *établis* et... ».

PAGE 70 :

Ligne 8 : *au lieu de :* « ni les travailleurs ordinaires... », *lire :* « ni les simples manœuvres... ».

PAGE 72 :

2e alinéa, ligne 3, phrase sautée, *après :* « Pour eux le travail est devenu simplement le « boulot », *ajouter :* « uniquement une questions de « temps » à respecter ».

4e alinéa, ligne 12, *au lieu de :* « comme l'a dit un *analyste* bourgeois », *lire :* « comme l'a dit un *critique* bourgeois ».

PAGE 76 :

« Au fur et à mesure que le monde objectif s'interpose de plus en plus la sensibilité qui est le propre de l'homme, l'homme lui-même doit s'assimiler d'une manière croissante l'acuité des perceptions qui caractérisent les opérations de ce monde objectif. »

3e alinéa, ligne 2, *au lieu de :* « en jetant un regard *affamé* sur... », *lire :* « en jetant un regard *avide* sur... »

Ligne 6, *au lieu de :* « scientifiques *bizarres* », *lire :* « scientifiques *extraordinaires* ».

Ligne 10, *au lieu de :* « l'ouvrier qui *dessine* ingénieusement... », *lire :* « l'ouvrier qui imagine ingénieusement... ».

Fin PAGE 76, début 77 :

Au lieu de : « Il serait bon qu'ils méditent la description... », *lire :* « Laissons-les donc s'absorber dans les descriptions de « machines sans homme ».

PAGE 77 :

Dernier alinéa, ligne 8, *au lieu de :* « ...dans les machines automatiques *calculées* aujourd'hui... », *lire :* « ...dans les machines automatiques conçues de nos jours... ».

PAGE 79 :

1er alinéa, avant-dernière ligne, manquent deux mots : « est non seulement inutile *pour eux* mais dangereux pour toute la société ».

Même alinéa, ligne 3, *lire :* « dégrader l'ouvrier en *en* faisant un néant ».

PAGE 80 :

1er alinéa, lignes 2-3, *au lieu de :* « font de ceux-ci de moins en moins des *brutes lourdes...* », *lire :* « font de ceux-ci de moins en moins des *bêtes de somme...* ».

3e alinéa, ligne 16, mention de phrase sautée : « ...les fonctions sociales *qu'il assume ne sont qu'un des modes d'expression de la libre dépense de ses* forces naturelles et acquises. »

PAGE 81 :

2e alinéa, ligne 3, *lire :* « ...révélé par le développement de la société moderne, sa richesse *en* instruments... ».

Achevé d'imprimer sur les Presses de la S.L.I.M., 37, boulevard de Strasbourg, Paris (10e)

SOMMAIRE

Voyage en Yougoslavie, par Raymond BOURT 3

Le Stalinisme en Allemagne orientale, par Hugo BELL 31

DOCUMENTS :

L'Ouvrier Américain, par RIA STONE 50

NOTES :

La situation internationale 73

Les organisations « ouvrières » et la guerre de Corée .. 84

Nationalisation et Productivité 90